



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Direction du développement et de la coopération (DDC)
Etat-major de direction

Evaluation de pays / Country Evaluation

Stratégie de Coopération à Haïti 2014 – 2017

Section Evaluation et Contrôle de Gestion





Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Direction du développement et de la coopération (DDC)
Etat-major de direction

Evaluation de pays / Country Evaluation

Stratégie de Coopération Haïti

2014 – 2017

Contenu:

- I Management Response / Prise de position**
- II Report final de l'évaluateur**

Annexes

Berne, Juin 2017

Pourquoi mener des évaluations de stratégies de coopération pays ou région?

Depuis 2010, la Direction du développement et de la coopération (DDC) a développé, grâce à un processus pilote, une nouvelle approche pour évaluer les stratégies de coopération pays ou région. La particularité principale de cette nouvelle approche est la promotion de l'échange et du partage du savoir au sein de l'institution et de l'équipe d'évaluation qui est guidée par un consultant externe. La différence principale entre les évaluations des stratégies de coopération pays ou région et d'autres évaluations externes gérées par la Section Evaluation et contrôle de gestion (E+C) est que du personnel de la DDC est impliqué au sein de l'équipe d'évaluation en tant qu'évaluateur, mais avec une connaissance de l'intérieur des enjeux et des débats institutionnels.

Les évaluations des stratégies de coopération ont pour but d'analyser la pertinence et la cohérence de la coopération au développement de la Suisse par rapport aux priorités nationales de développement et au Message parlementaire sur la coopération internationale de la Suisse. Elles analysent les résultats obtenus au niveau du portefeuille des domaines d'intervention de la stratégie de coopération. Ce faisant, elles contribuent au pilotage stratégique et opérationnel des interventions de la DDC et à améliorer l'efficacité de l'aide. Les évaluations des stratégies de coopération pays ou région appuient la définition des nouvelles stratégies de coopération et stimulent l'apprentissage.

Les évaluations des stratégies de coopération pays ou région sont définies comme des évaluations hybrides car elles sont menées par des équipes d'évaluation mixtes composées d'un consultant externe et de 2 pairs de la DDC (ou, si pertinent, d'autres offices de la Confédération). E+C a décidé de développer cette approche pour valoriser le savoir et les compétences du personnel de la DDC et pour renforcer l'apprentissage interne tout en bénéficiant d'un point de vue d'un consultant externe.

Le programme d'évaluation de E+C est approuvé chaque année par la Direction de la DDC. Les évaluations des stratégies de coopération pays ou région, menées sur demande des Divisions et des Bureaux de coopération concernés, font partie intégrante du programme d'évaluation. Les évaluations mandatées par la DDC lui servent d'outil d'apprentissage organisationnel et lui permettent de définir des orientations stratégiques et de rendre compte de ses activités.

Les évaluations des stratégies de coopération pays ou région sont réalisées conformément aux standards d'évaluation du CAD de l'OCDE. Les responsables au niveau des Domaines de la DDC répondent aux recommandations de l'évaluation en rédigeant une prise de position (« Management Response »).

Calendrier de l'évaluation de la stratégie de coopération Haïti 2014-2017

Etape	Période
Phase préliminaire : Analyse documentaire et « Inception report »	Mars 2016 – Octobre 2016
Phase de terrain : Mission et rapport provisoire	Novembre 2016 – Janvier 2017
Rapport d'évaluation final	Février 2017
Réponse de la DDC (« Management Response »)	Mai 2017

I Management Response

Management Response de l'Évaluation de la Stratégie de Coopération de la DDC en Haïti 2014 -2017

1. Introduction

Nous aimerions saluer et remercier l'effort remarquable fait par l'équipe d'évaluation d'analyser la stratégie de coopération en Haïti 2014 – 2017. Les résultats et les échanges faites lors de l'évaluation ont été très fructueux ce qui permet d'en tenir compte pendant l'élaboration de la nouvelle stratégie de coopération (SC) 2018 – 2021. Nous saisissons aussi l'opportunité de remercier la section Evaluation et Contrôle de Gestion (E+C) pour avoir bien mené le processus d'évaluation.

2. Appréciation du processus et du rapport de l'évaluation

Dans la plupart des cas, les recommandations rejoignent les réflexions faites par A-PP autour de la nouvelle SC 2018 – 2021 (notamment pendant la revue à mi-parcours de la stratégie 2014 – 2017). Pendant l'évaluation, un accent particulier a été mis sur la question du nexus, cela aussi en lien avec l'ouragan Matthew qui a touché Haïti juste avant la mission de l'équipe d'évaluation. La pertinence des recommandations découle aussi de la composition équilibrée des membres de l'équipe, couvrant le côté humanitaire comme le côté développement, des aspects bi- comme multilatéraux.

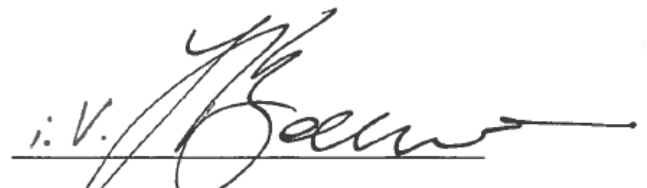
Toutefois, certaines questions comme le rôle général de la coopération en Haïti, le risque de substitution des acteurs locaux et l'importance de renforcer les institutions étatiques (à tous les niveaux) dans un contexte fragile comme Haïti, auraient mérité d'être encore plus approfondies. Concernant le nombre des recommandations, nous proposons de limiter leur nombre pour les futures évaluations, en faisant ressortir les points principaux. Cela pourrait aussi contribuer à l'élaboration d'une Management Response plus courte et à un processus simplifié.

Berne, en mai 2017



Thomas Greminger

Chef du domaine Coopération Sud
DDC



Manuel Bessler

Chef du domaine Aide Humanitaires
DDC

Recommandations spécifiques and Management Response / Prise de position

Volet d'évaluation 1: Analyse du contexte

RECOMMANDATIONS	MANAGEMENT RESPONSE / PRISE DE POSITIONS			RÉSPONS.	DÉLAI
Recommandation 1 Il est crucial que l'A-PP puisse disposer de davantage d'expertise locale en appui au Chef de Mission (par exemple un <i>think-tank</i> d'experts nationaux), mais aussi de l'ensemble de l'équipe dans la fonction d'analyse et de décryptage des enjeux locaux.	Complètement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord		
	<u>Prise de position</u> Les conclusions du volet d'évaluation 1 constatent que l'A-PP a une bonne capacité d'assurer une analyse et un suivi régulier du contexte local (cf. conclusion C1) et que les analyses contextuelles produites sur différentes thématiques sont solides et éprouvées par l'expérience. En plus il est à mentionner que l'analyse contextuelle se fait chaque semaine dans l'A-PP lors des réunions hebdomadaires. L'A-PP invite aussi deux fois par an des experts pour donner des éclairages sur des enjeux structurants (p. ex. sur l'économie haïtienne). En vue de cela et de l'appréciation positive des analyses contextuelles, nous sommes d'accord d'impliquer dans cette analyse contextuelle d'une manière ciblée des centres de compétence (comme des universités ou la société civile). Par contre, à notre avis, cette implication n'est pas à institutionnaliser, mais doit se faire d'une manière flexible en fonction des besoins et des lacunes de couverture thématique identifiés.				
	<u>Mesures</u> - L'A-PP étend, consolide et implique son réseau de centres de compétences lors de moments clés (comme les MERV, les rapports annuels, la conception de la nouvelle stratégie de coopération etc.).			A-PP	12/2017
Recommandation 2 En conformité avec l'exigence stipulée dans le Message sur la coopération internationale 2017-2020, selon laquelle 90% des fonds destinés à financer le programme suisse en Haïti doivent être destinés à trois domaines, il est recommandé que ceux-ci soient alloués – dès la nouvelle Stratégie - dans les trois thèmes suivants : Gouvernance, Sécurité Alimentaire et Formation professionnelle. Ils soutiendront tant	Complètement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord		
	<u>Prise de position</u> Nous sommes d'accord avec cette recommandation qui confirme les premières réflexions faites pendant la revue à mi-parcours de la stratégie de coopération (SC) de la Coopération Suisse en Haïti 2014 – 2017. La note préliminaire de la nouvelle SC affine ces thèmes en prévoyant les trois domaines prioritaires suivants : 1) Gouvernance locale, 2) Agriculture et sécurité alimentaire et 3) Emploi et développement économique. La gouvernance locale est proposée comme fil rouge de la nouvelle SC et la formation professionnelle est prévue d'être intégrée sous le thème emploi et revenu (e+i) avec l'intention de les combiner avec des activités de développement économique durable. Les trois domaines prioritaires couvriront des activités aux niveaux bilatéral et multilatéral, humanitaires et de coopération au développement en même temps.				

RECOMMANDATIONS	MANAGEMENT RESPONSE / PRISE DE POSITIONS			RÉSPONS.	DÉLAI
des activités bilatérales que multilatérales et humanitaires dans ces secteurs thématiques.	<u>Mesures</u> – Le processus de développement de la nouvelle SC explicitera les lignes d'action des trois domaines prioritaires en réalisant une approche commune qui intègre des activités de coopération au développement, de l'aide humanitaire et du multilatéral en même temps.			A-PP / CS / AH	12/2017
Recommandation 3 Le développement d'une réponse de relèvement (précoce) aux crises et catastrophes qui frappent le pays suivant la phase d'urgence doit poursuivre une approche plus synergétique et complémentaire entre les instruments de la coopération au développement et l'aide humanitaire. Suite au passage de l'ouragan Matthew, l'A-PP doit prendre avantage des engagements initiés en réponse à ce dernier pour démontrer comment mettre en œuvre le LRRD/Nexus en pratique, particulièrement dans les domaines de la production agricole et de la gouvernance locale.	Complètement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord		
	<u>Prise de position</u> Nous sommes d'accord avec la recommandation que la coopération au développement et l'aide humanitaire doivent travailler ensemble d'une manière encore plus synergétique et complémentaire. Néanmoins, nous sommes d'avis que l'A-PP peut déjà bâtir sur des expériences réussies dans ce sens, notamment dans le cadre du contexte « post-Matthew ». En fait, le déroulement de l'intervention du SET (« Soforteinsatzteam ») a démontré l'existence de complémentarité entre les dispositions de réponse d'urgence (RR) et de l'ambassade. Grâce aussi au dialogue pendant et après le SET entre la Coopération Sud (CS) et l'Aide Humanitaire (AH), il a été possible de développer une initiative de redressement rapide post-Matthew financée et élaborée conjointement. L'AH a aussi été fortement impliquée dans la réflexion sur le design du programme de relèvement financé par la CS (PURPOS). En ce sens, l'A-PP a commencé à utiliser les actions et connaissances des instruments pour contribuer ensemble au redressement, montrant des exemples concrets de nexus. Ces réflexions sont à poursuivre et à intensifier dans le cadre de la nouvelle SC.				
	<u>Mesures</u> – La nouvelle SC mettra un accent particulier sur la collaboration renforcée entre l'AH et la CS qui converge vers une approche commune : Ainsi, la CS investira également dans des projets de réponses et de relèvements post-catastrophes et l'AH assure dans les actions d'urgence le lien et la coordination avec les orientations long-termes de la stratégie. De plus, tous les projets intègrent une composante gestion des risques et l'Ambassade renforce les capacités locales de réponse aux urgences.			A-PP / CS / AH	12/2017

Volet d'évaluation 2: Pertinence du portefeuille de projets par rapport aux domaines thématiques de la stratégie de coopération

RECOMMANDATIONS	MANAGEMENT RESPONSE / PRISE DE POSITIONS			RÉSPONS.	DÉLAI
Recommandation 1 Les interventions humanitaires et de développement de la coopération Suisse en Haïti doivent être davantage complémentaires et s'alimenter mutuellement. Thématiquement, les domaines d'intervention de l'aide humanitaire – tant dans le contexte actuel des efforts de reconstruction post-Matthew que d'autres crises et/ou catastrophes à venir – devraient s'inscrire dans les domaines d'interventions de développement de la future stratégie de coopération suisse en Haïti. A l'inverse, la coopération Sud doit intégrer dans tous ses engagements des réponses aux risques de catastrophes naturelles, renforcer la prévention et la préparation aux catastrophes tout comme assurer le « Early Recovery » post- catastrophe. Plutôt que d'être appliqués de manière indépendante, la coopération suisse utiliserait tous les instruments qui sont à sa disposition, qu'ils soient humanitaires, bi- ou multilatéraux, dans chacun de ses des trois futurs domaines de la nouvelle Stratégie pays.	Complètement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord		
	<u>Prise de position</u> Nous sommes d'accord avec la nécessité d'une plus grande complémentarité des interventions humanitaires et de développement. Comme aussi mentionné dans la prise de position à la recommandation 3 du volet d'évaluation 1, à notre avis, la réponse « post-Matthew » a déjà permis à l'A-PP de promouvoir cette complémentarité entre l'humanitaire et le développement. Des leçons apprises seront tirées de la réponse « post-Matthew » pour alimenter les réflexions en vue de la préparation de la nouvelle stratégie de coopération (SC). La nouvelle SC évitera notamment d'avoir – comme dans le passé – des domaines presque spécifiques de développement ou humanitaires : Les nouveaux domaines prioritaires combineront des interventions humanitaires et de développement, bi- et multilatéraux. Comme recommandé, il est d'une part aussi prévu que la CS intègre dans ses actions des composantes de réponse d'urgence et de relèvement post-catastrophe. Et d'autre part, l'AH s'efforcera d'inscrire ses interventions dans les domaines d'interventions de développement de la future SC. Toutefois l'AH va conserver la faculté de construire son intervention sur la base d'évaluation indépendante des besoins et opportunités, tout en garantissant une concertation au sein de l'A-PP.				
	<u>Mesures</u> – Lors de la préparation de la nouvelle SC, notamment pendant l'atelier stratégique début mai 2017, des leçons apprises seront tirées de la réponse « post-Matthew » conjointement financée par l'AH et la CS. – Comme mentionné sous les mesures suite à la recommandation 3 du volet d'évaluation 1, la nouvelle SC mettra un accent particulier sur le nexus entre l'AH et la CS pour converger vers une approche commune. – Cette approche commune entre l'AH et la CS sera surtout réalisée et appliqué lors du développement de nouvelles interventions, de nouveaux projets et programmes tant de l'AH que de la CS.			A-PP / CS / AH	05/2017
Recommandation 2 La gouvernance et le renforcement de l'État de droit devront rester la pierre angulaire du travail de la coopération	Complètement d'accord Partiellement d'accord Pas d'accord			A-PP / CS / AH	12/2017
	<u>Prise de position</u> Nous sommes d'accord avec cette recommandation dans le sens que le renforcement de la gouvernance et de l'état de droit restent essentiel pour sortir le pays de la fragilité. En			A-PP / CS / AH	2017 - 2021

RECOMMANDATIONS	MANAGEMENT RESPONSE / PRISE DE POSITIONS			RÉSPONS.	DÉLAI
suisse en Haïti. La recherche de synergies entre différentes approches locales dans différents secteurs thématiques est à privilégier.	cohérence avec les recommandations faites lors de la revue à mi-parcours de la stratégie de coopération actuelle, la note préliminaire de la nouvelle SC prévoit une concentration des activités sur la gouvernance locale, dans laquelle seront inscrits tous les projets appuyant directement ou indirectement les acteurs locaux. Cette volonté de donner un fil rouge structurant à toutes les interventions de la Suisse en Haïti garantira les synergies au sein du programme suisse.				
	<u>Mesures</u> – Dans le cadre de la nouvelle SC 2018 – 2021, le rôle central de la gouvernance locale sera souligné et implémenté à travers une approche territoriale assurant les synergies entre les différentes activités locales.			A-PP / CS / AH	12/2017
Recommandation 3 L'approche dédiée au renforcement des initiatives liées à l'état de droit et à la citoyenneté capitalise sur des énergies locales qui peuvent à tout moment disparaître ou être mobilisées par d'autres acteurs. Les initiatives engagées doivent donc être le plus souple et flexibles possibles	Complètement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord		
	<u>Prise de position</u> Une telle flexibilité et souplesse proposé est en fait nécessaire dans un contexte fragile comme Haïti. Il nous paraît en fait nécessaire de prévoir une telle flexibilité dans chaque domaine et projet de coopération. Un suivi intense et régulier du contexte (y-inclus l'approche CSPM) permet en fait de réagir en fonction des changements notés.				
	<u>Mesures</u> – La nouvelle SC ainsi que de nouvelles initiatives à engager devront assurer une approche souple et flexible permettant de réagir aux changements rapides de contexte.			A-PP / CS / AH	continue-ment
Recommandation 4 La proposition de travailler sur des "pôles géographiques" est stratégiquement intéressante mais ne permettrait pas d'exploiter au maximum le potentiel qu'offre le travail thématique réalisé par l'A-PP	Complètement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord		
	<u>Prise de position</u> Si l'A-PP propose de travailler sur des « pôles géographiques », cela signifie en fait l'application d'une approche territoriale pour assurer les synergies entre différentes approches locales dans différents secteurs thématiques (p.ex. gouvernance locale, risques, eau potable et assainissement, gouvernance agricole). Cette concentration opérationnelle se fait dans la mesure du possible aux niveaux thématique et géographique, mais n'est pas exclusive. Cela veut dire que le programme de coopération continue à travailler p.ex. aux différents niveaux étatiques (national, départemental, régional et local) pour renforcer la gouvernance locale dans les différents thèmes, cela en intégrant des acteurs étatiques comme non-étatiques. Une telle priorisation géographique n'exclue pas non plus des réponses d'urgences dans les régions affectées ou des appuis à d'autres opportunités porteuses dans le pays.				

RECOMMANDATIONS	MANAGEMENT RESPONSE / PRISE DE POSITIONS	RÉSPONS.	DÉLAI
	<u>Mesures</u> – L’atelier stratégique pour la nouvelle SC ayant lieu en mai 2017 abordera la question importante de la concentration géographique pour trouver un équilibre entre des synergies à rechercher au niveau local et une flexibilité à garder face à des opportunités porteuses ou des interventions d’urgence.	A-PP / CS / AH	Mai 2017

Volet d'évaluation 3: Mise en œuvre de la stratégie de coopération et de son portefeuille

RECOMMANDATIONS	MANAGEMENT RESPONSE / PRISE DE POSITIONS			RÉSPONS.	DÉLAI
Recommandation 1 Le travail de coordination des PTF au niveau des chefs de mission doit continuer et servir de référent institutionnel entre le nouveau Gouvernement et les acteurs de coopération	Complètement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord		
	<u>Prise de position</u> Nous entendons que cette recommandation se réfère au besoin de renforcer les capacités de coordination de l'Etat (coordination Etat-partenaires), alors que la recommandation 3 se réfère à la nécessité de renforcer la concertation entre les partenaires (concertation partenaires - partenaires). L'A-PP ne lésine pas d'effort pour accompagner l'Etat dans son rôle de coordination des politiques de développement. Que ce soit à travers le dialogue politique dans ses programmes (p. ex. avec le ministère de l'environnement dans le programme PVB) ou à travers la concertation des bailleurs (voir plus bas), l'A-PP met les autorités haïtiennes au cœur de ses actions et de ses discours. L'Ambassade d Suisse a la volonté de rester un acteur de mobilisation et dynamisation des tentatives de coordination des autorités et ne manquera pas de travailler dans ce sens avec le nouveau Gouvernement.				
	<u>Mesures</u> - L'Ambassade restera engagée dans le travail de renforcement des capacités de coordination de l'aide. Concrètement, elle va prévoir dans tous ses programmes des ressources (lignes budgétaires) pour accompagner efficacement les opportunités qui se présentent (p. ex. co-financement d'un secrétariat des partenaires techniques et financiers, avec la tâche de renforcer le Ministère de la planification).			A-PP	continue-ment

RECOMMANDATIONS	MANAGEMENT RESPONSE / PRISE DE POSITIONS			RÉSPONS.	DÉLAI
Recommandation 2 La collaboration avec les organisations multilatérales doit être renforcée et davantage utilisée pour mettre à l'échelle les projets de la coopération suisse.	Complètement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord		
	<u>Prise de position</u> D'accord avec cette recommandation de renforcer la collaboration avec des organisations multilatérales. Grâce à telle approche, les projets PARIS et CCR ont atteint des effets de levier importants. Il est important d'identifier des possibilités de coopération dans chaque secteur d'intervention. Une coopération étroite avec la BID – le donateur le plus important en Haïti – est en effet déjà prévue dans le secteur de l'eau et assainissement. . Le travail actif de la Suisse en matière de coordination des PTF contribue à l'identification de telles possibilités.				
	<u>Mesures</u> – L'A-PP maintient un échange actif avec les organisations multilatérales sur place ainsi qu'avec les représentants suisses auprès des organisations multilatérales.			A-PP / CS / AH	continue-ment
Recommandation 3 Le renforcement du dialogue inter-donateurs est au cœur du développement des stratégies dans différents secteurs (eau, production agricole, formation professionnelle, droits humains). Grâce à l'action de la "Concertation des ambassadeurs", la Suisse maintient une vigie active afin d'assurer une approche cohérente et complémentaire de la communauté des donateurs dans le pays. Cela permet notamment d'éviter des duplications ou redondances au sein de la coopération bi- et multilatérale présente dans le pays. Il est recommandé que la Suisse continue à consolider son engagement à cet égard.	Complètement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord		
	<u>Prise de position</u> Nous sommes d'accord que le travail de la coopération suisse dans la concertation des donateurs (partenaires techniques financiers, PTF) doit continuer tant au niveau des chefs de mission (concertation des chefs de mission), des chefs de coopération (concertation techniques des partenaires, CTP), qu'au niveau de la concertation sectorielle (groupes sectoriels des bailleurs). A noter que la Suisse est fortement engagée dans cette dimension depuis 2016 : présidence de la CTP ainsi que présidence du groupe sectoriel EAU. La Suisse, ensemble avec le Canada, a aussi poussé à la création de la concertation des ambassadeurs sur les politiques de développement, concertation effective depuis juin 2016.				
	<u>Mesures</u> – La coopération suisse maintient et consolide son rôle actif dans le travail de coordination des PTF, au niveau des chefs de mission comme au niveau plus technique.				
Recommandation 4 Des <i>secondments</i> d'experts suisses auprès d'organisations multilatérales se sont révélés précieux et utiles pour	Complètement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord		
	<u>Prise de position</u> Nous sommes d'accord que de tels secondments se sont révélés précieux. La coopération suisse continuera aussi dans le futur à explorer la possibilité de seconder des experts auprès				

RECOMMANDATIONS	MANAGEMENT RESPONSE / PRISE DE POSITIONS			RÉSPONS.	DÉLAI
atteindre la mise en échelle de bons projets de développement (ex. BID – standards de constructions des centres scolaires). Ce type de déploiement de personnel suisse en Haïti devrait être maintenu.	d’agences multilatérales, ce sera notamment le cas de l’AH auprès du PAM pour appuyer ses actions dans le renforcement de la résilience alimentaire de communautés exposées à des risques naturels et aussi assurer une forme d’accompagnement à la contribution annuelle. Néanmoins, un tel secondment devra être bien réfléchi, se faire en fonction des expériences déjà acquises et aussi en cohérence avec les futures domaines prioritaires de la coopération suisse en Haïti.				
	<u>Mesures</u> – L’A-PP continue d’explorer la possibilité de seconder des experts auprès d’agences multilatérales, en fonction des expériences acquises et en cohérence avec les futurs domaines prioritaires de la coopération suisse en Haïti.			A-PP	continue-ment
Recommandation 5 L’A-PP est appelée à travailler davantage avec les acteurs intermédiaires ou centraux les plus susceptibles de garantir la durabilité des interventions faites au niveau local. L’A-PP doit soutenir un cadre structurant en appui à ses projets mis en œuvre au niveau local, afin de pérenniser les processus de déconcentration et/ou de décentralisation en Haïti. Cela signifie dans certains cas qu’après qu’un projet ait produit des résultats probants au niveau local, l’A-PP investisse davantage d’efforts auprès desdits acteurs intermédiaires et locaux.	Complètement d’accord	Partiellement d’accord	Pas d’accord		
	<u>Prise de position</u> Nous sommes entièrement d’accord de travailler avec les acteurs intermédiaires et / ou centraux. Le travail p.ex. sur la gouvernance locale inclura forcément les différents niveaux étatiques pour assurer la durabilité des interventions, en poussant p.ex. des efforts de décentralisation. Le principe de mettre les acteurs au centre ne signifie pas un travail uniquement au niveau local, mais de travailler avec les acteurs étatiques et non-étatiques du pays aux différents niveaux (national, régional, départemental et local). Ce travail avec les institutions est incontournable, mais représente aussi un effort à très long haleine vu la faiblesse étatique.				
	<u>Mesures</u> – L’A-PP continue à prévoir dans chaque projet de travailler avec les différents niveaux étatiques afin d’assurer la durabilité des activités.			A-PP	continue-ment
Recommandation 6 L’A-PP doit engager un vrai travail de fond en matière de genre et développement dans le but de considérer les femmes en Haïti comme des actrices de développement - plutôt que des bénéficiaires.	Complètement d’accord	Partiellement d’accord	Pas d’accord		
	<u>Prise de position</u> Nous consentons à cette recommandation. Un premier pas en avant a été fait avec l’adaptation du plan d’action genre de la Division Amérique Latine et Caraïbe au niveau d’Haïti. Ce plan prévoit un travail de fond p.ex. concernant la sensibilisation et formation des employés. Le plan d’action prévoit notamment aussi de travailler les aspects genre de manière explicite dans les trois domaines de la nouvelle SC (avec p.e. des indicateurs au niveau outcome dans le cadre des résultats). En plus de travailler sur le genre, il nous paraît				

RECOMMANDATIONS	MANAGEMENT RESPONSE / PRISE DE POSITIONS			RÉSPONS.	DÉLAI
	nécessaire d'avoir un travail de sensibilisation sur des aspects de pauvreté et d'inégalités. Comme prochain pas très concret, un atelier sur des aspects de pauvreté, inégalités et de genre sera réalisé en avril 2017, en amont de l'atelier stratégique et comme base pour le cadre des résultats de la nouvelle SC.				
	<u>Mesures</u> - Réalisation de l'atelier sur les aspects de pauvreté et genre pour a) contribuer à un solide cadre de résultats de la nouvelle SC et pour b) affiner et adapter les milestones du plan d'action genre en vue des besoins. - Réalisation des milestones du plan d'action genre de la coopération suisse en Haïti.			A-PP (avec assurance qualité et point focal genre)	04/2017 2017 / 2018
Recommandation 7 Il est recommandé que l'A-PP développe un système de M&E pour faciliter le <i>reporting</i> aux partenaires et le pilotage de la stratégie de coopération.	Complètement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord		
	<u>Prise de position</u> D'accord avec la recommandation. Un tel système de M&E manquait dans le cas de la SC actuelle ce qui rend difficile le monitoring.				
	<u>Mesures</u> - Développer un système M&E en parallèle au développement de la nouvelle SC et du cadre de résultats.			A-PP	12/2017
Recommandation 8 Il est important de développer dans le volet culturel la mise en œuvre d'un système de redevabilité narrative et financière efficace.	Complètement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord		
	<u>Prise de position</u> D'accord avec la recommandation. En fait, il est prévu de développer un programme de culture qui contiendra un système de monitoring opérationnel et financier efficace.				
	<u>Mesures</u> - Assurer un monitoring opérationnel et financier efficace pour le volet culturel (du crédit global) - Élaboration et approbation du programme culture avec un opérateur garantissant un système (impliquant un appel d'offre).			A-PP A-PP	06/2017 12/2018

Volet d'évaluation 4: Résultats de la stratégie de coopération - en perspective des résultats au niveau pays

RECOMMANDATIONS	MANAGEMENT RESPONSE / PRISE DE POSITIONS			RÉSPONS.	DÉLAI
Recommandation 1 Les futurs engagements en matière EPA, Aires protégées et Agriculture doivent chercher à œuvrer au renforcement des structures intermédiaires, régionales et nationales afin d'assurer la durabilité des investissements faits au cours des 12 dernières années à la recherche d'une gouvernance plus autonome des acteurs	Complètement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord		
	<u>Prise de position</u> Nous sommes entièrement d'accord de travailler avec et de renforcer les structures intermédiaires, régionales et nationales afin d'assurer la durabilité des investissements. Cf. aussi la prise de position à la recommandation 5 du volet d'évaluation 3.				
	<u>Mesures</u> - L'A-PP continue à prévoir dans chaque projet de travailler avec et de renforcer les différents niveaux étatiques (locales, intermédiaires, régionales et nationales) afin d'assurer la durabilité des activités.			A-PP	continue-ment
Recommandation 2 Les leçons apprises en matière de formation professionnelle dans le domaine de reconstruction se prêtent pour consolider cette filière et sur cette base inspirer le développement de nouvelles filières. L'eau, l'agriculture et la gestion du foncier se présentent comme des alternatives pertinentes.	Complètement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord		
	<u>Prise de position</u> D'accord avec l'observation et la recommandation. Dans le cadre du projet de formation professionnelle de la CS, encore à développer et à approuver, il est en fait prévu de consolider les activités dans le secteur de la construction et ensuite d'étendre les activités sur d'autres secteurs. Le choix de ces secteurs se fera sur la base d'études de faisabilité et en fonction des potentiels d'emploi des différents secteurs.				
	<u>Mesures</u> - Elaboration et approbation de l'entrée en matière pour le projet formation professionnelle de la CS (suivie ensuite d'un appel d'offre, de l'élaboration d'un document de projet et d'une demande de crédit avant le début du projet).			A-PP / CS	06/2017
Recommandation 3 La stratégie de sécurité alimentaire doit continuer d'être renforcée par le biais des filières et des organisations paysannes. Les approches "innovantes" (par ex. les "terrasses radicales" autour de l'U2 de la FDP) doivent être "exportées" comme modèles de production alternatives	Complètement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord		
	<u>Prise de position</u> La nouvelle SC prévoit de continuer et de renforcer le travail dans le domaine agriculture et sécurité alimentaire, avec des initiatives en soutien de filières porteuses (dans le cadre du projet PAPA) et d'organisations paysannes (dans le cadre du projet PAGAI). Des approches innovatrices développées dans le cadre d'autres projets tel que le PVB seront échangées et mis à disposition de ces initiatives en cours ou en développement.				
	<u>Mesures</u> - L'A-PP soutient l'échange d'approches innovatrices dans le cadre de son travail de concertation des PTF au niveau technique, par exemple avec l'animation des tables			A-PP	continue-ment

RECOMMANDATIONS	MANAGEMENT RESPONSE / PRISE DE POSITIONS			RÉSPONS.	DÉLAI
	sectorielles respectives. Ainsi, l'effet innovateur peut même dépasser les propres activités et atteint aussi des activités de tiers.				
Recommandation 4 La DDC devrait considérer la possibilité d'engager - sur le long terme - des efforts similaires à ceux de l'U2 FDP sur les autres unités forestières du Massif de la Selle pour valoriser un savoir-faire acquis unique. Les expériences de gouvernance locale doivent continuer à promouvoir une "politique des petits pas" en capitalisant sur l'intégration en leur sein d'initiatives/projets appuyés par les autres domaines de la STRACOH suisse (EPA, Agriculture, Aires protégées, RISK).	Complètement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord		
	<u>Prise de position</u> Concernant la possibilité de s'engager dans des efforts similaires à ceux de l'U2 FDP dans d'autres unités forestières du Massif de la Selle, des besoins de concentration thématique seront à considérer. Il est à notre avis à éviter que toutes les activités se poursuivent sous un nouveau chapeau de «gouvernance locale ». La décision est aussi à prendre en fonction des expériences lors de la responsabilisation des acteurs étatiques responsables. Cela n'empêche pas de valoriser un savoir-faire acquis unique qui pourrait aussi mis à disposition d'autres acteurs qui continuent le travail ailleurs et / ou à d'autres échelles. Concernant la deuxième partie de la recommandation, nous sommes d'accord de maintenir une politique des petits pas, cela en appliquant une approche territoriale pour contribuer à des synergies (voir aussi prise de position à la recommandation 4 du volet d'évaluation 2) et en assurant ainsi aussi une durabilité plus grande.				
	<u>Mesures (voir aussi mesures quant à la recommandation 4 du volet d'évaluation 2)</u> - Capitalisation des expériences faites dans le cadre du projet PVB (fin prévu pour 12/2018) pour faciliter une décision informée sur une continuation de l'engagement suisse dans le secteur.			A-PP	12/2017
Recommandation 5 Le travail sur la culture gagnerait à être appuyé par un travail sur la "gestion de projets culturels" pour appuyer en gestion les acteurs émergents de la scène artistique	Complètement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord		
	<u>Prise de position</u> Nous partageons pleinement cette recommandation et l'A-PP a d'ailleurs déjà commencé à travailler dans ce sens avec plusieurs initiatives visant le renforcement de la gestion des projets culturels : depuis janvier 2017 un kit est fourni à tout soumissionnaire de projets pour harmoniser la manière de présenter leurs projets (y compris la partie financière) ; depuis mars 2017 l'A-PP a contractualisé une firme financière pour l'aider à suivre et renforcer les partenaires du secteurs Culture ; etc. Le futur programme Culture (à développer) mettra un accent particulier sur ce renforcement, nécessaire pour accompagner l'essor de ce secteur en Haïti.				
	<u>Mesures</u> - Intégrer une composante « renforcement de gestion de projets culturels » dans le futur programme de culture.			A-PP	12/2017

II. Report final

Ce rapport d'évaluation de la stratégie de coopération Haïti 2014 - 2017 a été élaboré par l'équipe d'évaluation composée de Ivan Conoir, Universalia Management Group Ltd., et des deux pairs de la DDC.

Universalia Management Group Ltd
245 avenue Victoria, bureau 200
CA-H3Z 2M6 Westmount, Quebec
www.universalia.com

Ivan Conoir
conoir@yahoo.fr

Pairs

Dominique Favre, DDC dominique.favre@eda.admin.ch
Sebastian Eugster, DDC sebastian.eugster@eda.admin.ch

Berne, 17 février 2017

Table des matières

Abréviations	i
Glossaire	iii
Résumé exécutif	iv
1. Introduction	1
1.1 Contexte et objectifs de l'évaluation de la stratégie de coopération	1
1.2 Structure et méthodes du rapport	2
1.3 Aperçu de la Stratégie de coopération 2014-2017	3
2. Constats, conclusions et recommandations	5
2.1 Volet d'évaluation 1: Analyse du contexte	5
2.1.1 Positionnement et adaptation de la stratégie de coopération par rapport au contexte du pays, au contexte régional et aux politiques suisses	6
2.2 Qualité de l'analyse de contexte	8
2.3 Questions additionnelles - Place du domaine "Action humanitaire" et de la Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) au sein de la future stratégie de coopération en Haïti	9
2.4 Volet d'évaluation 2 : Pertinence du portefeuille de projets par rapport aux domaines thématiques de la stratégie de coopération	11
2.4.1 Pertinence du portefeuille de projets par rapport aux domaines thématiques	11
2.5 Volet d'évaluation 3 : Mise en œuvre de la stratégie de coopération et de son portefeuille	15
2.5.1 Performance de gestion	16
2.5.2 Qualité du système de suivi de la stratégie de coopération	20
2.5.3 Coordination et efficacité de l'aide dans le pays	21
2.6 Volet d'évaluation 4 : Résultats de la stratégie de coopération - en perspective des résultats au niveau pays	21
2.6.1 Résultats par domaine d'intervention, efficacité et contribution aux résultats du pays	23
2.6.2 Durabilité et mise à l'échelle	27
Annexes	
Annex 1 Bibliographie	29
Annex 2 Matrice d'évaluation avec questions d'évaluation	32
Annex 3 Liste des personnes rencontrées (ordre alphabétique)	34
Annex 4 Agenda de la mission de terrain	39
Annex 5 Cadre de résultats de la stratégie de coopération	41
Annex 6 Données statistiques de base	50
Annex 7 Synthèse des résultats par domaine	53
Annex 8 Durée des projets	70
Annex 9 Répartition des projets par type d'Appui	72
Annex 10 Composition du personnel : nombre de personnels suisse et total du personnel au niveau du BuCo	77

Abréviations

AECID	Agence Espagnole pour la Coopération Internationale et le Développement
AH	Action Humanitaire de la DDC
ANAP	Autorité Nationale en charge des Aires Protégées
A-PP	Ambassade - Projets - Programmes (Ambassade de Suisse)
BID	Banque Interaméricaine pour le Développement
BM	Banque Mondiale
BPC	Bonnes pratiques de construction
BuCo	Bureau de Coopération
CASEC	Conseil d'Administration des Sections Communales
CCO	Comité de Coordination des ONG
CCR+R	Centre de Compétences pour la Reconstruction + Risque
CFP	Centre de Formation Professionnelle
CIAT	Collectif Interministériel d'Aménagement du Territoire
CLIO	Cadre de Liaison Inter-ONG
CR	Coopération Régionale de la DDC
CSPM	<i>Conflict Sensitive Programme Management</i>
DDC	Direction du Développement et de la Coopération (suisse)
DFAE	Département Fédéral des Affaires Étrangères (suisse)
DID	Desjardins International Développement
DINEPA	Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement
DRR	<i>Disaster Risk Reduction</i>
EIR	Équipe d'Intervention Rapide
EPA	Eau Potable et Assainissement
G12	Groupe des plus importants bailleurs d'Haïti
GAFE	Groupe de Recherche et d'Appui au Milieu Rural
GLoc	Gouvernance locale
GRD	Gestion des Risques et des Désastres
IDEA	Institut international pour la Démocratie et l'Assistance Électorale
IFI	Institution Financière Internationale
INFP	Institut National de la Formation Professionnelle
MAECD	Ministère des Affaires Étrangères, du Commerce et du Développement (Canada)
MARNDR	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
MC	Maçonnerie Chaînée
MENFP	Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle
MERV	Suivi des changements influant sur le développement
MICT	Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales
MINUSTAH	Missions des NU pour la Stabilisation en Haïti
MPCE	Ministère du Plan et de la Coopération Externe

MTPTC	Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications
OCHA	Bureau de coordination des affaires humanitaires (NU)
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PADL	Programme d'Appui au Développement Local
PAGAI	Programme d'Appui à la Gouvernance Agricole Inclusive
PAISEP-MIR	Projet d'Appui Institutionnel au Secteur Eau Potable en Milieu Rural
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAP	Port-au-Prince
PAPAH	Programme d'Appui à la Production Agricole en Haïti
PARIS	Programme d'Appui à la Reconstruction des Infrastructures Scolaires
PIB	Produit Intérieur Brut
PMT	Programme à Moyen Terme
PNGRD	Programme National de Gestion des Risques et Désastres
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSAGI	Promotion des solutions agricoles à travers une gouvernance inclusive
PTF	Partenaires techniques et financiers
PVB	Projet Préservation et de Valorisation de la Biodiversité
RA	Rapport Annuel
REGLEAU	Programme de Renforcement de la Gouvernance Locale de l'Eau
RIDEAU	Projet d'Appui à IDEA Phase Unique
RISK	Programme de gestion des risques
RNDDH	Réseau National de Défense des Droits Humains
RNP	Responsable National de Programme
RRC	Réduction des Risques de Catastrophes
SC	Stratégie de Coopération
SDC	Swiss Agency for Development and Cooperation (=DDC)
SNAP	Système National des Aires Protégées
SNGRD	Système National de Gestion des Risques et Désastres
STRACOH	Stratégie de la Coopération Suisse en Haïti 2014 - 2017
SYFAAH	Système de Financement et d'Assurances Agricoles en Haïti
U2 FdP	Unité 2 de la Forêt des Pins
UE	Union Européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Glossaire

Aire protégée	Espace géographique clairement défini, reconnu, dédié et géré, par des moyens légaux ou autres, afin de favoriser la conservation à long terme de la nature et des services éco systémiques et des valeurs culturelles qui y sont liés (UICN)
Coopération Sud	Terme qui succède à celui de Coopération Régionale, qui finance des projets de développement dans des pays et des régions prioritaires d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes (DDC).
Département	Haïti est divisé en 10 départements, 42 arrondissements, 144 communes et 570 sections communales (gérées par des CASEC)
Domaine	Secteur de la coopération suisse qui se traduit par la détermination d'un objectif général dans un champ thématique donné, en appui à des plan/secteurs et programmes nationaux
Pair(e)	Le terme désigne le personnel interne de la DDC, p. ex. des collaborateurs du siège ou autres BuCos qui sont membres de l'équipe d'évaluation
Projet	Un projet est un paquet d'activités réalisées pour atteindre un objectif précis dans un temps limité bien défini
Programme	Approche qui regroupe plusieurs projets dans plusieurs domaines d'intervention sous un objectif plus large dans un temps bien défini
Résilience	Capacité pour un corps, un organisme, une organisation ou un système quelconque à retrouver ses propriétés initiales après une altération

Résumé exécutif

Partie I: Information bibliographique

Bailleur	DDC (Direction du Développement et de la Coopération)
Titre du rapport	Evaluation de la stratégie de coopération de la Direction du Développement et de la Coopération en Haïti 2014 - 2017
Zone géographique	Haïti
Secteurs	Gouvernance locale, sécurité alimentaire/appui à la production agricole, aires protégées, reconstruction/formation professionnelle, réduction des risques et des désastres
Langue	Français
Date	05/2016-02/2017
Auteurs	Yvan Conoir, expert international - Universalia Management Group Ltd. Dominique Favre et Sebastian Eugster - pairs DDC

Partie II: Résumé

Description du sujet

Cette évaluation analyse la pertinence, la cohérence et l'efficacité de la coopération au développement de la Suisse avec la République d'Haïti comme défini dans la stratégie de coopération 2014-2017. Pour atteindre l'objectif de la stratégie, qui est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus pauvres et au renforcement de l'état de droit, trois axes programmatiques ont été mis de l'avant: 1) Renforcement de l'état de droit et atteinte d'un mode de gouvernance inclusif et performant (avec des engagements dans les secteurs de l'eau, des aires protégées, et la gouvernance locale); 2) Agriculture et sécurité alimentaire (appui au développement de filières, gouvernance et innovations agricoles); 3) Reconstruction et réduction des risques de catastrophes (reconstruction d'écoles, réduction des risques de catastrophes, formation en construction). Le budget total pour la période considérée était de 79 millions, avec une augmentation progressive de la coopération régionale.

Méthodologie de l'évaluation

Cette évaluation a été réalisée par quatre personnes, deux consultants (international et national) et deux officiels de la DDC sous l'égide de la méthode "d'évaluation par les pairs". Basée sur le concept et boîte à outils de la DDC pour des évaluations des stratégies de coopération, cette évaluation a adopté une approche d'apprentissage mutuel pour analyser l'atteinte des objectifs stratégiques de la SC en Haïti et l'effectivité des mécanismes stratégiques et opérationnels de pilotage.

L'évaluation a reposé sur une analyse documentaire exhaustive, des entrevues de personnes ressources (tant à Berne qu'en Haïti), des discussions de groupes avec des bénéficiaires et les officiels de la SC en Haïti comme en Suisse. Une mission de terrain a été réalisée du 31 octobre au 11 novembre 2016 et a permis deux visites de projets dans deux zones visées par la coopération suisse. Il est important de relever que cette mission s'est aussi déroulée dans le contexte du déploiement de la réponse humanitaire suisse à l'ouragan Matthew.

Constats majeurs et conclusions

Volet d'évaluation 1 : analyse du contexte

L'ambassade - Projets - Programmes (A-PP) assure une bonne analyse et un suivi régulier du contexte local. Sa gouvernance particulière (un ambassadeur qui est en même temps chef de la coopération) lui donne un avantage supplémentaire. Tout en finalisant les initiatives de reconstruction engagées par la réponse au séisme de 2010, l'A-PP s'efforce d'orienter sa programmation vers une approche plus de "développement" tout en cherchant à approfondir sa réponse aux défis de gouvernance (locale, intermédiaire et centrale).

Les analyses contextuelles de l'A-PP sont solides et éprouvées par l'expérience. Elles doivent permettre d'appuyer les trois concentrations thématiques de la stratégie 2018-2021 qui concentreront 90% des fonds suisses de coopération dans les secteurs de la gouvernance, sécurité alimentaire et formation professionnelle. Aussi, la réponse aux initiatives de relèvement précoce suite aux crises qui frappent le pays doivent permettre de renforcer une approche plus synergétique et complémentaire entre les instruments de la coopération au développement et l'aide humanitaire.

Volet d'évaluation 2 : pertinence du portefeuille de projets

Le portefeuille de la coopération suisse en Haïti dispose d'une bonne cohérence interne pour atteindre les objectifs et la stratégie et des domaines, mais s'il a dû affronter un certain nombre d'obstacles politiques, administratifs ou financiers inhérents à une gouvernance haïtienne difficile et parfois chaotique. Dans ce contexte, le renforcement de la gouvernance locale demeure l'épicentre de la programmation suisse dans tous les secteurs thématiques visés (eau, agriculture et sécurité alimentaire, gouvernance locale), alors que l'action humanitaire opère une transition légitime de son programme de reconstruction vers la Coopération Sud. Reposant sur des succès locaux importants, le secteur de la formation professionnelle et la méthodologie mise de l'avant par les équipes de la SC légitiment la poursuite d'investissements durables dans ce secteur. A l'encontre de l'idée d'une concentration géographique renforcée, il appert que cette vision est difficile à soutenir sur le court et le moyen terme et ne devrait pas être soutenue.

Si la gouvernance et le renforcement de l'état de droit demeureront la pierre angulaire du travail de la coopération suisse en Haïti, il est important que les interventions humanitaires et de développement puissent être davantage complémentaires et s'aligner mutuellement. Pour ce faire, au lieu d'appliquer ces derniers de manière indépendante, la coopération suisse utilisera tous les instruments à sa disposition, humanitaire, bi- ou multilatéraux, dans chacun des trois futurs domaines de la nouvelle Stratégie pays.

Volet d'évaluation 3 : mise en œuvre de la stratégie et de son portefeuille

La capacité et la gestion du portefeuille par l'A-PP sont des facteurs de succès dans la mise en œuvre de la stratégie de coopération, même si des efforts en matière de M&E permettrait de mieux apprécier les effets de la stratégie de coopération et qu'il est nécessaire de faciliter le développement d'une approche de genre et développement au sein de la programmation. Le personnel de l'A-PP dispose d'une forte capacité de mobilisation et de livraison, tout en étant flexible et capable d'appuyer la réponse à une crise humanitaire éventuelle. A cause de la nature difficile du contexte local et des difficultés de planification et gestion des capacités comme des fonds engagés, l'analyse financière du portefeuille faisant constater qu'à 75% du temps écoulé de la SC, l'A-PP n'avait déboursé que moins de 50% des fonds mis à sa disposition.

L'introduction d'un volet "culture" au sein de la programmation de l'A-PP, reposant sur la mise en valeur d'un patrimoine unique, a permis la mise en valeur d'un secteur social et économique qui participe à la valorisation des atouts culturels profonds du pays.

Aussi, le renforcement du dialogue inter-donateurs dans les différents domaines thématiques devrait permettre une approche cohérente et complémentaire de la communauté des donateurs dans le pays.

Volet d'évaluation 4 : résultats de la SC

Les résultats atteints oscillent entre le succès de certains projets finalisés (aires protégées, eau, reconstruction d'écoles, formation à la construction), parfois après un grand nombre d'années, assortis de certains résultats inégaux ou encore émergents dans certains autres secteurs (filières agricoles, gouvernance locale, droits humains). Que les engagements aient été plus ou moins bien réussis, tous les projets engagés témoignent de la difficulté d'inscrire en Haïti les acquis et résultats dans une perspective de gouvernance qui soit durable, institutionnalisée et bien appropriée par les acteurs locaux de développement et humanitaires. La coopération suisse peut quand même s'enorgueillir dans certains secteurs de résultats (formation professionnelle, aires protégées) qui ont développé des modèles d'intervention répliquables et inscrits dans les politiques publiques (plans de reconstruction) des administrations bénéficiaires. Ces efforts de longue haleine doivent inviter à ce que les projets mettent l'accent tant sur l'atteinte de résultats au niveau local qu'au niveau intermédiaire, avec le renforcement de la gouvernance des acteurs au centre des efforts engagés.

Recommandations et leçons apprises

L'analyse du contexte est à renforcer en considérant les aspects suivants :

- Renforcer l'expertise locale en appui au Chef de Mission, comme de l'ensemble de l'équipe, dans la fonction d'analyse et de décryptage des enjeux locaux
- Initier la préparation de la nouvelle stratégie 2017-2020 en faisant reposer cette dernière sur les trois domaines (90% des fonds du programme) de Gouvernance, Sécurité alimentaire et Formation professionnelle;
- Développer une approche plus synergétique et complémentaire entre les instruments de la coopération au développement et l'aide humanitaire.

La conception et programmation stratégique du portefeuille doivent permettre un rapprochement des interventions humanitaires et de développement de la coopération Suisse en Haïti. Pour ce faire il est recommandé que:

- Les domaines d'intervention de l'aide humanitaire comme de la reconstruction s'inscrivent dans les domaines d'interventions de développement de la future stratégie de coopération suisse en Haïti;
- La coopération Sud intègre dans tous ses engagements des réponses aux risques de catastrophes;
- La coopération suisse vise à utiliser tous les instruments à sa disposition (humanitaire, bi- ou multilatéraux) dans chacun des trois futurs domaines de la nouvelle Stratégie pays
- La gouvernance et le renforcement de l'état de droit demeurent la pierre angulaire du travail de la coopération suisse en Haïti et que le renforcement des initiatives locales use de souplesse et de flexibilité dans le choix et la mise en œuvre de ses actions
- La proposition de capitaliser sur des "pôles géographiques" ne s'impose pas comme un axe méthodologique majeur dans la construction de la future Stratégie.

La stratégie de coopération future doit pouvoir s'aligner sur:

- Une collaboration active avec les organisations multilatérales pour mettre à l'échelle les projets de la coopération suisse;
- Un dialogue continu avec les donateurs présents pour assurer une approche cohérente et complémentaire de la communauté des bailleurs de fonds;
- Un travail en profondeur avec les acteurs intermédiaires ou centraux susceptibles de garantir la durabilité des interventions faites au niveau local;
- L'ouverture du secteur de la formation professionnelle comme axe essentiel de la programmation de la nouvelle stratégie;
- Un travail approfondi sur les filières et organisations paysannes pour le renforcement de la sécurité alimentaire;
- La réplication du modèle d'intervention dans le domaine des aires protégées à un autre secteur thématique;
- La continuité de l'engagement émergent dans le secteur de la culture et celui de sa gestion.

1. Introduction

1.1 Contexte et objectifs de l'évaluation de la stratégie de coopération

La Section Évaluation et Contrôle de Gestion de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) du Département Fédéral des Affaires Étrangères (DFAE) a commissionné une **Évaluation de la stratégie de la coopération suisse en Haïti 2014-2017**. Le but d'une évaluation stratégique est de porter un jugement sur la pertinence et la cohérence de la politique de coopération suisse au regard des priorités nationales de développement et du Message fédéral sur la coopération.

Cette évaluation fait partie du processus de gestion de la STRACOH et demeure un élément important dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle STRACOH en Haïti pour la période 2018-2021. Cette évaluation suit aussi de quelques mois la revue à mi-parcours de la même stratégie¹. La revue à mi-parcours avait déjà permis à l'équipe du BUCO à Port-au-Prince d'émettre un certain nombre de recommandations (huit) dans le but *"d'approfondir certaines questions, fixer certaines décisions ou lancer des pistes en vue des travaux préparatoires à l'élaboration de la prochaine stratégie de coopération"*. Les recommandations réfléchies et travaillées par le personnel de l'A-PP à cette occasion ont fait l'objet de nouveaux débats dans le cadre de la visite d'évaluation par les pairs.

Les **objectifs spécifiques** de l'évaluation de la STRACOH Haïti étaient les suivants:

- Apprécier - dans le cadre d'un processus d'apprentissage réciproque - l'atteinte des résultats de la DDC et de ses partenaires, dans les trois Domaines thématiques choisis (État de droit et gouvernance, Agriculture et sécurité alimentaire, Reconstruction et réduction des risques de catastrophe), et si les mécanismes de pilotage stratégique et opérationnels mis en place par le bureau de coopération sont efficaces ;
- Jeter les bases permettant de définir les éléments clés de la future stratégie de coopération à l'horizon 2018 - 2021 ;
- Apprécier le fait de savoir si la contribution suisse a été déterminante pour le développement du pays ou de la région partenaire ; et d'identifier les facteurs-clés qui ont favorisé ou entravé la performance de l'aide et l'atteinte des résultats;
- Repérer, dans la gestion de la stratégie, les bonnes pratiques et les matières innovantes qui ressortent de la mise en œuvre de la stratégie.

La planification de l'évaluation de la STRACOH en Haïti²s'est déroulée en trois phases. Une première série d'entretiens et rencontres avec le personnel de la DDC à la Centrale, du

personnel du DFAE ainsi que de représentants d'ONG suisses, en juillet et à la mi-septembre 2016, a permis de dégager les grandes lignes de cette coopération, de préciser les mandats et le rôle des différentes composantes.

La visite de terrain a par la suite été réalisée par une équipe de quatre personnes, sur le principe d'une **"évaluation par les pairs"**, par laquelle un consultant international - chef d'équipe - était accompagné de deux pairs membres de la DDC et d'un consultant national présélectionné par l'A-PP³. La mission de terrain s'est déroulée en Haïti du **31 octobre au 11 novembre 2016**. L'équipe d'évaluation est allée voir les résultats ou états d'avancement de différents projets sur le terrain: 1) Environnement, gouvernance

¹ Cette revue s'est déroulée entre les mois de janvier et de mars 2016.

² La présentation des résultats de l'évaluation repose sur un processus de production relativement standardisé défini dans le *"Final Concept Country and Regional Strategy Evaluation"* (versions janvier et mai 2016) ainsi que sur le *"Country and Regional Strategy Evaluation - Toolbox - Content and Questions Guide and Templates"*, (mai 2016).

³ Ambassade - Programme Projet, acronyme définissant la nature du Programme de coopération suisse en Haïti depuis la fusion des deux entités (développement services politiques).

locale et gestion des risques et des désastres pour une partie de l'équipe qui s'est rendue au Sud (Jacmel, Forêt des Pins, commune de LaVallée); 2) Microcrédit, gestion de l'eau potable et de l'assainissement et production agricole, pour la seconde mission qui a traversé l'Artibonite (Mirebalais, La Chapelle, Verettes).

Ensuite, les évaluateurs ont rencontré -:

- Les **ministères clés** partenaires de l'A-PP: Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT), Ministère de l'Éducation et de la Formation Professionnelle (MEFP), Ministère de l'Environnement (MDE), Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE);
- **Services gouvernementaux et municipaux** partenaires de l'A-PP: Comité Interministériel et de l'Aménagement du Territoire (CIAT); Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA); Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP); maires élus ou responsables municipaux (Commune de LaVallée, Jacmel, Verettes, La Chapelle), représentants de CASEC (Conseil d'administration des sections communales), de CAEPA (Comités d'approvisionnement Eau Potable et Assainissement), Conseil de gestion et Comité de Surveillance Environnementale de l'U2 de la Forêt des Pins;
- Les autres **baileurs de fonds et partenaires financiers** de la DDC en Haïti: Ambassades des USA, d'Espagne et du Canada; Délégation de l'Union européenne; Banque Interaméricaine de Développement (BID); Agence Française de Développement (AFD), UNICEF, Banque Mondiale;
- Acteurs de la **société civile haïtienne**: représentants du Conseil consultatif sur la culture de l'A-PP; représentants de IDEA (Institut international pour la Démocratie et l'Assistance Électorale); de Fonkozé, de Veterimed, du Comité de Coordination des ONG, et bien évidemment de membres des communautés visitées par les deux missions de terrain.
- Pour guider ses interventions et ses propos, la mission d'évaluation a disposé d'une **matrice d'évaluation** (présentée en Annexe 2) assorties de questions d'évaluation divisées en quatre grands domaines: 1) Analyse du contexte; 2) Pertinence des projets/programmes et du portfolio de la SC; 3) Mise en œuvre de la STRACOH et de son portfolio; 4) Résultats de la STRACOH - en relation avec les résultats de développement obtenus par le pays. La mission d'évaluation a aussi pris place dans un contexte particulier soit un mois seulement après le passage de l'**ouragan Matthew** qui a frappé le 4 octobre la partie sud/sud-ouest - nord/ouest d'Haïti⁴. Au moment de la mission, l'A-PP était donc encore mobilisée pour appuyer l'équipe d'intervention d'urgence du Corps humanitaire venue de Suisse. L'équipe d'évaluation a toutefois pu dresser le bilan de l'impact de l'ouragan sur certains programmes engagés (gouvernance locale, production agricole) et comprendre comment intégrer certains des activités programmatiques de l'A-PP dans la réponse à entreprendre dans la phase de relèvement et reconstruction.

1.2 Structure et méthodes du rapport

Après une introduction dressant le contexte général de l'évaluation, le rapport de cette dernière est construit en quatre chapitres qui répondent aux questions d'évaluation mentionnées ci-dessus, La première traite de l'analyse du contexte et étudie la relation entre le contexte du pays partenaire, celui de la région, ainsi que le contexte suisse. La

⁴ L'ouragan Matthew a principalement frappé les départements de Grande-Anse, Sud, Nippes et dans une moindre manière du Nord-ouest. Pour plus d'informations, consulter le Flash Appeal émis par les Nations Unies (OCHA) le 10 octobre 2016, https://docs.unocha.org/sites/dms/Documents/Flash_Appeal_HTI_v3_LR.pdf

seconde traite de la pertinence du portefeuille de projets par rapport aux domaines thématiques de la stratégie de coopération suisse en Haïti, alors que la troisième élabore une analyse provisoire sur la mise en œuvre de la stratégie et de son portefeuille programmatique. La quatrième partie évoque plus en détails les résultats de la stratégie en perspective des résultats engagés au niveau pays.

1.3 Aperçu de la Stratégie de coopération 2014-2017

La DDC est présente en Haïti depuis les années 1990 avec des premiers mandats dans les secteurs de l'eau et de l'environnement. Fin 2005, l'Aide humanitaire (AH) a ouvert un Bureau de programme (en 2004 eut lieu l'ouragan Jeanne; en 2008, le pays connut aussi le passage de quatre ouragans majeurs). Le séisme de janvier 2010 a changé la donne de la coopération suisse en Haïti de manière importante: suite à l'intervention d'urgence exceptionnelle déployée par la Confédération, un **programme à moyen terme (PMT) 2011-2013** a été exécuté de manière conjointe par l'AH et la Coopération régionale (CR) dans trois domaines cibles: a) infrastructures sociales durables, sûres et fiables; b) amélioration des conditions de vie de la population rurale et de la sécurité alimentaire; c) gestion durable des ressources naturelles et réduction des risques de catastrophes.

La stratégie de coopération a aussi grandi en cohérence et visibilité avec l'intégration de l'ambassade et du programme de coopération de la Direction du développement et de la coopération. Ce nouvel engagement est souligné dans le cadre du **Message du Conseil fédéral** relatif à la coopération internationale 2013-2016, lequel inclut Haïti comme nouveau pays prioritaire de la coopération, ceci dans le cadre du renforcement de l'engagement de la Suisse dans les contextes fragiles.

Suite à la mise en œuvre du PMT 2011-2013, l'ambition de la **stratégie de coopération 2014-2017** est de passer d'un engagement principalement post-séisme de reconstruction à une orientation de développement durable à moyen et long terme.

Pour atteindre l'**objectif général** de la stratégie de coopération 2014-2017, qui demeure de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus pauvres et au renforcement de l'état de droit, il est prévu la mise en place d'interventions dans trois domaines spécifiques:

- 1) **Renforcement de l'état de droit et atteinte d'un mode de gouvernance inclusif et performant:** amélioration de la prestation de services de base dans les domaines et de l'eau potable et assainissement ainsi que de la gestion d'aires protégées; appui au renforcement des capacités des institutions et de promotion des droits de l'homme;
- 2) **Agriculture et sécurité alimentaire:** augmenter la résilience et la sécurité alimentaire des communautés rurales par la diversification et l'adaptation des systèmes de production, ainsi que par une aide alimentaire ciblée; des interventions ciblées dans les domaines de la relance agricole et des filières sont au cœur de la stratégie, tout comme le renforcement d'institutions financières d'Appui à la production;

Au moment d'engager la revue de la SC, les principaux projets de la Coopération régionale (CR) sont (voir Annexe 7: Durée des projets):

- (i) Eau potable et assainissement (phase terminale et nouveau programme en planification);
- (ii) La préservation de la biodiversité/aires protégées (phase terminale)
- (iii) L'accès à la justice, promotion des droits des femmes et décentralisation (phase exploratoire);
- (iv) Appui au développement de certaines filières agricoles (igname, cacao);
- (v) Gouvernance et innovations agricoles (en cours de développement);
- (vi) Formation professionnelle, en planification avec des ponts établis avec les acquis de l'AH dans la construction (en cours de développement);

3) **Reconstruction et réduction des risques de catastrophes** : consolider l'effort de reconstruction parasismique et anticyclonique et augmenter la résilience des populations et de l'environnement face aux risques de catastrophes liés aux dangers naturels.

En résumé, les trois principaux projets engagés par la STRACOH en Haïti ont été,

- (i) la reconstruction d'écoles (phase terminale);
- (ii) la formation sur les bonnes pratiques de construction (phase terminale);
- (iii) la réduction des risques de catastrophes (en développement);

Deux thèmes transversaux complètent le développement de cette stratégie, à savoir:

- **Genre**: porter dans toutes les interventions une attention particulière sur l'analyse différenciée des besoins et intérêts des femmes et des hommes;
- **Gouvernance**: assurer l'intégration de principes de Gestion de programme sensible aux conflits au sein de toutes les interventions.

Un autre volet important est venu se rajouter, particulièrement avec l'arrivée du nouvel ambassadeur et chef de coopération, et l'appui d'un Conseil consultatif national, soit celui de la **Culture**⁵.

Le budget total considéré pour la **période 2014-2017 était de 79 millions**, avec une augmentation progressive de la coopération régionale (CR) et le renforcement souhaité d'une complémentarité entre les approches de l'AH et de la CR ("*Comprehensive Approach*"). Les modalités de décaissement de la STRACOH varient de la mise en œuvre de projets directs, de contributions à des partenaires nationaux et internationaux, tout en envisageant de promouvoir des partenariats public-privé ainsi que la coopération trilatérale.

⁵ La possibilité d'investir au moins 1% du budget opérationnel de la DDC dans un pays/région donné au soutien d'initiatives du secteur artistique et culturel local, par le biais de projets et/ou de programmes dédiés est pour l'A-PP en Haïti une nouvelle composante, laquelle est orientée par un Conseil consultatif représentatif de différents métiers.

2. Constats, conclusions et recommandations

2.1 Volet d'évaluation 1: Analyse du contexte

Objectif: Analyse du degré de réflexion des priorités de développement du pays partenaire et de la politique suisse de coopération internationale - le "Message"- et de la qualité de l'analyse du contexte. Ce volet d'évaluation se réfère au contexte du pays partenaire et au contexte suisse.

Conclusions (C):

1. L'Ambassade - Projets - Programmes (Ambassade de Suisse) (A-PP) a une bonne capacité d'assurer une analyse et un suivi régulier du contexte local grâce au fait qu'elle dispose d'un ambassadeur qui exerce en même temps la tâche de chef de coopération. La Suisse bénéficie ainsi d'un avantage comparatif de regrouper sous le même toit d'un côté la diplomatie et la coopération internationale et de l'autre côté la coopération au développement et l'aide humanitaire. Aussi, son personnel a une connaissance et une expérience approfondie des enjeux politiques locaux.
2. Inscrite dans la durée, la STRACOH 2014-2017 répond encore clairement au contexte humanitaire de 2010 et aux efforts de reconstruction qui étaient prioritaires en Haïti. En vue de la prochaine stratégie, l'A-PP s'efforce d'orienter sa programmation vers une approche plus « de développement » et tente d'approfondir les défis de gouvernance.
3. Les analyses contextuelles produites sur différentes thématiques (GRD, formation professionnelles, CRR, eau) sont solides et éprouvées par l'expérience. Elles permettent une bonne appréhension des engagements programmatiques.

Recommandations (R):

1. Il est crucial que l'A-PP puisse disposer de davantage d'expertise locale en appui au Chef de Mission (par exemple un *think-tank* d'experts nationaux), mais aussi de l'ensemble de l'équipe dans la fonction d'analyse et de décryptage des enjeux locaux.
2. En conformité avec l'exigence stipulée dans le Message sur la coopération internationale 2017-2020, selon laquelle 90% des fonds destinés à financer le programme suisse en Haïti doivent être destinés à trois domaines, il est recommandé que ceux-ci soient alloués – dès la nouvelle Stratégie - dans les trois thèmes suivants : Gouvernance, Sécurité Alimentaire et Formation professionnelle. Ils soutiendront tant des activités bilatérales que multilatérales et humanitaires dans ces secteurs thématiques.
3. Le développement d'une réponse de relèvement (précoce) aux crises et catastrophes qui frappent le pays suivant la phase d'urgence doit poursuivre une approche plus synergétique et complémentaire entre les instruments de la coopération au développement et l'aide humanitaire. Suite au passage de l'ouragan Matthew, l'A-PP doit prendre avantage des engagements initiés en réponse à ce dernier pour démontrer comment mettre en œuvre le LRRD/Nexus en pratique, particulièrement dans les domaines de la production agricole et de la gouvernance locale.

2.1.1 Positionnement et adaptation de la stratégie de coopération par rapport au contexte du pays, au contexte régional et aux politiques suisses

Toutes les missions d'évaluations conduites par la DDC en Haïti, ont mis l'accent sur le fait que le **contexte national général est empreint d'une instabilité et d'une grande fragilité chronique** au niveau des institutions étatiques, comme suite aux reports successifs des élections. La fragilité du pays dépend de divers facteurs: *"les éléments les plus pertinents sont la pression démographique, les inégalités sociales, le fonctionnement des services officiels, l'émigration et la perte de cerveaux, la pauvreté, la légitimité de l'État et le fonctionnement d'un État de droit, la situation en relation avec les droits humains, la sécurité et les actes de violence, le fractionnement de la société et les interventions extérieures"*⁶.

La stratégie actuelle de la coopération suisse en Haïti part de l'hypothèse « *que le contexte évolue du statu quo (avec une relative stabilité) vers le scénario positif* » Dans un contexte aussi volatile, il reste toutefois difficile d'anticiper correctement les "scénarios probables" et la lecture du "scénario positif" proposé par la Stratégie de la Coopération Suisse en Haïti 2014 - 2017(STRACOH) laisse songeur une fois confronté à la réalité des faits politiques, électoraux, économiques, sécuritaires et sanitaires encourus ces cinq dernières années. Dans la colonne du "scénario négatif", force est de reconnaître la prévalence de dégradations significatives dans les domaines politiques et économiques, parfaitement illustrés dans les rapports périodiques préparés par l'A-PP, faisant valoir que: a) "l'instabilité et les blocages politiques actuels s'intensifient"; et b) "l'aide internationale ne peut pas produire de résultats significatifs et les principaux bailleurs réduisent leurs apports, les orientent sur des logiques humanitaires/d'urgence ou les acheminent en grande partie en dehors des canaux officiels (ONG ou fondations)"⁷. Fin novembre 2016, l'A-PP concluait que *"avec Matthew, le programme de la DDC évolue vers le scénario négatif énoncé dans la stratégie 2014-2017 avec une instabilité sociopolitique permanente"* avec pour conclusion *"qu'il faudra attendre la fin du processus électoral⁸ et la nomination d'un nouveau gouvernement vers avril 2017 pour espérer un retour à la norme constitutionnelle^{9,10}"*.

Dans cet environnement incertain, depuis le séisme de 2010, l'A-PP a recherché à ce que la complémentarité de l'aide humanitaire et la collaboration au développement sous-tendent la cohérence du programme. Une des leçons apprises de ces années de réponse à reconstruction a été le fait que *"dès le début d'une action humanitaire d'urgence, il conviendrait de planifier un programme ultérieur de coopération au développement"*¹¹, sur

⁶ L'aide dans des contextes fragiles - le cas d'Haïti, ibidem; lors de l'introduction de l'indicateur des États fragiles, en 2005, Haïti se trouvait au 10ème rang sur 178 États examinés. Le tremblement de terre et l'épidémie de choléra de 2010 entraînèrent un recul à la 5ème place jusqu'à ce que - pour la période qui nous intéresse plus - Haïti atteigne la 9ème place en 2014 et la 11ème en 2015 dans la catégorie "High Alert".

⁷ Stratégie de coopération suisse en Haïti, p.23.

⁸ L'élection présidentielle reportée s'est tenue le 20 novembre 2016.

⁹ Rapport annuel 2016, p 6.

¹⁰ A la fin du mandat (depuis le 14 juin 2016) du Président Privert, "le chaos politique [était] total" en Haïti. A la fin du mandat du Président Martelly (février 2016), un accord entre les présidents des deux chambres a pu être signé pour assurer la continuité constitutionnelle du pays, prévoyant l'élection d'un président provisoire, lequel avait pour mission d'organiser des élections présidentielle et législatives. Une nouvelle élection présidentielle prévue pour le 9 octobre 2016 a été annulée en raison de la venue de l'ouragan Matthew et a été reprise le 20 novembre. Enfin, depuis leur entrée en fonction en janvier 2016, les parlementaires n'ont voté aucune loi, le Parlement a refusé la nomination du Premier ministre proposé, et *"la polarisation politique est à son comble, chaque parti cherchant la stratégie du chaos pour tirer profit de la situation"*.

¹¹ "L'aide dans des contextes fragiles - le cas d'Haïti", p.13.; entretiens à la DDC, Berne, 12-16 octobre.

la base d'un rapprochement entre les modalités d'intervention de l'aide humanitaire et celles de la coopération au développement¹².

Aussi, nonobstant les fortes contraintes locales de toutes natures, l'A-PP a manifestement cherché à capitaliser sa stratégie d'intervention sur un transfert fonctionnel de politiques et engagements humanitaires et post-humanitaires vers leur intégration dans des programmes de développement ou politiques publiques (formation professionnelle, renforcement des structures de gestion de l'eau, PVB, etc.).

Conformité stratégique

En matière de cohérence globale de la Stratégie, celle-ci est clairement en alignement avec la politique extérieure de la Suisse. Le Message 2017-2020 (p. 11) confirme Haïti comme étant un pays prioritaire de la coopération suisse. Par ailleurs, le renforcement de l'engagement de la Suisse dans les contextes fragiles est encore renforcé dans le nouveau message. Aussi le programme de la DDC en Haïti semble-t-il s'aligner sur les objectifs généraux de la politique étrangère suisse, à savoir *"œuvrer à la stabilité du monde par la coopération internationale ainsi que par des activités de promotion de la paix, respect des droits humains et de l'État de droit"*. Le volet "droits humains" de la stratégie de coopération 2014-2017 semble rester relativement faible à cet égard, mais ceci s'explique en partie par la faiblesse des leviers de changements et de la configuration des acteurs nationaux et internationaux dans ce domaine.

Le renforcement de l'État de droit est le premier domaine prioritaire de la Stratégie et il a le mérite de cibler des secteurs thématiques stratégiques comme l'eau potable, l'assainissement ou encore les droits humains et citoyenneté, même si les résultats à attendre dans ce dernier secteur sont à inscrire sur le long terme. L'approche participative inclusive, propre au projet de protection de la Forêt des Pins (U2 FdP) semble constituer l'une des raisons autorisant un transfert possible de responsabilités aux acteurs nationaux et une reprise en charge institutionnelle de ces derniers. Il n'en est pas encore de même avec l'acteur DINEPA¹³, en charge du secteur EPA en Haïti, malgré une longue présence de la Suisse dans ce secteur.

La cohérence du domaine d'intervention 2, Agriculture et sécurité alimentaire, est pleinement justifiée de par une réalité économique locale incontournable, celle d'un pays où 60% de la population vit de la terre et où la relance agricole peut passer par le renforcement de filières permettant de favoriser la génération de revenus familiaux et de participer à la réduction du déficit alimentaire.

Le troisième domaine d'intervention s'inscrit dans la logique de la réponse humanitaire suisse de l'après 2010, en consolidant les efforts de (re)construction des écoles, de formation en construction - dans un pays qui en est totalement dépourvu - et de réduction des risques de catastrophes. La mise en œuvre du nouveau volet en matière de GRD capitalise sur une approche "hybride" (approche scientifique doublée par la mise en œuvre d'une approche participative terrain), laquelle souhaite tout autant renforcer les acteurs locaux (municipalités, CASEC) que d'influencer le dialogue politique national, que de faire profiter de manière transversale les autres secteurs de la programmation suisse (par ex. agriculture, eau, gouvernance). Le but est de développer un modèle de gestion

¹² Plus techniquement, ceci sous-entend a) penser à ce que les actions humanitaires ne soulagent pas seulement les souffrances à court terme, mais puissent s'inscrire d'une autre manière dans le temps (EPA, reconstruction); b) ancrer les projets dans le contexte institutionnel pour éviter les substitutions aux structures étatiques; c) établir une flexibilité et une logique sur plusieurs phases dans l'élaboration des projets; d) adapter les normes au contexte (voir par ex. le projet CCR); e) renforcer la participation de la population, sa résilience et la communication qui la concerne; f) renforcer la préparation interne incluant les partenaires pour augmenter le réseau de réponse.

¹³ La DINEPA est une "jeune" institution créée en 2009. L'appui de la Suisse dans ce secteur a historiquement mis l'accent sur le renforcement des capacités locales de prise en charge (communautés, autorités locales).

similaire au PVB, EPA, p. ex. de voir comment articuler le système national avec la mise en œuvre au niveau local. Le projet RISK travaille depuis le niveau local et veut influencer le dialogue politique national avec des exemples concrets au niveau municipal.

Positionnement de la stratégie de coopération suisse

En résumé le positionnement de la stratégie de coopération suisse en Haïti pendant les trois années de la stratégie 2014 - 2017 a cherché à capitaliser sur les grands axes suivants:

- Consolider les acquis engagés dans le processus de transition de l'action humanitaire à la coopération régionale (sud);
- Maximiser les efforts pour assurer la durabilité des produits uniques développés dans la formation professionnelle (post-séisme, CCR) pour les institutionnaliser dans une approche durable (en espérant visiblement faire de même dans le domaine de la réduction des risques de catastrophes);
- Engager l'A-PP dans une stratégie d'échanges stratégiques et programmatiques en concertation avec les partenaires techniques et financiers locaux et internationaux;
- Construire une démarche de discussion ouverte avec le gouvernement pour démontrer la volonté de la Suisse d'inscrire son engagement dans un cadre de référence et d'échanges durables;
- Anticiper et initier une réflexion sur le long terme en matière de droits humains et chercher à identifier et s'associer à des acteurs d'influence;
- Renforcer les effets structurants et institutionnels des programmes engagés tout en mettant la gouvernance au centre de toutes les initiatives initiées.

C'est une stratégie d'adaptation qui demande visiblement un grand suivi du contexte local, une capacité de résilience, de patience et d'ouverture aux changements.

2.2 Qualité de l'analyse de contexte

L'analyse de contexte est pratiquée de diverses manières par l'A-PP. La STRACOH 2014-2017 précise l'importance d'observer cette dernière de près compte tenu de la fragilité et de la volatilité du pays, principalement au moyen au MERV - *Monitoring system for development relevant changes* - lequel devait être réalisé quatre fois par année, renforcé par un suivi périodique des contextes thématiques (tableaux de bord standard) dans les différents domaines d'intervention.

L'analyse de contexte relative aux secteurs d'intervention de la STRACOH est globalement bien introduite au sein des rapports annuels. Elle est appuyée par un certain nombre de notes thématiques de recherche (formation professionnelle, gestion des risques et désastres, financement agricole, etc.), de rapports de missions sectoriels, ainsi que de réflexions engagées dans le cadre de la revue à mi-parcours (notes thématiques, recommandations du personnel). Les rapports annuels présentent des leçons apprises au niveau des performances/processus des résultats pour chaque domaine particulier. Le Bilan de la coopération suisse 2011-2014 et le document sur les Implications pour la stratégie de coopération 2014-2017 recueillent aussi des leçons apprises importantes.

De surcroît, des observations moins approfondies mais ciblées viennent compléter l'analyse et sont discutées de manière régulière au cours des réunions de direction de l'A-PP¹⁴. Dans les faits, il appert que l'A-PP a cherché à simplifier le système de *reporting*

¹⁴ A titre indicatif, mentionnons par exemple "Bilan mi-année du Programme de la DDC en Haïti", janvier 2016; ou "Présentation du contexte général", août 2016; et différents rapports de missions sectoriels menés par des représentants AH ou CR de la DDC.

initialement suggéré par la SC: trois MERV ont dressé l'évolution de la stratégie de coopération d'octobre 2012 à février 2016¹⁵, le reste du suivi étant le fruit de rapports périodiques bimensuels présentant le contexte politique, socio-économique, sécuritaire et de la coopération. Les autres analyses de contexte sont traduites au sein des trois rapports annuels 2014, 2015 et 2016, lesquels permettent de retracer un tableau d'ensemble plus élargi sur l'année entière alors que les rapports périodiques dressent un paysage plus factuel et axé sur l'immédiateté des événements.

Les conclusions de la mission d'évaluation relatives à l'analyse du contexte de l'A-PP en Haïti ont fait ressortir:

- Une forte compréhension des enjeux et dynamiques locales du contexte de la part de l'A-PP et une volonté de travailler durablement sur la colonne vertébrale de toute intervention en Haïti, p. ex. une gouvernance inclusive à tous les niveaux de responsabilité, en privilégiant le local versus le "centre";
- Un engagement clair de s'engager sur la durée car tout processus d'institutionnalisation ou "d'autonomisation" des processus de développement en Haïti se travaille sur des durées qui vont au-delà de la calendarisation habituelle de la plupart des PTF. Dans ce sens, l'A-PP adopte de fait et à raison l'approche et les principes du New Deal;
- Une volonté de travailler et capitaliser sur des secteurs thématiques fondamentaux du développement du pays (agriculture, formation professionnelle, environnement) en disposant d'une analyse des besoins comme des intervenants partagée et articulée de concert avec les autres PTF de la place.

2.3 Questions additionnelles - Place du domaine "Action humanitaire" et de la Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) au sein de la future stratégie de coopération en Haïti

L'A-PP a joué un rôle fondamental dans la réponse au séisme de 2010. Les projets phares post-séisme engagés par la coopération suisse en Haïti (Projet CCR+R et Projet PARIS) sont en voie de finalisation. L'aide humanitaire est appuyée en Haïti par un personnel expatrié et un personnel national, lesquels assurent la liaison avec le gouvernement et les partenaires sur place comme les organismes des Nations Unies (PAM, Bureau de coordination humanitaire - OCHA), le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et autres fora où se discutent la préparation, la prévention et la réponse aux désastres et risques de catastrophes.

En sus de la planification de la Stratégie de coopération sur quatre années, un aspect extérieur important a rejoint les préoccupations de l'A-PP, à savoir l'arrivée dans les premiers jours d'octobre 2016 de **l'ouragan Matthew** sur Haïti, lequel a dévasté les départements de Grande-Anse, Sud et des Nippes. Suite au passage de l'ouragan, selon les Nations Unies¹⁶, ce sont plus de 2 millions de personnes qui ont été affectés, des dizaines de milliers de personnes ont été abritées dans des abris d'urgence, la production agricole, animale et forestière a été ravagée par les vents et le Gouvernement a dressé, avec l'aide des Nations Unies un Appel consolidé (humanitaire), ainsi qu'un *Post Disaster Needs Assessment* (PDNA) qui va tracer les grandes lignes du programme de reconstruction à venir.

La Suisse a répondu à la mobilisation humanitaire internationale en envoyant sur place une équipe d'intervention rapide (EIR) composée de six membres du Corps suisse d'aide humanitaire¹⁷ comprenant des expert(e)s en abris d'urgence, en eau et assainissement,

¹⁵ MERV Haïti - Oct. 2012 - Juin 2013; Juillet 2014 - Mars 2015; Octobre 2015 - Février 2016.

¹⁶ http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/PAHOWDC_SituationReport12_Hurricane%20Matthew_11Oct2016.pdf

¹⁷ L'équipe de première urgence a été suivie d'une vingtaine d'experts sur une période de deux mois qu'aura duré l'aide d'urgence de la DDC.

en logistique et en sécurité. Les objectifs de cet engagement limité dans le temps étaient (i) d'appuyer l'A-PP pour l'évaluation des besoins et pour la coordination de l'assistance de la Suisse avec les autorités et partenaires locaux (ONU, ambassades, ONG suisses présentes sur place) et (ii) de mettre en œuvre les premières mesures de soutien dans les secteurs de l'abri d'urgence et de l'eau, avant d'enchaîner avec les mesures de redressement (*Early Recovery*). Des missions exploratoires engagées par le personnel de l'A-PP dans la zone sud du département du Sud - avec le renforcement de personnel détaché depuis Berne - ont par ailleurs permis de mesurer l'ampleur des dégâts, de communiquer sur ces derniers, et enfin de réfléchir sur des options programmatiques devant faire l'objet d'une intervention transitoire de quelques années en matière de relèvement local.

Les débats menés dans le cadre de la Revue à mi-parcours de la STRACOH en Haïti début 2016¹⁸ mettaient de l'avant le besoin "*d'étudier la pertinence de redéfinir les domaines*", et dans ce cadre "*d'étudier prioritairement (...) la RRC comme domaine transversal*". L'un des fondements conceptuels de cette approche est de chercher à "*intégrer une composante Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) dans chaque domaine d'intervention de la DDC en Haïti*"¹⁹ avec des ressources allouées à cette composante, et à condition d'inclure une composante risque dans les différents domaines d'intervention et d'identifier comment arriver à réduire les risques de catastrophes dans tous les domaines.

Avec l'arrivée de Matthew, mais aussi dans d'autres zones d'intervention où gouvernance locale et réduction des risques de catastrophes tentent de marcher de concert, cette approche a le potentiel de générer un modèle de programmation innovant, alliant approche locale participative et travail de terrain sur des initiatives concrètes de réduction des risques de catastrophes. A l'instar des réflexions que la communauté internationale se fait sur le nexus entre aide humanitaire et développement, et plus particulièrement sur son engagement dans des crises de longue durée (*protracted crisis*), l'A-PP met cette approche au cœur de ses démarches en vue du relèvement des municipalités touchées par Matthew dans le département du Sud.

¹⁸ Revue à mi-parcours de la Stratégie de la Coopération Suisse en Haïti, Janvier - Mars 2016, 1er Mai 2016.

¹⁹ Ibidem, p.2.

2.4 Volet d'évaluation 2 : Pertinence du portefeuille de projets par rapport aux domaines thématiques de la stratégie de coopération

2.4.1 Pertinence du portefeuille de projets par rapport aux domaines thématiques

Objectif: Analyse de la cohérence entre le portefeuille des projets avec la stratégie de coopération et de sa pertinence pour atteindre les objectifs de la stratégie et des domaines.

Conformément aux TdR, ce volet est analysé surtout par rapport aux domaines thématiques de la stratégie de coopération en lien avec la finalité de la SC.

Conclusions (C):

1. Le portefeuille de la coopération suisse en Haïti a une cohérence interne définie par le temps et les événements. Le domaine de la gouvernance reste le plus "rassembleur" des secteurs thématiques, étant engagé dans l'eau, l'environnement, la gouvernance locale ou les droits humains.
2. Le domaine de la gouvernance locale est la colonne vertébrale de la programmation suisse en Haïti. Si cela correspond au besoin fondamental d'asseoir sa coopération sur la volonté institutionnelle de renforcer les capacités de l'État haïtien, les défis y relatifs restent malgré tout de très grande ampleur. Le domaine de l'Agriculture et de la sécurité alimentaire est totalement pertinent avec l'analyse locale du secteur- production en régression et grandes affections suite à des catastrophes ou phénomènes naturels récurrents.
3. Le domaine de l'action humanitaire est en train d'amorcer une transition programmatique - et légitime - de son programme phare de reconstruction vers la Coopération Sud.
4. Une présence de l'aide humanitaire en Haïti devrait toutefois être maintenue considérant les risques naturels auxquels est soumis le pays, ainsi que les besoins de réponse et de reconstruction qui en découlent (i.e. ouragan Matthew).
5. La programmation sur la gestion des risques et désastres va capitaliser ses efforts sur l'appropriation des techniques de détection, prévention et préparation aux Risques et Désastres sous un angle institutionnel et de l'État de droit, tout en appuyant au niveau sectoriel les autres domaines (Agriculture, eau, gouvernance locale).
6. Le secteur de la formation professionnelle, suite logique du travail de capitalisation du projet CRR, est un secteur d'avenir pour la coopération suisse, tant au niveau thématique que par l'approche institutionnelle choisie.
7. Source de maints questionnements, l'idée d'une concentration géographique renforcée est difficile à soutenir sur le court et moyen terme.

Recommandations (R):

1. Les interventions humanitaires et de développement de la coopération Suisse en Haïti doivent être davantage complémentaires et s'alimenter mutuellement. Thématiquement, les domaines d'intervention de l'aide humanitaire – tant dans le contexte actuel des efforts de reconstruction post-Matthew que d'autres crises et/ou catastrophes à venir – devraient s'inscrire dans les domaines d'interventions de développement de la future stratégie de coopération suisse en Haïti. A l'inverse, la coopération Sud doit intégrer dans tous ses engagements des réponses aux risques de catastrophes naturelles, renforcer la prévention et la préparation aux catastrophes tout comme assurer le « EarlyRecovery » post- catastrophe. Plutôt que d'être appliqués de manière

indépendante, la coopération suisse utiliserait tous les instruments qui sont à sa disposition, qu'ils soient humanitaires, bi- ou multilatéraux, dans chacun de ses des trois futurs domaines de la nouvelle Stratégie pays.

2. La gouvernance et le renforcement de l'État de droit devront rester la pierre angulaire du travail de la coopération suisse en Haïti. La recherche de synergies entre différentes approches locales dans différents secteurs thématiques est à privilégier.
3. L'approche dédiée au renforcement des initiatives liées à l'état de droit et à la citoyenneté capitalise sur des énergies locales qui peuvent à tout moment disparaître ou être mobilisées par d'autres acteurs. Les initiatives engagées doivent donc être le plus souple et flexibles possibles.
4. La proposition de travailler sur des "pôles géographiques" est stratégiquement intéressante mais ne permettrait pas d'exploiter au maximum le potentiel qu'offre le travail thématique réalisé par l'A-PP.

L'appréciation de la pertinence du portefeuille de projet de la STRACOH est à balancer avec une relative difficulté à lire sa cohérence interne, ceci s'expliquant par la multiplicité des interventions thématiques au sein d'un même domaine. Ce constat a plusieurs origines, la première étant le fait que certaines des initiatives engagées de la STRACOH2014-2017 s'imbriquent dans le suivi du Programme de coopération à moyen terme 2011-2013, voire même avant le séisme de 2010; la seconde étant la contrainte de devoir concentrer un certain nombre de secteurs thématiques dans un nombre limité de domaines (3), la troisième étant le développement important d'un nombre de nouvelles entrées en matière dont la plupart trouvent refuge sous le domaine "État de droit et gouvernance". Cette réalité demeurera une contrainte pour la future stratégie 2018-2021 puisque le Message sur la coopération internationale 2017-2020 stipule que *"pour des raisons d'efficacité et d'efficience, il est donc prévu de **conserver au moins 90% des moyens financiers à trois thèmes dans chaque région et pays prioritaires**"*²⁰.

Les projets engagés dans le **domaine 1, soit "Renforcer l'État de droit et parvenir à un mode de gouvernance inclusif et performant"**, se détaillent en trois secteurs thématiques, soit les Aires protégées, l'Eau potable et assainissement (EPA, en continuité du PMT 2011-2013) et Droits humains et citoyenneté. Chacun des secteurs travaille avec un partenaire national spécifique - le volet "Gouvernance locale" entreprend d'ouvrir de nouveaux horizons avec un grand nombre d'acteurs locaux - et tous semblent partager un défi commun: celui de l'autonomisation et de l'appropriation par les acteurs nationaux des systèmes mis en place, tant au niveau central (par ex. Ministère de l'Environnement) que local (par ex. Unités rurales départementales - URD - de la DINEPA).

La progression vers l'atteinte des objectifs est variable. Les deux projets liés à l'eau (EPA-PADL et PAIDEP-MIR) sont en phase finale, mais une nouvelle Entrée en matière vient d'être approuvée en septembre 2016 pour engager des études approfondies sur les meilleures voies pour renforcer la gouvernance locale dans le domaine de la gestion de l'eau²¹. Le projet sur les aires protégées (PVB) est en Phase 4 et une évaluation finale est censée être conduite en 2017. En l'attente d'un projet sur "Gouvernance et redevabilité (avec axe égalité)"²², l'axe de renforcement des "capacités des institutions de promotion et de protection des droits de l'homme" reste le parent pauvre de la programmation actuelle. Dans un contexte difficile, son développement est assuré par le biais d'"actions exploratoires" dont il est difficile à cette heure d'évaluer la portée comme les éventuels effets. En résumé, le domaine 1 semble disposer d'un axe fort (EPA), d'un axe en voie de finalisation (PVB) et d'un axe de développement (Droits humains et citoyenneté) dont les

²⁰ Message sur la coopération internationale 2017-2020, p. 2311.

²¹ Pour plus d'éléments, consulter "*Haïti - Draft SDG #6 Strategy*", 32nd AGUASAN Workshop 2016, par Samuel Diery Mondestin, A-PP Haïti & Sergio Perez Leon, SDC.

²² Rapport annuel 2015, p. 18.

ambitions semblent s'inscrire dans le long terme, avec un travail d'institutionnalisation ambitieux.

En termes de **cohérence future du domaine 1**, il est important de relever deux initiatives en développement, à savoir: a) que le volet "*vocational training/formation*" (le "*soft package*" du CCR) soit reversé dans le domaine 1 – p. ex. transféré de l'AH vers la Coopération Sud - la revue à mi-parcours avait déjà émis l'hypothèse que la formation professionnelle devienne un des trois domaines de la future stratégie en reversant les acquis du CCR dans ce domaine; et b) la possibilité que la RRD soit intégré dans le programme de gouvernance pour assurer que pour chaque projet le risque des catastrophes soit analysé (incluant les changements climatiques) et que si nécessaire des mesures de réduction de risque soient envisagées.

Le domaine 2, Agriculture et sécurité alimentaire, dont l'objectif est d'augmenter la résilience et la sécurité alimentaire des communautés rurales, dispose d'une cohérence interne plus solide, alors qu'il est malheureusement celui qui souffre le plus d'externalités négatives susceptibles d'affecter l'atteinte de résultats²³. Il focalise ses activités sur le renforcement des capacités en matière de production agricole dans différents secteurs, tout en ouvrant de nouveaux horizons pour les petits producteurs via le développement du crédit agricole et le renforcement de la gouvernance des coopératives de paysans. Des partenariats intéressants et innovateurs avec des bailleurs bi - et multilatéraux semblent consolider les actions engagées comme les effets leviers générés par les synergies mises en œuvre. Les réflexions stratégiques et les nouvelles entrées en matière dans le secteur sont aussi alignées avec le sens du Message 2017-2020 et la définition du thème de la sécurité alimentaire.

Le domaine 3, Reconstruction et réduction des risques de catastrophes, a largement dépassé le stade de la maturité suite au programme de reconstruction après le séisme de 2010. Doté d'une cohérence forte, d'une institutionnalisation tant gouvernementale qu'internationale (BID) importante, il est reconnu comme un modèle du genre en la matière²⁴.

Concentration géographique

L'équipe d'évaluation s'est aussi penchée sur la question de la pertinence d'une approche géographique concentrée. La STRACOH actuelle cherche à concentrer géographiquement ses activités dans des zones bien délimitées de la région sud d'Haïti, soit dans quatre départements: Ouest, Nippes, Sud-est (ces trois départements engagés dans la zone affectée par le tremblement de terre de 2010) et Sud. A l'intérieur de ces départements, la coopération suisse doit adresser prioritairement les zones rurales. Les débats engagés par l'A-PP dans le cadre la Revue à mi-parcours²⁵ invitent à réfléchir "*aux conditions de la construction de pôles de concentration géographique et, pour ce faire, à identifier deux ou trois régions*" où des "*dynamiques locales sont porteuses d'une vision pouvant servir de levier de changement*", dans le but de "*connecter les expériences à l'intérieur des pôles et rechercher leur mise en réseau*".

²³ La longue sécheresse de 2015 aurait engendré "une baisse d'environ 50% de la production vivrière" faisant noter "la tendance à l'augmentation des importations des produits alimentaires et la stagnation voire la baisse de la production agricole", *ibidem*, p. 10.

²⁴ "*The close collaboration with government institutions from the onset of the project (notably with the MENFP for the PARIS and the Institut National de la Formation Professionnelle in the CCR program) ensured a successful scaling-up and institutionalization of the programs*", Gita Steiner-Khamsi and Whitney Warner, Desk Study Report, Haïti, Section 6, 2015.

²⁵ Revue à mi-parcours de la stratégie de coopération suisse, jan-mars 2016, Note de synthèse sur les recommandations, mai 2016.

Cohérence d'une future stratégie 2018 – 2021

En vue de la prochaine stratégie pays, l'équipe d'évaluation propose de rompre les silos entre Action humanitaire (AH) et Développement (CS). De manière générale, un domaine d'intervention de la nouvelle stratégie 2018-2021 ne devrait plus découler des types d'instruments appliqués (AH ou CS) mais seulement des priorités thématiques choisies. Les efforts que l'AH fait, depuis 2015, de relancer une nouvelle programmation en matière de réduction des risques de catastrophes (RRC) et en appuyant la formation professionnelle en Haïti sont précurseurs de cette évolution. Ainsi, le thème du futur troisième domaine d'intervention serait celui de la formation professionnelle, porté par la Coopération sud avec le soutien de l'aide humanitaire dans la phase de démarrage. Le *phasing-out* du CCR doit donc se faire aux débuts du programme de formation et non pas en fonction d'une date fixe de fermeture du centre. Cette complémentarité serait par ailleurs utilisée dans les deux autres domaines d'intervention aussi.

Les activités de réduction des risques, de reconstruction, etc. deviendraient partie intégrante non seulement du domaine de la formation professionnelle, mais aussi des deux premiers domaines d'intervention de la prochaine stratégie (gouvernance et de sécurité alimentaire).

L'équipe d'évaluation ne propose donc pas une approche transversale du RRD, ni des questions humanitaires en général. Elle suggère bien plus **l'installation d'un système de mix d'instruments** applicable aux trois futurs domaines d'intervention thématiques de la stratégie pays.

Cette nouvelle approche méthodologique serait une réponse forte et innovante aux objectifs du Message 17-20 de la coopération internationale²⁶, ainsi qu'aux conclusions du dernier Sommet mondial humanitaire qui s'est tenu à Istanbul, en juin 2016²⁷.

Elle posera certes le défi d'adapter en conséquence la gestion financière du programme suisse en Haïti, ainsi que la gestion des ressources humaines. Concernant les finances, des premières pistes sont explorées dans le cadre de la réponse de l'A-PP aux conséquences de l'ouragan Matthew (i.e. cofinancement d'un même projet), mais une certaine flexibilité d'utilisation des fonds indépendamment de leur provenance doit être assurée. En ce qui concerne les ressources humaines, des équipes multidisciplinaires travailleraient dans les différents domaines d'intervention. Des experts de développement accompagneraient par ailleurs les experts humanitaires sur le terrain.

Bien sûr, en cas de crises aiguës, voire de nouvelles catastrophes naturelles, l'A-PP réagira de manière appropriée à leurs conséquences immédiates, avec entre autres l'appui de la Centrale et du mécanisme local de réponse rapide en cours de constitution²⁸. Cela requiert le maintien d'une relation de confiance et d'un bon réseau avec les agences et acteurs humanitaires dans le pays. Les tâches y relatives incomberaient aux experts humanitaires du bureau, organisés par exemple en centre de compétences.

Grâce à une telle approche, l'exigence issue du Message 17-20 de la coopération internationale suisse qui veut que 90% du budget pays doit être destiné à financer trois thèmes principaux²⁹ pourrait être respectée.

²⁶ Chapitre 1.7.1 du Message sur la coopération internationale 2017-2020.

²⁷ Voir Quatrième responsabilité fondamentale "Renforcer, sans les remplacer, les systèmes nationaux et locaux", Programme d'action pour l'humanité, Rapport du Secrétaire général pour le Sommet mondial sur l'action humanitaire, A/70/79.

²⁸ Le mécanisme en cours de constitution regroupera l'Ambassade et les ONG partenaires

²⁹ Chapitre 3.4. du Message sur la coopération internationale 2017-2020

2.5 Volet d'évaluation 3 : Mise en œuvre de la stratégie de coopération et de son portefeuille

Objectif: Analyse de l'efficacité de la gestion du portefeuille par le BuCo et de sa contribution à l'atteinte optimale de résultats.

Conclusions (C):

1. La structure de gestion des opérations donne une place importante au personnel national. Avec les projets PARIS, CCR et RISK l'A-PP en Haïti jusqu'en fin 2017 compte un personnel de projet important, faisant de l'Ambassade suisse l'une des plus importantes dans le monde. Avec le *phasing-out* du PARIS et la CCR cet état de personnel va baisser en 2018.
2. Le niveau d'engagement du personnel suisse comme national de l'A-PP semble élevé. Sa participation aux travaux de la revue à mi-parcours a permis de renforcer l'appropriation des questions stratégiques par l'ensemble du personnel du bureau (*ownership*).
3. Les leçons apprises sur la transition entre l'AH et la CR (Projets PARIS et CRR) démontrent une approche pragmatique orientée sur l'atteinte de résultats durables qui s'inscrit dans une gestion bien comprise du "temps de la coopération" en Haïti.
4. Le travail de consolidation des "ascenseurs institutionnels" de la coopération - entre initiatives de base et centres décisionnels - s'avère complexe, long et avec des résultats mitigés.
5. La gestion du suivi/évaluation des opérations de l'A-PP ne permet pas toujours une lecture approfondie des effets de cette dernière et mérite un investissement supplémentaire.
6. Le développement d'une approche de genre et développement au sein de la programmation de l'A-PP reste embryonnaire et requiert une meilleure systématisation et mise en œuvre, afin que les objectifs du message 17-20 de la coopération internationale suisse puissent être atteints.
7. Le développement du volet "Culture" au sein de la programmation de l'A-PP en Haïti met en valeur un secteur social tout comme économique qui participe à la capitalisation et mise en valeur des atouts culturels profonds du pays. L'analyse de la gestion de fonds de la stratégie de coopération laisse apparaître le fait qu'à 75% du temps écoulé, l'A-PP n'a déboursé que moins de 50% des fonds mis à sa disposition.

Recommandations (R):

1. Le travail de coordination des PTF au niveau des chefs de mission doit continuer et servir de référent institutionnel entre le nouveau Gouvernement et les acteurs de coopération.
2. La collaboration avec les organisations multilatérales doit être renforcée et davantage utilisée pour mettre à l'échelle les projets de la coopération suisse.
3. Le renforcement du dialogue inter-donateurs est au cœur du développement des stratégies dans différents secteurs (eau, production agricole, formation professionnelle, droits humains). Grâce à l'action de la "Concertation des ambassadeurs", la Suisse maintient une vigie active afin d'assurer une approche cohérente et complémentaire de la communauté des donateurs dans le pays. Cela permet notamment d'éviter des duplications ou redondances au sein de la coopération bi- et multilatérale présente dans le pays. Il est recommandé que la Suisse continue à consolider son engagement à cet égard.

4. Des *secondments* d'experts suisses auprès d'organisations multilatérales se sont révélés précieux et utiles pour atteindre la mise en échelle de bons projets de développement (ex. BID – standards de constructions des centres scolaires). Ce type de déploiement de personnel suisse en Haïti devrait être maintenu.
5. L'A-PP est appelée à travailler davantage avec les acteurs intermédiaires ou centraux les plus susceptibles de garantir la durabilité des interventions faites au niveau local. L'A-PP doit soutenir un cadre structurant en appui à ses projets mis en œuvre au niveau local, afin de pérenniser les processus de déconcentration et/ou de décentralisation en Haïti. Cela signifie dans certains cas qu'après qu'un projet ait produit des résultats probants au niveau local, l'A-PP investisse davantage d'efforts auprès desdits acteurs intermédiaires et locaux.
6. L'A-PP doit engager un vrai travail de fond en matière de genre et développement dans le but de considérer les femmes en Haïti comme des actrices de développement - plutôt que des bénéficiaires.
7. Il est recommandé que l'A-PP développe un système de M&E pour faciliter le *reporting* aux partenaires et le pilotage de la stratégie de coopération.
8. Il est important de développer dans le volet culturel la mise en œuvre d'un système de redevabilité narrative et financière efficace.

2.5.1 Performance de gestion

Jusqu'en 2010, la DDC a travaillé en Haïti à travers des financements de projets (humanitaires et de développement) isolés et non-inscrits dans un cadre stratégique global. Le Programme à Moyen terme 2011-2013 et la Stratégie de coopération 2014-2017 s'inscrivent dans une logique plus cohérente avec la réunion à la fois des programmes de l'AH et ceux de la CR dans un même cadre stratégique et une logique de "*Comprehensive Aid*", posant la base pour le développement de synergies entre les deux branches de la DDC en Haïti. La stratégie de coopération 2014-2017 s'articule autour de trois domaines prioritaires avec un leadership séparé (CR pour les domaines 1 et 2 et AH pour le domaine 3).

La mission d'évaluation a analysé la **performance de gestion l'A-PP** au travers de **différents prismes** décrits ci-après:

Gouvernance institutionnelle: La Suisse a signé le 25 juillet 2014 un accord-cadre de coopération avec l'État Haïtien, mais faute de travail parlementaire, l'accord reste toujours à ratifier, ce qui en Haïti peut prendre plusieurs années à être signé. Ses efforts sont à poursuivre. A rebours des accords "au niveau central", la STRACOH cherche à capitaliser sur le développement d'**initiatives de gouvernance "à la base"**, capables - ou susceptibles - de s'inscrire dans un processus de dialogue inclusif, participatif et axé sur des résultats organisationnels à court et moyen terme (Gouvernance locale, Appui aux organisations de producteurs, Comités d'eau, RISK) susceptibles d'améliorer des conditions de vie des populations les plus pauvres.

Dans chacun des programmes engagés, et particulièrement pour ceux qui disposent d'un historique connu (Eau, environnement, micro crédit), le défi majeur et difficilement atteignable reste celui de leur durabilité, et partant, la viabilité des processus mis en œuvre. L'ensemble des institutions consultées (DINEPA, MARNDR, MDE) semblent malheureusement fonctionner "en entonnoir": trop de cadres à la capitale, absence de déconcentration effective des services, pour ne pas parler d'une décentralisation lointaine, et le plus souvent dénuée de moyens. Certes, l'**hypercentralisation des organes décisionnels ou de régulation**, de la fonction publique, de sa politisation et de son esprit de clientélisme vont à l'encontre d'une politique de coopération durable qui pourrait chercher à s'appuyer sur des structures intermédiaires (comme les Départements) ou finales (comme les communes et les CASEC). Mais il serait néanmoins inapproprié de ne pas investir dans ce lien nécessaire entre efficacité locale et régulation régionale et

centrale. L'absence de rouages efficaces entre le centre et les bénéficiaires a en effet comme double effet: a) de rendre long et peu opérants les processus de renforcement et consolidation des capacités au niveau central, par manque d'effet multiplicateur aux niveaux inférieurs; et b) de questionner sérieusement l'intérêt pour les PTF de travailler sur une gouvernance globale et intégrée.

Comment travailler dans un État fragile ? L'A-PP souhaite que le programme soit sensible à la fragilité. C'est un concept que le Gouvernement haïtien ne reconnaît pas pour le pays et qui n'est pas mentionné dans son document de base, le Plan de développement Stratégique d'Haïti (PDSH). Le constat dressé par les PTF est que la *"dimension fragilité n'a pas été thématisée dans le cadre du G12+"* et qu'aucun *"Fragility Assessment"* n'a été réalisé tel qu'envisagé. La Centrale prévoyait la réalisation d'un tel outil en septembre 2016³⁰, ce qui n'a pas non plus fait l'objet de suivi. Pour ce faire, l'équipe d'évaluation estime que l'A-PP devrait se référer tant aux principes TRUST du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles que ceux menant à un processus de planification inclusifs et fondés sur le contexte (les principes FOCUS)³¹.

Comment positionner les "acteurs au centre" ? La réflexion engagée dans le cadre de la STRACOH par l'équipe de l'A-PP vise à "réfléchir aux moyens de transférer la maîtrise d'ouvrage (portage des actions) aux acteurs locaux tout en évitant l'exclusion des acteurs les plus faibles"³². Cette volonté ferait partie de "l'ADN de l'A-PP"³³ et s'inscrit dans l'esprit de la philosophie du New Deal. Cet engagement requiert une approche et des risques particuliers. L'A-PP est consciente des risques inhérents à la mise en œuvre d'une politique aussi engagée³⁴: elle souligne la nécessité de construire un équilibre entre acteurs, entre ceux qui ont des capacités et ceux qui n'en ont pas et, dans le cas de ces derniers de "trouver un rythme de développement particulier" pour éviter "de les noyer" sous des investissements trop importants.

La gestion d'une programmation sensible au genre - objectif en développement: Une note de concept sur le genre, détaillant les implications opérationnelles d'une meilleure *"thématisation"* dans les programmes et la stratégie devait guider les travaux de l'A-PP à compter de 2016. La STRACOH 2014-2017 engage la coopération suisse à s'articuler autour de deux axes³⁵: le soutien d'actions spécifiques en faveur des droits des femmes, ainsi que la lutte contre la discrimination et la transversalité du genre dans les différents programmes. Pour ce faire, l'A-PP a engagé en 2015 une chargée de programme "genre" pour assurer un cadre stratégique "genre" du programme mis en place. Un certain nombre de propositions constructives ont été mises de l'avant pour appuyer l'intégration du genre dans la mise en œuvre des projets, mais l'analyse portée par la responsable des questions de genre au sein de l'A-PP demeure que la *"prise en compte du genre est encore trop partielle et dépend largement des secteurs et des acteurs concernés"*.

Gestion des Ressources Humaines (RH): La gestion des ressources humaines est un enjeu stratégique dans un environnement fragile. De 2011 à 2014, *"les effectifs de la représentation et du programme de la coopération suisse ont augmenté en trois années de 15 personnes à plus de 60"*³⁶. L'A-PP a été en mesure, dans la phase 2011-2013, poursuivie par la phase 2014-2017, de pouvoir capitaliser sur des recrutements internes

³⁰ Haïti, Rapport annuel 2015, p. 25.

³¹ Cf. <https://www.pbsbdialogue.org/fr/le-new-deal/principes-du-new-deal/>

³² Revue à mi-parcours de la SC en Haïti, Janvier - mars 2016, Recommandation No 2.

³³ Atelier du 7 novembre, Ambassade de Suisse en Haïti.

³⁴ Les propos qui suivent sont le résultat d'échanges de l'Atelier du 7 novembre entre l'A-PP et la mission d'évaluation.

³⁵ Le Genre dans les projets / programmes de la DDC en Haïti, Revue à Mi-parcours de la Stratégie de la coopération suisse en Haïti, 2014-2017, Note No 4, p. 2.

³⁶ Mme Vokral, op. cité.

qui ont grandement servi son opérationnalisation alors que la possibilité de conserver du personnel expatrié dédié et de qualité s'est souvent présenté comme un immense défi³⁷.

Les orientations de la STRACOH 2014-2017 prévoyaient un renforcement et un ajustement des compétences thématiques de l'A-PP (recrutement de nouvelles compétences locales, "décloisonnement" des RNP) - le nombre de personnels suisse et national programmé pour 2015 s'élevait à 62³⁸.

Gestion de la nouvelle composante culturelle (le "1%"): La composante culturelle est une composante nouvelle et innovante qui répond à la volonté de la DDC d'intégrer comme un élément fédérateur et pleinement constitutif d'une politique de coopération. Dans un pays aussi ouvert sur les arts et la culture qu'Haïti, ce **"1%" budgétaire** est un baume pour beaucoup de créateurs qui ne dispose pas des moyens de faire valoir leurs talents³⁹. L'objectif du programme de coopération suisse en Haïti est de *"contribuer à mettre en valeur le patrimoine culturel haïtien, à appuyer des tendances innovatrices de diverses formes d'expression artistique et à créer des espaces sociaux d'interaction et de dialogue"*⁴⁰. La structure de gestion mise en œuvre capitalise sur un processus de "décisions par les pairs", au nombre de 5, occupant des espaces et des pratiques culturelles très variées: chant, littérature, histoire, théâtre et arts plastiques. Initié en 2014, **le processus de prise de "décision par les pairs"** a permis le financement de 17 projets culturels en 2015, soit 4 fois plus qu'en 2014, dans les domaines des arts visuels, du théâtre ou de la littérature. Le problème de gestion le plus important qu'affronte l'A-PP dans la mise en œuvre de ce volet innovant est celui de la reddition de comptes: la majorité des projets rencontrent des difficultés à expliquer comment ont été dépensés les subsides de la DDC, bloquant - pour de simples raisons administratives - le développement du processus.

La Suisse entend pour le futur investir à long terme dans **la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel haïtien**. Cette approche nécessite une coopération de l'État haïtien, ce qui s'est révélé difficile à date. Une autre ambition est de procéder au développement d'un **"travail de mémoire"** sur la période duvaliériste⁴¹, projet très pertinent alors que subsistent un grand nombre de témoins ou acteurs ayant accompagné cette période.

La **gestion des Fonds Duvalier** ne relève pas *a priori* des décisions à engager dans le cadre de la STRACOH en Haïti. Pendant un certain nombre d'années, des divergences de points de vue n'ont pas permis de dégager une solution claire et définitive sur comment restituer de la manière juridique, politique et symbolique la plus appropriée les Fonds que la Suisse entend restituer à Haïti. Pour l'équipe d'évaluation, la restitution de ces fonds se ferait idéalement dans un domaine prioritaire identifié conjointement entre le Gouvernement haïtien et la Suisse. La proposition de considérer l'utilisation d'une partie des fonds pour la rénovation/construction d'écoles primaires endommagées par le passage de l'ouragan *Matthew* entrerait dans cette logique, serait légitime, actuelle et rendrait les travaux engagés par le projet PARIS, et pour lesquels l'A-PP dispose d'une expertise et d'une légitimité hors de tout doute, plus visible encore. Mais d'autres utilisations de ces fonds sont envisageables.

³⁷ Voir *End of Mission report*, Sabine Rosenthaler, Sept. 2013.

³⁸ Annexe 9: Composition du personnel, BuCo.

³⁹ L'un des membres du Comité consultatif de la culture a salué l'effort suisse en rappelant qu'il venait combler un vide jusqu'alors rempli... par les compagnies de téléphone locales (!)

⁴⁰ La composante culturelle de la SC suisse en Haïti 2014-2017 ne fait pas référence à la culture et à la possibilité qui est offerte aux programmes de coopération d'utiliser le 1% de leur enveloppe budgétaire à des fins de mobilisation artistique et culturelle. L'on retrouve mention du programme pour la première fois dans le Rapport annuel 2015, la version 2016 de ce dernier n'étant pas alors disponible au moment du passage de la mission d'évaluation.

⁴¹ Ce projet serait possiblement à réaliser avec les fonds Duvalier, toujours à confirmer, sous réserve des négociations engagées avec le nouveau gouvernement.

Gestion des fonds de la stratégie de coopération

La stratégie de coopération, en termes purement budgétaires, avance lentement. A 75% du temps écoulé depuis le début de la SC, **l'A-PP n'a déboursé que moins de la moitié des fonds à sa disposition (46%)**. Il est estimé que sur la durée de la stratégie, l'A-PP n'ait dépensé qu'un peu plus des deux tiers des sommes engagées.

Tableau 2.1 Déboursement de la STRACOH en Haïti - 2014-2016⁴²

Finances de la STRACOH en 1'000 CHF) de 2014 à 2017	Total durée SC		Année en cours 2016	
	CHF	%	CHF	%
Total de l'allocation du budget par la DDC selon la SC	79'231	100 %	21'150	100%
Total dépenses réalisées des années précédentes 2014 + 2015	23'701	30%		
Total année en cours - 2016 - estimé	12'968	16%		
Sous total situation à la fin de l'année en cours 2016	36'669	46%	12'968	61%
Temps écoulé (y compris année en cours) en %		75%		
Total année(s) suivante(s) planifiée(s)	16'987	21%		
Total dépense réalisées et planifiées pour la durée complète	53'656	68%	12'968	61%
Différence par rapport à la planification dans la SC	-25'575	-32%	-8'182	-39%

Une lecture des deux secteurs de la Coopération Sud et de l'Aide humanitaire laisse apparaître quels décaissements les moins importants ont pris place en 2015.

Tableau 2.2 Décaissements par secteur thématique (2014-2017)⁴³

Années	Décaissements			Planif.	Total
	2014	2015	2016	2017	
DDC Budget de la Division CH + AH	16'350	18'500	15'549	16'875	67'274
>décaissements de tous les projets en %	78%	59%	83%	101%	
Coopération Sud	8'000	10'000	8'789	9'475	36'264
> tous les projets en %	98%	52%	71%	130%	
Aide Humanitaire	8'350	8'500	6'760⁴⁴	7'400	31'010
> tous les projets en %	60%	66%	100%	63%	

Il est difficile de donner une explication exhaustive aux niveaux de décaissements au sein de la STRACOH suisse en Haïti sur la période considérée. Il est certain que l'incertitude politique - particulièrement élevée en Haïti pour la période de la STRACOH - a une incidence sur le travail des Ministères et des projets engagés en partenariat avec ces derniers. D'autres partenaires éprouvent aussi une difficulté relative à leur **capacité de décaissement**. Selon certains PTF, les écarts entre désir de décaissement et réalité des déboursements peuvent aller dans des ratios de 1 à 10. Les cycles de phase des projets

⁴² Information partagée avec la mission d'évaluation par la Direction de l'Administration, des Finances et du Personnel de l'A-PP, novembre 2016.

⁴³ Ibidem.

⁴⁴ 10,82 millions de CHR, incluant la réponse humanitaire suite à l'ouragan Matthew (donnée partagée par l'AH).

de la Coopération Sud comme de l'AH sont aussi en cause et à examiner de manière séparée avant d'en arriver à des conclusions hâtives.

Par contre, le reflet des entrées en matière planifiées ou mises en œuvre par l'A-PP en 2016 - ou planifiées pour 2017 - explique l'augmentation significative de l'enveloppe budgétaire anticipée pour 2017. Au total, l'A-PP anticipe de pouvoir déboursier 85% du budget global de la stratégie à l'issue de quatre années de programmation. Dans le contexte politique de sa mise en œuvre, ce résultat pourrait être qualifié de très satisfaisant.

Des projets multi-bi pourraient pallier au risque de sous-engager les fonds à disposition. L'équipe d'évaluation a en effet constaté que plusieurs organisations multilatérales présentes en Haïti travaillent dans des secteurs proches de ceux de l'A-PP et qu'une mise en lien des activités concernées pourrait produire un important effet de levier de nos activités (micro-assurance avec la BID ou la Banque Mondiale, sécurité sociale avec la Banque Mondiale). Il est important, dans des contextes aussi fragiles que l'est Haïti, de diversifier son portefeuille de projets et de partenaires de mise en œuvre.

2.5.2 Qualité du système de suivi de la stratégie de coopération

La Stratégie de la Coopération Suisse en Haïti (2014-2017) propose que le suivi et le pilotage de cette dernière soient placés **sous la responsabilité de l'Ambassade et du Bureau de coopération (BuCo)**. La structure d'intégration du BuCo et de l'Ambassade de Suisse en Haïti depuis juillet 2011 permet a priori la présentation d'une analyse conjointe qui rassemble les données pertinentes de tous les secteurs d'intervention de l'A-PP. Le système de suivi prend en compte **trois champs d'observation**. L'**analyse de contexte** (voir aussi chapitre 1.2) permet de suivre et rapporter les changements politiques, économiques, sociaux, sécuritaires, environnementaux au niveau du pays et d'évaluer les répercussions de ces changements sur les programmes. Deux outils permettent d'assurer ce suivi, à savoir les Rapports périodiques réalisés sur une base bimensuelle et, sur une période plus longue variant de 4 à 6 mois, les MERV - *Monitoring System for Development - Relevant changes* -.

Le monitoring de l'**analyse des résultats des programmes de développement** dans les rapports annuels distinguent les résultats de développement du pays - dans un contexte très aléatoire par manque de données constantes et fiables - et la performance des programmes de développement de la coopération suisse. Cet exercice est très difficile, pour ne pas dire impossible, de par la difficulté de pouvoir opérer un lien systémique ou de causalité entre les effets attendus par la programmation de la DDR et les effets directs de développement et/ou humanitaires au niveau du pays. Le troisième élément de monitoring est celui de la **gestion du portefeuille** avec les rapports de gestion du bureau (Office Management Report, OMR) et le rapport sur le système interne de contrôle, qui s'assurent que la gestion de ce dernier est conforme aux principes énoncés dans la stratégie de coopération, ceci au travers des rapports de gestion du bureau.

L'évaluation n'a pas eu connaissance de la mise en place d'une **matrice de suivi des indicateurs** du cadre des résultats et de ceux fixés pour la mise en œuvre globale du programme. Les méthodes de vérification ne sont pas détaillées dans le cadre de résultat. Chaque officier ou responsable de programme est responsable de la redevabilité des résultats du projet ou du programme engagé. La question se pose de savoir à partir de quelle incidence financière d'engagements la mise en place d'officiers de M&E nationaux au sein de l'A-PP pourrait être jugée pertinente.

2.5.3 Coordination et efficacité de l'aide dans le pays

Coordination des acteurs et partenariats: Depuis l'intégration du BuCo avec ceux de l'Ambassade (2011), la Suisse a mené un effort de plaidoyer efficace et durable en faveur de son intégration dans les mécanismes de coordination de l'aide en Haïti. Des efforts particuliers ont été engagés par l'Ambassade pour rejoindre et intégrer divers fora qui n'incluaient pas la Suisse dans le passé. Historiquement, *"par son budget et l'envergure très modeste de son action, la DDC était perçue en 2011 quasi comme une ONG mineure"*⁴⁵. Les efforts de la représentation suisse en Haïti ont par après porté fruit. Il a fallu plus d'un an et demi d'efforts intenses à compter de 2011⁴⁶ pour que la Suisse ait été admise début 2013 au sein du G12 (partenaires les plus importants de la coopération au développement). Elle a par après favorisé le passage du "G12+" à la Concertation Technique des Partenaires (CTP) dans le but d'alimenter les réflexions des PTF sur les politiques de développement en Haïti et favoriser la production de notes de langage commun - par secteur thématique - pour améliorer le dialogue avec le Ministère du Plan et autres Ministères techniques. La particularité - unique - que l'Ambassadeur de Suisse soit aussi le Chef de la coopération suisse donne à ce dernier une capacité unique de faire passer et communiquer les discussions d'amont en aval - et vice versa - pour alimenter les échanges des PTF. A cet égard, la Suisse a aussi créé depuis juin 2016 la "concertation des ambassadeurs" sur les politiques de développement, dont le Canada assure la présidence.

La Suisse ne faisait pas non plus partie de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) car le "ticket d'entrée" financier était par trop élevé. Le dispositif mis en place par les autorités haïtiennes, le CAED/CEA niveau international n'a pas donné non plus de résultats significatifs, avec comme résultat que les grands bailleurs et intervenants de la coopération (PNUD, BM ou BID) se concertent directement avec le Ministère de l'Économie et des Finances. La Suisse continue aussi de participer de manière active à différents **tables sectorielles** (avec un co-lead dans le groupe de travail des "aires protégées" ou celui de l'eau), tout en continuant à signer un certain nombre d'accords avec des ministères sectoriels concernés par les projets mis en œuvre (MARNDP, MENFP).

Nonobstant cet appui à une **meilleure structuration du secteur**, la Suisse a aussi décidé d'appuyer une partie du développement de sa programmation en partenariat avec d'autres acteurs stratégiques: avec la BID (filière cacao), la coopération canadienne (système d'assurance agricole - SYFAAD) ou avec IDEA (droits de la femme, travail sur la redevabilité des élus). Ces décisions capitalisent sur l'effet levier d'un partenariat local/national.

2.6 Volet d'évaluation 4 : Résultats de la stratégie de coopération - en perspective des résultats au niveau pays

Objectif: Analyse des résultats atteints par domaine comme contribution de la coopération suisse aux résultats de développement du pays partenaire.

Conclusions (C):

1. La mesure des résultats atteints de la STRACOH doit prendre en compte les différents cycles de projets engagés en Haïti depuis le démarrage de la coopération suisse (p. ex. depuis parfois plus de douze années) et donc s'inscrire dans le "temps long" propre aux projets de coopération internationale en Haïti.

⁴⁵ Rapport de fin de mission de l'Ambassadeur de la Suisse en Haïti (Juil. 2011 - Oct. 2014), p 4.

⁴⁶ Ibidem.

2. Résultats atteints dans le **domaine de l'État de droit et de la gouvernance**⁴⁷:
 - Le secteur EPA a obtenu des résultats substantiels au niveau des communes et CASEC sans pouvoir s'engager plus à fond dans la déconcentration/décentralisation de processus d'engagement financiers et programmatiques;
 - Le secteur Aires Protégées a réussi ses objectifs de protection et d'appui économique aux communautés locales. L'atteinte d'un équilibre institutionnel local réel dépend de conditions de gouvernance au niveau central qui demeurent fragiles;
 - Le secteur des Droits humains se cherche, avec raison, et le résultat de ses réflexions n'est pas assez mûr pour engager une action d'envergure;
 - Les engagements dans le domaine de la Gouvernance locale sont exploratoires et reposent sur des bases fragiles, pouvant un jour devenir modèles de démonstration.
3. Résultats atteints dans le **domaine de l'Agriculture et de la sécurité alimentaire**⁴⁸:
 - Les résultats par filières sont inégaux mais l'approche choisie demeure la plus constructive en matière de renforcement des organisations de producteurs;
 - Le système d'assurance agricole développé par le SYFAAH prouve la combinaison du modèle "crédit/assurance/conseil" auprès de la paysannerie;
 - Le développement du domaine agricole requiert de capitaliser autant sur l'amélioration - et l'innovation - des conditions productives que sur le renforcement de la gouvernance du milieu (organisations paysannes).
4. Résultats atteints **dans le domaine de la Reconstruction et de la réduction des risques de catastrophes**⁴⁹:
 - Le projet de reconstruction des Écoles (PARIS) en association avec le projet de renforcement des capacités (CCR) ont démontré la force d'une synergie intelligente qui pérennise des approches et des méthodes adaptées aux besoins locaux;
 - L'effet levier créé par la démarche commune des projets PARIS et CCR est un modèle qui devrait être capitalisé et servir d'inspiration à des programmes similaires de reconstruction et relèvement.
5. La réponse de la Suisse à la demande de soutien du secteur culturel participe non seulement à son développement mais aussi à une visibilité positive de la Suisse en Haïti.
6. La durabilité des engagements de la coopération suisse en Haïti est menacée par les mêmes maux qui affectent la marche de l'État fragile qu'est Haïti: faible gouvernance, manque ou absence de volonté/intérêt au renforcement de structures centrales/déconcentrées/décentralisées des organismes régulateurs de services.

⁴⁷ L'appréciation des résultats dans le domaine de la gouvernance repose sur une triangulation de données provenant de la documentation disponible (rapports de projets, rapports annuels), de visites de terrain (EPA, Aires protégées, municipalités ciblées), d'entrevues avec le personnel de l'A-PP, de responsables officiels (DINEPA, MDE) ou non gouvernementaux (DH) et de bailleurs de fonds (AECID, France, USAID).

⁴⁸ L'appréciation des résultats dans le domaine de l'Agriculture et de la sécurité alimentaire repose sur une triangulation de données provenant de la documentation disponible (rapports de projets, rapports annuels), de visites de terrain (SYFAAH, projet Fonkoze, filières), d'entrevues avec le personnel de l'A-PP (Coopération Sud et AH, suite à l'ouragan Matthew), de responsables officiels (MARNDP) ou non gouvernementaux (PAPAH et PAGAI) et de bailleurs de fonds (Canada, UE).

⁴⁹ L'appréciation des résultats dans le domaine de la Reconstruction et de la réduction des risques de catastrophes repose sur une triangulation de données provenant de la documentation disponible (rapports de projets, rapports annuels), de visites de terrain (PARIS, CCR, Municipalité de Jacmel), d'entrevues avec le personnel de l'A-PP (AH) et de responsables officiels (MENFP, directeurs d'écoles) et de bailleurs de fonds (UE).

Recommandations (R):

1. Les futurs engagements en matière EPA, Aires protégées et Agriculture doivent chercher à œuvrer au renforcement des structures *intermédiaires*, régionales et nationales afin d'assurer la durabilité des investissements faits au cours des 12 dernières années à la recherche d'une gouvernance plus autonome des acteurs.
2. Les leçons apprises en matière de formation professionnelle dans le domaine de reconstruction se prêtent pour consolider cette filière et sur cette base inspirer le développement de nouvelles filières. L'eau, l'agriculture et la gestion du foncier se présentent comme des alternatives pertinentes.
3. La stratégie de sécurité alimentaire doit continuer d'être renforcée par le biais des filières et des organisations paysannes. Les approches "innovantes" (par ex. les "terrasses radicales" autour de l'U2 de la FDP) doivent être "exportées" comme modèles de production alternatives.
4. La DDC devrait considérer la possibilité d'engager - sur le long terme - des efforts similaires à ceux de l'U2 FDP sur les autres unités forestières du Massif de la Selle pour valoriser un savoir-faire acquis unique.
Les expériences de gouvernance locale doivent continuer à promouvoir une "politique des petits pas" en capitalisant sur l'intégration en leur sein d'initiatives/projets appuyés par les autres domaines de la STRACOH suisse (EPA, Agriculture, Aires protégées, RISK).
5. Le travail sur la culture gagnerait à être appuyé par un travail sur la "gestion de projets culturels" pour appuyer en gestion les acteurs émergents de la scène artistique.

Ces conclusions et recommandations reposent sur les constats plus détaillés présentés par après.

2.6.1 Résultats par domaine d'intervention, efficacité et contribution aux résultats du pays

La lecture des résultats par domaine d'intervention a fait l'objet d'une interprétation reposant sur une visite de sites, une extensive revue documentaire et d'échanges avec les principaux acteurs de développement, nationaux, suisses et étrangers appuyant ces initiatives. La mission d'évaluation a décidé de confronter ses constats initiaux avec la mesure des effets attendus de la part des actions de la coopération suisse au sein de la STRACOH 2014 - 2017. L'interprétation de cette lecture est présentée par après plus en détails.

Tableau 2.3 Perception de l'atteinte des effets espérés de la STRACOH en Haïti - 2014 - 201750

Effets espérés STRACOH 2014-2017	Perception
Domaine 1: Renforcer l'État de droit et une gouvernance inclusive et performante.	
Effet 1- Les capacités de l'État sont renforcées et il assure plus efficacement son rôle de régulateur et fournisseur de services (particulièrement EPA et AP).	En développement.
Effet 2 - Les capacités des institutions de promotion et de protection des droits humains sont renforcées et les populations vulnérables sont mieux en mesure de revendiquer leurs droits.	En retard

⁵⁰ A défaut d'une analyse exhaustive reposant sur des instruments d'évaluation plus poussés, la mission d'évaluation a décidé de catégoriser les résultats perçus en "Atteint", "En développement", "En retard", "Non atteint" et a utilisé cette qualification pour animer l'Atelier de travail avec l'équipe de l'A-PP le 7 novembre 2016.

Effets espérés STRACOH 2014-2017	Perception
Domaine 2: Augmenter la résilience et la sécurité alimentaire des communautés rurales par la diversification et l'adaptation des systèmes de production et par de l'aide alimentaire ciblée, en portant une attention particulière aux besoins spécifiques des femmes.	
Effet 1 - La sécurité alimentaire et les revenus des exploitations agricoles sont améliorées à travers le développement de filières de production durable (y inclus les actions post-récoltes).	En développement
Effet 2 - Dans les régions ciblées, l'État accroît ses capacités de prévention et de gestion des crises alimentaires (inclus l'aide alimentaire) et l'accès de la population rurales aux services agricoles est amélioré.	En développement
Domaine 3:Consolider l'effort de reconstruction parasismique et anticyclonique et augmenter la résilience des populations et de l'environnement face aux risques de catastrophes liés aux dangers naturels.	
Effet 1: Les institutions nationales sont capables de promouvoir et faire appliquer des normes/standards de construction parasismique et anticyclonique.	Atteint
Effet 2: Dans des zones ciblées, la résilience des populations face aux dangers naturels a augmenté comme résultante du renforcement des acteurs nationaux et locaux.	En développement

État de droit et de la gouvernance - des succès aux pieds fragiles :

Une lecture globale des travaux engagés par la STRACOH 2014-2017 relativement à l'axe de l'état de droit et de la gouvernance donne à voir un certain nombre de traits parfaitement illustratifs de la **nature difficile et fragile des engagements déployés** dans le domaine.

On peut caractériser ces éléments de la façon suivante:

- Les succès engendrés par la STRACOH dans différents domaines (Aires protégées, Eau potable, Droits humains) sont capables de présenter des **succès conformes aux attentes, tout en étant à terme menacés par une gouvernance institutionnelle faible**;
- La **participation des populations** est au cœur des engagements souscrits et le travail du temps en sa faveur est le meilleur garant de la pérennité des acquis construits;
- La volonté d'appuyer des **approches de gouvernance inclusives et participatives** est louable - et souhaitable mais s'appuie sur des hypothèses fragiles de construction politique et sociale.

Secteur de l'eau potable et de l'assainissement: des résultats tangibles et mesurables (36 comités de gestion autonome, 40 000 usagers disposant d'eau potable au total sur la période considérée) permettent à la STRACOH de s'afficher comme un acteur important⁵¹ du secteur. Si la participation des populations à la gestion des installations semble un fait acquis, la contribution de la stratégie au renforcement des structures déconcentrées⁵² que sont les OREPA est beaucoup plus compliqué et peu engagée. La fin du projet PAISEP-MIR signifie aussi la fin de l'utilisation des laboratoires départementaux⁵³. L'agence de

⁵¹ Le secteur de coopération de l'eau potable et de l'assainissement mobilise des ressources importantes au niveau bilatéral (Espagne) comme multilatéral (Banque interaméricaine de développement, BID).

⁵² Renforcer les structures déconcentrées, OREPA, URD", Synopsis du Cadre des résultats de la Stratégie de Coopération, 2014-2017.

⁵³ Rapport annuel 2016, p. 9.

mise en œuvre, la DINEPA, qui "*marche sur la tête*"⁵⁴, ne semble pas disposer ni de l'autonomie administrative ni financière pour déployer un plan de déconcentration - et à terme de décentralisation - qui permette une appropriation de la gestion de l'eau potable par les autorités départementales ou de proximité.

Secteur des aires protégées: autant le temps écoulé depuis le lancement des premières activités autour de l'Unité 2 de la Forêt des Pins (Massif de la Selle) peut paraître long (plus de 12 années d'engagement), autant l'atteinte des résultats acquis - avant désengagement de la STRACOH de la zone - est à la hauteur des espérances: protection de l'un des derniers territoires forestiers du pays⁵⁵, mobilisation et engagement économique et productif des populations locales, et institutionnalisation d'un **régime de gouvernance local, participatif et inclusif** qui doit assurer la pérennité du régime de gestion mis en place⁵⁶).

Droits humains et citoyenneté; Les actions engagées dans le domaine, ne reposant pas sur une expérience connue antérieure, ont été le plus souvent exploratoires. Des "résultats ponctuels intéressants"⁵⁷, sont néanmoins insuffisants pour pouvoir engager une prochaine entrée en matière. Une note de cadrage doit toujours chercher à définir les objectifs de la STRACOH dans ce domaine.

Dans le **domaine de la gouvernance locale**, l'A-PP avance avec prudence auprès d'un nombre représentatif de communes (départements du Sud et du Sud-ouest - particulièrement celles touchées par l'ouragan Matthew) pour "*la mise en place d'une planification participative et l'adoption de pratiques de reddition de comptes*". Des espoirs sont permis dans des communes qui disposent d'un "historique" d'engagement avec une société civile représentative acceptant de s'engager aux côtés de pouvoirs municipaux élus. Ce modèle de gouvernance participative est assez rare en Haïti pour que la STRACOH décide légitimement de chercher à en faire un cas d'école susceptible de devenir un **modèle de démonstration ou d'influence**. Des alliances avec d'autres bailleurs intéressés dans ce domaine, tel qu'USAID, permettraient, le cas échéant, d'intervenir dans davantage de communes à potentiel.

Agriculture et sécurité alimentaire - une exploration qui affronte les éléments:

Les résultats liés aux domaines de l'agriculture et de la sécurité sont en plein développement et se structurent dans un contexte extrêmement négatif: 50% de baisse de la production vivrière en 2015 à cause de la longue sécheresse qui a touché l'ensemble du pays avant le passage de l'ouragan *Matthew* (octobre 2016) sur la zone Sud (départements de Grande Anse, des Nippes et du Sud-ouest) avec un bilan de pertes et dégâts à environ 1,9 milliards de USD, soit 20% du PIB du pays, dont 600 millions pour le secteur agricole⁵⁸.

Les projets associés aux **filières agricoles** ont obtenu des résultats mitigés. Le projet de **filière vétiver**, en partenariat public-privé a été suspendu suite au manque d'ouverture de l'un des partenaires pressentis. La **filière du cacao** a été frappé au cœur par Matthew: formation de 1100 producteurs-trices sur les techniques d'agroforesterie; renforcement par douze coopératives d'infrastructures post-récoltes pour la fermentation du cacao.

⁵⁴ Allusion d'un PTF à l'effet qu'il y a beaucoup trop de monde présent au siège de la DINEPA à PAP que de personnels déconcentrés ou décentralisés dans le secteur de l'eau.

⁵⁵ 75% de l'U2 FDP protégé.

⁵⁶ Conseil de surveillance environnementale (composé de membres de la communauté), arrêt des actes de vandalisme/destruction, Conseil de gestion cogéré par la Direction du Parc et les représentations communautaires locales. Tous les éléments locaux sont en place, même si plane le doute de la capacité - ou volonté - du Ministère de l'Environnement de pouvoir assurer le respect des engagements financiers relatifs au fonctionnement du processus.

⁵⁷ Rapport annuel 2016, p. 7.

⁵⁸ Rapport annuel 2016, p. 5.

Le "manque de dynamisme"⁵⁹ du MARNDR peine à assurer le développement de la **filière igname**⁶⁰. Par contre, le **piment et l'arachide** ont été identifiés comme filières les plus adaptées à des familles très pauvres et sélectionnées comme activités productives. Le **projet Fonkoze** a ainsi permis de renforcer les capacités de dizaines de 500 femmes⁶¹ sur le développement d'activités productives tout comme l'analyse de systèmes de marchés et sur la négociation avec les acheteurs.

Enfin, le dernier volet du **Projet d'appui à la production agricole (PAPAH)**, le **Système de Financement et d'Assurances Agricoles en Haïti (SYFAAH)** a prouvé toute sa pertinence. Seule expérience connue en Haïti de crédit agricole encadré avec mécanisme d'assurance et conseil technique en gestion, le projet - initié il y a plus de 7 ans - a commencé avec 9 points de service et en dispose aujourd'hui plus de 60. Entre octobre 2015 et septembre 2016, le projet a accordé plus de 13,500 prêts pour 565 millions de gourdes.

L'orientation choisie par la STRACOH avec le lancement du **Programme d'appui à une gouvernance agricole inclusive en Haïti (PAGAI)** répond à la fois à la volonté stratégique de renforcer des "*organisations paysannes agricoles peu solides*"⁶² et de confier à la base la gestion d'innovations dans les chaînes de valeurs, le développement de filières comme le développement d'innovations susceptibles d'améliorer les rendements agricoles.

Reconstruction et de la réduction des risques de catastrophes:

Le **Programme d'Appui à la Reconstruction des Infrastructures Scolaires (PARIS)** est avec le programme du **Centre de Compétences en Reconstruction** les deux programmes qui ont probablement dépassé les espérances de leurs concepteurs. Leur "vision" s'inscrit dès le départ dans deux objectifs forts de la coopération suisse en Haïti, à savoir de s'inscrire dans la durée par l'institutionnalisation des processus et par une appropriation forte de la part des autorités nationales.

Le Programme de construction d'écoles a finalisé - avec les fonds de la coopération suisse - neuf (9) écoles, et trois (3) sont toujours en construction et seront finalisées en 2017⁶³. Les objectifs quantitatifs de la STRACOH de disposer de 101 classes construites⁶⁴ dans la période de la stratégie sont en passe d'être tenus. Au-delà des réalisations propres à la SC, l'adoption par le Ministère de l'Éducation des plans du projet PARIS⁶⁵ a fait qu'un grand nombre de projets de construction d'écoles (en 2015, 42 sous financement BID près de 60 avec la BM). Un expert suisse mis à la disposition de la BID a joué un rôle clé dans **l'institutionnalisation des plans types et la mobilisation des partenaires financiers**. Les efforts de promotion des "Plans types" au niveau national font partie de la stratégie de sortie du projet PARIS en fin de parcours.

Le **projet de formation en construction (CCR)** a vu ses efforts d'institutionnalisation des processus de construction adaptés aux besoins du pays consacrés par la validation officielle de la part de l'Institut National de Formation Professionnelle (INFP) du nouveau programme de perfectionnement (formation continue) en maçonnerie chaînée (MC) et

⁵⁹ Rapport annuel 2015, p. 10.

⁶⁰ En 2015 et 2016, le discours récurrent est celui d'un accord avec le MARNDR "en cours de finalisation".

⁶¹ Sur un total de 2500 prévues par le projet Fonkoze.

⁶² SC 2014-2017, p.29.

⁶³ Voir les présentations sur les projets PARIS et CCR en Annexe 6 de ce rapport.

⁶⁴ SC 2014-2017, p. 31.

⁶⁵ Le projet PARIS a mis de l'avant trois types de plans pour la construction d'écoles: plan pour une école construite en béton armé (zones urbaines et périurbaines), plan pour une école en maçonnerie chaînée (bâtiments à un seul niveau), et plan pour une école reposant sur une ossature en bois. Les deux premiers plans ont été validés par le Ministère des Travaux Publics en juillet 2013 et le dernier type en en janvier 2014.

bonnes pratiques de construction (BPC), lesquels cours sont enseignés par 20 CFP sur un total de 45 (actifs dans la construction) dans 5 des 10 départements du pays et 6 universités⁶⁶.

Les deux projets ont travaillé en **synergie intelligente** depuis le début des opérations de reconstruction. Ils sont la preuve d'une intégration conceptuelle et programmatique de principes de reconstruction et de relèvement adaptés spécifiquement aux besoins d'un pays particulier et de la valeur d'un travail conjoint et d'accompagnement des institutions de direction (MENFP et MTPC) et de programmation dans un secteur à reconstruire. Un **travail de capitalisation** orienté sur la demande professionnelle (entreprises, municipalités) reste essentiel pour que les principes d'amélioration des processus et des pratiques puissent aussi avoir un impact sur la prévention des risques et catastrophes relatifs aux processus de mal-construction.

Le projet de mise en œuvre de politiques, plans et mesures de **réduction des risques de catastrophes** est en développement. Le **modèle hybride** reposant sur le mariage d'analyses scientifiques pointues avec une participation des représentants des communautés locales pour l'organisation d'une cartographie des zones sensibles à tout aléa ou risque naturel est ambitieux: tributaire d'une expertise rare et pointue, il impose la formation et l'emploi de ressources nationales dans le but de conserver cette expertise, et la réplique d'exercices identiques à ceux initiés dans la municipalité de Jacmel sur une base plus élargie. Le développement d'un "**Guide méthodologique national standard**" et la possible intégration des principes de prévention et mise en œuvre à différents niveaux d'engagements laissent augurer un effet levier intéressant. Il est donc important de bien expliquer et faire comprendre la synergie de ces derniers avec les mécanismes de prévention prévalant déjà en Haïti (sous l'égide du Programme National de Gestion des Risques et Désastres - PNGRD) et appuyés depuis longtemps par un grand nombre d'IFI, d'organismes des NU et autres coopérations bilatérales.

Engagement culturel

De nouveaux engagements dans le domaine de la culture - nouveau domaine dont les premières références sont rapportées dans le RA 2015 et RA 2016. A la fin 2015, 70% d'un budget prévisionnel de 400'000 CHF était réalisé (soit 285'000). Le soutien financier de la Suisse dans le secteur a quintuplé de 2014 à 2017. A la fin 2016, 38 projets au total avaient été sélectionnés par le Comité consultatif sur la culture créé par l'A-PP, une majorité d'entre eux dans le secteur musical⁶⁷.

2.6.2 Durabilité et mise à l'échelle

L'instabilité du contexte haïtien a un impact critique sur la mise en œuvre des lignes d'intervention de la DDC puisqu'elle affecte l'entièreté du contexte et la pérennité des actions.

La **crise électorale de 2015 à 2016** a affecté les relations avec les ministères relatifs aux trois domaines d'intervention. Suite à l'élection d'un nouveau gouvernement, le rapport annuel 2015 soulignait que la coopération suisse devra « *insister sur une meilleure implication des Ministères dans le cadre des projets-programmes de la DDC pour assurer les ancrages institutionnels nécessaires pour une durabilité des résultats obtenus. Le dialogue politique avec les Ministères techniques doit être beaucoup plus soutenu et intensif* »⁶⁸. En 2016, l'A-PP relevait que "*l'instabilité politique de ces dernières années (...)*

⁶⁶ Rapport annuel, p. 13.

⁶⁷ En 2016, la Suisse s'est engagée à soutenir, financièrement et pendant une période de trois ans, la Fondation Haïti Jazz dans l'implémentation de son festival de jazz, RA 2016, p. 24.

⁶⁸ Rapport annuel 2015, p. 6.

*a largement contribué à **fragiliser voire déconstruire les institutions publiques et parapubliques***⁶⁹”.

L'absence de certaines données actualisées de la part du gouvernement haïtien nuit clairement au suivi des résultats et à une appréciation complète de l'impact des interventions de la DDC. Quelle que soient les futures approches sectorielles et méthodologiques, il est plus qu'évident que **les effets leviers, ou "ascenseurs"**, recherchés dans l'engagement des acteurs devront **s'inscrire dans une durée qui va bien au-delà des engagements communs des actions de coopération des PTF**. Les **leçons apprises** aux côtés de la coopération suisse, largement soulignées de manière très positive par l'ensemble des PTF rencontrés - sont clairement qu'une très grande partie de son capital de confiance repose sur l'idée que son action s'inscrit dans la durée - une durée "*haïtienne-compatible*" - et qu'elle cherche à valoriser toute la gamme des outils possibles pour l'institutionnalisation et l'autonomisation des acteurs appuyés par son action. Il ne peut qu'en être de même, alors que la mission d'évaluation a pu apprécier localement le dysfonctionnement ou le manque de moyens de structures centrales (DINEPA, MDE) pour mener à bien leurs ambitions de déconcentration/décentralisation, le manque total apparent de notion "d'intérêt public" qui conférerait à des institutions responsables la garantie de la continuité des éléments les plus compétents ou encore l'engagement de l'État dans la construction de budgets qui reflètent des engagements correspondant à une vision durable de renforcement des institutions ciblées.

⁶⁹ Rapport annuel 2016, p. 5.

Annexes

Annex 1 Bibliographie

Direction du développement et de la coopération DDC

Message sur la coopération internationale de la Suisse 2017 - 2020

Ambassade de la République suisse en Haïti, Organigramme

Stratégie de la Coopération Suisse en Haïti, 2014 - 2017

Haïti, Rapport annuel 2014, avec chapitre consacré à la planification 2015 inclus

Haïti, Rapport annuel 2015 - avec planification 2016, DDC, 2016

List of SDC Priority Themes (according to the Dispatch 2017-2020)

Options d'orientations stratégiques et propositions de projets en matière de gestion des risques et désastres, Programme de l'Aide humanitaire en Haïti, mars 2013

Dispatch on Switzerland's International Cooperation 2017 - 2020 - Key points in brief

Gouvernement d'Haïti

Comité Interministériel d'Aménagement du territoire (CIAT), Haïti demain - Objectifs et stratégies territoriales pour la reconstruction, mars 2010

Ministère de la Planification et de la Coopération externe (MPCE), Priorités gouvernementales 2014-2016

Ministère de la Planification et de la Coopération externe (MPCE), Objectifs généraux des priorités d'intervention du gouvernement sur la période

Rapports thématiques - périodiques et MERV (Monitoring System for Development - Relevant Changes)

Bilan mi- année du Programme de la DDC en Haïti, Analyse de contexte de Janvier 2016, BuCo

Gender at the SDC - Strategic lines and thematic priorities, 2015-2018

Rapports périodiques de l'Ambassade de Suisse en Haïti: Mars - Avril 2015 ; Mai - Juin 2015; Septembre - Octobre 2015; Novembre - Décembre 2015 ; Janvier - Février 2016 ; Mars - Avril 2016 ; Mai - Juin 2016

MERV - Monitoring System for Development Changes:

- Octobre 2012 - Juin 2013
- Février 2014 - Juin 2014
- Juillet 2014 - Mars 2015
- Octobre 2015 - Février 2016

État des lieux de la décentralisation en Haïti, André Lafontant Joseph, Avril 2015

Situation financière des collectivités territoriales en Haïti - le cas de Jacmel et de la Vallée de Jacmel, André Lafontant Joseph, décembre 2015

SYFAAH, Système de financement et d'assurances agricoles en Haïti, Revue 2015-2016, DID, Financière agricole du Québec, Canada, Confédération suisse, AFD

Rapports de mission

End of Mission Report, SDC Humanitarian Aid Haïti, Aug. 2010 - Aug. 2013, par Sabine Rosenthaler, 07 Sept. 2013

La GRD en Haïti - Cartographie des acteurs GRD en Haïti, Propositions de lignes stratégiques et d'options de projets pour les futures activités en GRD de la DDC, Naraya Carrasco et Cornelia Brönniman, janvier 2013,

Helvetas:

- Revue des infrastructures EPA et de leur opérationnalité, 2003 - 2015, mars 2016
- Le prix de l'eau, mars 2016
- Solutions pour la fourniture de l'eau potable en zone rurale, mars 2016
- Boire l'eau et penser à la source - Capitalisation d'expérience, février 2016

Mission de suivi technique au projet SYFAAH avec considération particulière au FAPAH, Rapport de mission, Jacques Durocher, Canada, Avril 2016

Mission d'identification de piste stratégique d'un programme de soutien à la formation professionnelle en Haïti ainsi que des propositions d'actions exploratoires à court terme, (nov.-déc. 2015), Partie 1 - État des lieux, DDC, Mai 2016

Mission d'identification de piste stratégique d'un programme de soutien à la formation professionnelle en Haïti ainsi que des propositions d'actions exploratoires à court terme, (nov.-déc. 2015), Partie 2 - Actions exploratoires et pistes stratégiques - DDC, Mai 2016

Report Assessment of SYFAAH, Hans Ramm, Haiti Mission Report, March 2014

Rapport de mission à Cuba, Haïti et Bolivie, Frédérique Weyer, 9-31 mai 2014, ALAK, DDC, Juillet 2014

Rapport de mission en Haïti, Frédérique Weyer, 29 nov. - 9 déc. 2015, ALAK, DDC, Jan. 2016

Revue à mi-parcours de la Stratégie de la coopération suisse en Haïti - Janvier-mars 2016

- Note de synthèse sur les recommandations issues des visites sur le terrain et des discussions en plénière
- Note sur le déroulement de la Revue à mi-parcours de la Stratégie de la coopération suisse en Haïti, 2014-2017
- Note thématique 1 - Pertinence des domaines prioritaires et transversaux de la stratégie 2014-2017
- Note thématique 2 - Synergies entre Aide humanitaire et Coopération régionale
- Note thématique 4 - le Genre dans les projets/programmes de la DDC en Haïti
- Termes de référence de l'atelier RMP

Rapport de mission, (Aide humanitaire et CSA), Haïti, mars 2016, Mme Conti, M. Schlachter, M. Bernasconi.

Rapport de fin de mission, Edita Vokral, Bilan juillet 2011 - octobre 2014

Rapport de mission, Nov.-Dec. 2011, Opportunités de GRD en Haïti

Répartition des fonds alloués par secteur, document interne (Ambassade, 2016)

Notes d'entretiens d'Yvan Conoir, mission de démarrage auprès du DDC, Berne, 12-16 septembre 2016

Documents de programmation et d'évaluation

Bilan des interventions 1996 - 2014 et prospections à moyen terme dans le secteur de l'eau potable, de l'assainissement et de l'hygiène, Rapport final, UEH et Fondation Innovabridge, juillet 2014

Country and Regional Strategy Evaluation, Toolbox (contents and questions guide and templates), Version May 2016

Décaissements et planification financière 2014-2017, document interne, A-PP en Haïti, 2017

Draft SDG#6 Strategy, 32rd AGUASAN Workshop 2016, par Samuel Diery Mondestin, Sergio Perez Leon, SDC

PAPAH, Proposition d'entrée en matière, (juillet 2014 - décembre 2015), DDC, juin 2014

Phase unique, "Renforcement d'IDEA" (juillet 2016 - décembre 2018), Proposition de crédit, juillet 2016

Programme de Préservation et Valorisation de la Biodiversité en haute altitude en Haïti - Phase VI, Évaluation à mi-parcours, Helvetas, juillet 2015

Stratégie GRD pour Haïti, 2014 - 2017, Proposition projet GRD AH, avril 2013

Autres documents

L'aide dans les États fragiles, le cas d'Haïti, Edita Vokral, 2015

Haiti, Toward a New Narrative, World Bank, Systematic Country Diagnostic, 2015

Haïti: rapport d'analyse du contexte politique. Cas du conflit entre l'Exécutif et le Législatif de 2011 - 2014, Ambassade de Suisse en Haïti, Mai 2014

Protection contre les dangers naturels - Projets de prévention et de préparation aux catastrophes de la DDC, 2011

Directives de la DDC sur la réduction des risques de catastrophes

Bornage de l'Unité 2 du Parc National Forêt des Pins, PNN-FP2, CIAT, 2014

Annex 2 Matrice d'évaluation avec questions d'évaluation

Evaluation Area 1: Context analysis (referring to the partner country context, the region and to the Swiss context)

1.1 Positioning and adaptation of CS with respect to country and regional context as well as Swiss policies

- How well does the CS (strategic orientation, overall goal, domains of intervention and transversal themes, global challenges) reflect the development priorities, set by the partner country/countries and the policies of the Federal Council Dispatch (FCD)?
- Which changes in the context (national and regional) were the most important and what effects may they have caused on the CS? Which adaptations have been taken?

1.2 Quality of context analysis

- To what extent is the context analysis realistic and relevant? To what extent is the broad political context taken into account in the CS and ARs? Does the analysis include current issues (p. ex. social and economic inequality, global challenges, power relations, regional disparities) and relevant stakeholders (p. ex. private sector, state apparatus and political parties, institutions and powers)?
- Une des recommandations (Mme l'Ambassadeur Vokral, 2014) est de "renforcer le secteur de la formation professionnelle dans la stratégie de coopération de la DDC à partir de 2018" - est-ce toujours pertinent ? Quelles leçons apprises tirez-vous de la pratique de la coopération suisse en Haïti depuis 2011 à cet égard ?
- Quel a été le rôle (ou les résultats) de la Revue à mi-parcours (tardive) dans la préparation de la nouvelle Stratégie 2018-2021?
- Faut-il revoir et réviser (l'ont-ils été ?) les scénarios d'adaptation à la CS et dans quel sens?

Additional questions:

En quoi les efforts engagés par la Suisse pour hausser sa participation directe aux Forums d'échange sur la coopération internationale (G12, Groupe de concertation des Chefs de

mission) a-t-il eu une incidence sur son positionnement programmatique (partenariats avec autres acteurs de l'aide, relations avec l'État haïtien, partenaires suisses) ?

Dans un contexte de grande incertitude politique/sociale/économique/etc. qui complique tout travail de changement social/institutionnel (à niveau d'un pays), est-ce que la DDC devrait se concentrer sur le changement d'une portée plus restreinte au niveau local (au risque de rester dans des logiques de projet) ou ambitionner de continuer à coopérer sur des changements d'intérêt national (comme le développement de la méthodologie CRR)?

Continuum aide humanitaire – coopération régionale :

- La DDC travaille sur la réduction des risques de catastrophes (RRC), actuellement surtout en forme d'action directe par l'AH. Comment intégrer au mieux la RRC dans la prochaine SC, est-ce pertinent d'en faire – en plus du RRC « *targeted* » – une dimension transversale de sa prochaine stratégie ? Comment le faire?
- L'aide humanitaire a travaillé dans le secteur de la formation professionnelle, mais va s'en retirer en 2017. Comment évaluer le travail dans ce secteur, comment intégrer ces acquis dans un futur engagement en formation professionnelle sous une nouvelle SC?
- Quels semblent des facteurs et conditions générales facilitant le continuum AH – CR, basé sur les résultats ?

Evaluation Area 2: Relevance and appropriateness of the projects/program portfolio with regard to the domains of intervention of the CS

2.1 Relevance of the projects/program portfolios

- To what extent are the projects/program portfolios relevant, coherent and appropriate for achieving the results of the CS regarding its domains of intervention?
- To what extent are the approaches being applied appropriately in the domains? Which innovative approaches produce added value?

Additional questions:

Quelle est la pertinence des trois domaines prioritaires de la STRACOH 14 – 17 et des thèmes discutés en vue d'une nouvelle STRACOH 18 – 21 ? Quelles évidences peut-on tirer des projets réalisés qui confortent ou pas les possibles nouvelles orientations proposées par les missions à mi-parcours de 2015 et 2016

Modalités d'intervention / partenariat: Est-ce qu'on travaille avec les bons partenaires dans nos projets et programmes? Comment choisir les partenaires pertinents dans un état affaibli, en évitant le plus possible la substitution des acteurs locaux?

Comment analyser la concentration géographique (ou son manque) des interventions de la DDC ? Quelles recommandations pour la future stratégie ? La revue à mi-parcours a proposé l'idée de travailler sur des pôles de développement économique. Quels arguments peuvent appuyer ou contredire cette idée ?

Evaluation Area 3: Implementation of the CS and its portfolio

3.1 Management performance

- How efficient is the portfolio management of the SCO (regarding transversal themes, policy dialogue, collaboration with the global programs, financial and human resources and aid diplomacy)? What are its contributions to an optimal achievement of results?
- Comment peut-on apprécier l'institutionnalisation et le transfert des acquis EPA-PADL à la DINEPA, idem pour le renforcement des structures déconcentrées dans le cadre du programme PAISEP-MIR?
- L'évaluation externe (Avec MDE et ANAP) pour définir les orientations futures sur les aires protégées a-t-elle été réalisée?
- En relation avec le PAPAHA, il est proposé d'approfondir la problématique de la durabilité des interventions en matière de synergies, d'implication/responsabilisation des acteurs nationaux: décisions, actes, politiques ?
- L'analyse différenciée des besoins et intérêts des femmes et des hommes dans toutes les étapes du cycle de projet s'est-elle révélée effective ?
- Comment peut -ou doit- se renforcer la complémentarité et l'harmonisation entre les approches et outils de l'AH et de CR?

3.2 Quality of the CS monitoring system

- To what extent is the process management of the CS monitoring system relevant and efficient, in order to provide evidence-based data/information for accounting for results (reporting) and CS steering?
- Le système de M&E n'a pas produit tous les outils attendus (Concept global de suivi, matrice de suivi de l'ensemble des indicateurs, revue à mi-parcours en dernière année de mandat) - en quoi ceci a-t-il ou pas pénalisé la mesure d'avance des résultats?

- L'APP a relevé que les relations institutionnelles et le suivi des projets exigent beaucoup de temps et d'efforts. La capacité interne de l'APP en Haïti est-elle à la hauteur des attentes exigées?

3.3 Coordination and aid effectiveness in the country set up

- Which role do SCOs play within the network of different Swiss agencies in charge of development cooperation (SDC – Regional Cooperation, Humanitarian Aid, Global Cooperation and Cooperation with Eastern Europe –, SECO, Directorate of Political Affairs/Human Security Division), national governments and the donor community (harmonization)? Which added values result due to Switzerland's support in the respective countries?
- Le rôle joué par la Suisse au sein du G12 comme du Groupe des chefs de mission (CTP) depuis son introduction au sein de ce Forum a-t-il e un impact sur l'amélioration des politiques (par ex. en eau) ou du travail des Groupes sectoriels directement liés au travail de la DDC ?
- Quelles leçons peut-on tirer de l'établissement de la Coopération suisse de partenariats stratégiques avec des partenaires ou donateurs comme la BID, ou le Canada, en Haïti? Des expériences proposées de "coopération trilatérale" opèrent-elles une différence dans la façon de programmer ?

Evaluation Area 4: Results of the CS – in relation to the results at country level

4.1 Domain results, effectiveness and contribution to country results

- Which contributions of the Swiss Cooperation portfolio become visible at the output and outcome level, particularly regarding the achievement of the development results in the partner country? Which internal and external factors enhance or hinder aid performance and results achievements?
- Il était prévu le démarrage de 5/6 entrées en matière en 2016, malgré un environnement institutionnel des plus défavorables : qu'en at-il été ?
- Le BuCo dispose-t-il des compétences et capacités nécessaires à promouvoir la recommandation d'"Intégrer la RRC" dans chaque domaine d'intervention de la DDC en Haïti ?
- Comment renforcer et systématiser les mécanismes institutionnels existants mis en place au sein de l'APP pour assurer le développement, le suivi et l'opérationnalisation des synergies entre les programmes ?

4.2 Sustainability and scaling up

- Which innovations generated by field experience have been scaled up through policy dialogue, alliances, networking and dissemination?
- Which actions have been taken at country level to enhance the sustainability of the Swiss investments?
- L'exercice d'évaluation de la fragilité mené par la Centrale a-t-il pour conséquence de modifier les axes de programmation stratégique de la DDC pour 2018-2021?

Annex 3 Liste des personnes rencontrées (ordre alphabétique)

CONFÉDÉRATION SUISSE

Département du Développement et la Coopération (Berne)

BOTT GUILLEMAIN, Laura	Suppléante Div. Amérique Latine et Caraïbes (ALAK)
EUGSTER, Sébastien	Action Humanitaire et Pair de la mission d'évaluation
FAVRE, Dominique	Action Globale et Pair de la mission d'évaluation
GRÜNINGER, Reto	Chef, Amérique Latine et Caraïbe (ALAK)
ITTY, Pradeep	Chef Section Assurance qualité et efficacité de l'aide
LIPPUNER, Martin	Desk Haïti, Amérique Latine et Caraïbe
MARCHAND, Marie	Responsable QS/Gouvernance ALAK
MAVER, Boris	Ancien chargé de programme AH en Haïti
NEUMANN, Ali	Responsable DRR, Div. Europe, Asie et Amérique
NIGG, Reto	Responsable QS du domaine AH
PATENAUDE, Serge	Desk Haïti, 2016, AH
PEREZ, Sergio	Responsable Changement climatiques & eau, ALAK
RAMM, Hans	Point focal Emploi et Revenus (entrevue téléphonique)
ROSENTHALER, Sabine	Ancienne chargée de programme AH en Haïti
SCHALCHTER, Roland	Suppléant Div. Europe, Asie et Amérique, AH
WEYER, Frédérique	Ancien responsable formation professionnelle ALAK(entrevue téléphonique)
ZAUGG, Bernard Haïti	Ancien chef adjoint de la coopération internationale en Haïti

Département des Affaires étrangères (Berne)

GEISSBÜHLER, S.	Coordination régionale Amérique du Nord et centrale
MORIER, P.Y.	Chef Task Force sur la restitution des avoirs illicites
MORRISSEY, C. PDH	Responsable restitution des avoirs Duvalier, Section

ONG (Suisse)

CHEVALIER, Eric	Responsable Haïti auprès de Helvetas
-----------------	--------------------------------------

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

AMBASSADE SUISSE, PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS INTERNATIONAUX

Ambassade de Suisse en Haïti (APP)

ANDRÉ, Claudine	RNP Communication et Culture
BARTOLINI, Ivan	Responsable Projet Formation Construction
BERTI, Stefano	Directeur de coopération suppléant
BURRI, George	Responsable Programme RISK
DANIEL, Stanley	Responsable Exécution
GOLAY, Jean-François	Responsable de programme
JOSEPH, Jolette	Responsable Sécurité
LETANG, Gardy	RNP Aide Humanitaire
LEUENBERGER, Andreas	Chef, Finances, Personnel et Administration
LOTSCHER, Dorothée	Responsable de programme, CR
MANIGAT, Sabine	RNP Gouvernance et décentralisation
MATHURIN, Ginette	PARIS Planification/soft
MONDESIR, Jean-Philippe	Responsable Projet Risk
MONDESTIN, Samuel	RNP EPA
PHANORD, Claude	RNP Environnement et Agriculture
PHANORD, Kenise	RNP État de droit et Genre
STUDER, Martin	Responsable Programme PARIS
VIRCHAUX, Jean-Luc	Ambassadeur et Chef de la Coopération

Agence espagnole pour la Coopération et le Développement (AECID)

ALBA, Manuel	Chef de coopération adjoint
--------------	-----------------------------

Agence Française pour le Développement (AFD)

BONNEAU, Laurent	Chef de coopération
GAZON, Bénédicte	Directrice AFD

Ambassade des USA en Haïti

THOMAS, Jene	Director US AID
--------------	-----------------

Ambassade du Canada en Haïti

ROBERTS, Ivan	Chef de la coopération
---------------	------------------------

Banque Interaméricaine de Développement (BID)

DEMAIS, Gilles	Chef des opérations
----------------	---------------------

Conseil consultatif pour la Culture de l'APP

BÉLO	Musicien
CLERMONT PÉAN, Paula	Comédienne
LAHENS, Yanick	Écrivaine
MONIN, Pascale	Artiste peintre
THÉARD Marie-Alice	Galeriste

Délégation de l'Union européenne

SCALORBI, Massimo	Chef de la coopération
-------------------	------------------------

IDEA - International Institute for Democracy and Electoral Assistance

LASSEQUE, Marie-Laurence	Senior Programme Manager
--------------------------	--------------------------

UNICEF

VINCENT, Marc	Représentant
---------------	--------------

GOVERNEMENT HAÏTI - ORGANISATIONS PUBLIQUES et CIVILES HAÏTIENNES**Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP)**

MONROSE, Gregory Salomon	Directeur général
--------------------------	-------------------

Comité Interministériel de l'Aménagement du Territoire (CIAT)

ORIOU, Michèle	Directrice générale
----------------	---------------------

Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA)

ANGERVILLE, Ruth	Directrice des opérations
CHARLES, Regina	Coordinatrice générale

Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement (GAFE)

TILUS, David	Coordinateur
--------------	--------------

Institut National de la Formation Professionnelle (INFP)

BOUCICAULT, Lise	Directrice des opérations
------------------	---------------------------

Ministère de l'Agriculture (MARNDP)

AUGUSTIN, Garry	Directeur Innovation Agricole
SEVERIN, Arnoux	Directeur général

Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle (MENFP)

CADOR, Louis Marie	Directeur général
--------------------	-------------------

Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT)

SAINT NATUS, Jude Directeur général

Ministère du Plan et de la Coopération Extérieure (MPCE)

ANGLADE, Marc Direction de la coopération externe

BASTIEN, Franz Directeur de l'investissement public

BIENAIMÉ, Magalie Directrice générale

Réseau National de Défense des Droits de l'Homme

ESPÉRANCE, Pierre Directeur exécuti

Vétérimed

CHANCY, Michel Directeur

Annex 4 Agenda de la mission de terrain

L'agenda provisoire repose sur des échanges entre la DDC, le consultant international et l'Ambassade de Suisse à Port-au-Prince. Le Programme indicatif présenté ici-bas est une ébauche préliminaire qui sera confirmée dans le temps par les différents partenaires de l'évaluation.

Programme de la Revue par les pairs de la Stratégie de coopération suisse 14-17

Période : 31 octobre 2016 au 11 novembre 2016

Participants : Dominique Favre (pair), Sébastien Eugster (pair), Yvan Conoir (consultant – chef équipe), Paul Duret (consultant)

	Dominique Favre & Paul Duret	Sébastien Eugster & Yvan Conoir	Nota Bene	
	Equipe 1	Equipe 2	Opérationnel	Logistique
29.10 <i>week-end</i>				Conoir : 18h30 Arrivée (Delta) Nuit : Hotel Karibe
30.10 <i>week-end</i>	PM Rencontre équipe (Karibe) Soirée : Bienvenue avec Direction (Karibe)	PM Rencontre équipe (Karibe) Soirée : Bienvenue avec Direction (Karibe)		Eugster: 13h30 Arrivée (AA) Nuit : Hotel Karibe
31.10	09.00 – 10.00 : Briefing mission 10.00 – 12.00 : Echange avec Direction 13.00 – 15.00 : Revue Do- maine Gouvernance 16.00 – 18.00 : RdV Cana- da	08.00 – 09.00 : Briefing Sécurité 09.00 – 10.00 : Briefing mission 10.00 – 12.00 : Echange avec Direction 13.00 – 15.00 : Revue Do- maine Gouvernance 15.00 – 17.00 : Revue do- maine Reconstruction DRR	Briefing sécurité : Jolette Briefing mission : Staff APP Revue Gouvernance : Sabine, Kenise, Samuel et Claude Revue Reconstruction : Gardy, Martin, Ginette, Georges, Jacques- Philippe, Ivan	Favre : 10h30 Arrivée (7N743) Nuit : Hotel Karibe
01.11 <i>féried</i>	Terrain 06.00 – 08.00: Aller à Mi- rebalais 09.00 – 11.00: Fonkozé (PAPAH) 11.00 – 12.00 : Mirebalais – La Chapelle PM : PADL, PAISEP	Terrain 05.00 – 13.00 Aller à Forêt des Pins PM : Forêt Pin (PVB)	RNP accompagnateurs : Equipe 1- Samuel ; Equipe 2 - Claude	Nuit: Equipe 1 Verettes (Helvetas) ; Equipe 2 Parc (Helvetas)
02.11 <i>féried</i>	Terrain Artibonite (PADL et PAISEP)	Terrain AM : Forêt des Pins (PVB) 11.00 – 15.00: Aller à Jac- mel PM: Jacmel (RISK)	RNP accompagnateurs : Equipe 2 – swop Claude et Sabine à Jacmel	Nuit: Equipe 1 Verettes (Helvetas) ; Equipe 2 Jacmel
03.11	Terrain AM: SYFAAH (PAPAH) PM : Retour à PaP	Terrain 08.00 – 10.00: Jacmel (RISK) 10.00 – 15.00: Jacmel (GLoc) PM : Retour à PaP		Nuit : Maxime Hotel

	Dominique Favre & Paul Duret	Sebastien Eugster & YvanConoir	Nota Bene	
	Equipe 1	Equipe 2	Opérationnel	Logistique
04.11	AM : Terrain PaP (PARIS-CCR) PM : Briefing sur l'Ouragan-Matthew	AM : Terrain PaP (PARIS-CCR) PM : Briefing sur l'Ouragan-Matthew	RNP accompagnateur : Gardy	Nuit : Maxime Hotel
05.11 <i>week-end</i>	Libre	Libre		Nuit : Maxime Hotel
06.11 <i>week-end</i>	Libre	Libre		Nuit : Maxime Hotel

Projets à visiter sur le terrain		
Projet	Domaine STRACOH / Secteur	Mise en oeuvre
CCR Centre de Compétences Reconstruction	Reconstruction (Formation Professionnelle)	Directe AH
GLoc Gouvernance Locale (draft EM + explorations)	Gouvernance	-
PADL Programme d'Appui au Développement Local	Gouvernance (Eau Potable et Assainissement)	Helvetas
PAGAI Programme d'Appui à la Gouvernance Agricole Inclusive (EM +explorations)	Agriculture et Sécurité Alimentaire	-
PAISEP Programme d'Appui Institutionnel au Secteur de l'Eau Potable en milieu rural en Haïti	Gouvernance (Eau Potable et Assainissement)	DINEPA
PAPAH Programme d'Appui à la Production Agricole en Haïti	Agriculture et Sécurité Alimentaire	Desjardin International (ONG) ; Fonkoze (ONG) ; BID – CRS ; Ministère Agriculture
PARIS Programme d'Appui à la Reconstruction des Infrastructures Scolaires	Reconstruction (Education)	Directe AH
PVB Programme de Préservation et de Valorisation de la Biodiversité	Gouvernance (Environnement)	Helvetas
RISK Programme de gestion des risques	DRR	Directe AH
RIDEAU Projet d'Appui à IDEA Phase Unique	Gouvernance (Gouvernance Locale)	IDEA

Annex 5 Cadre de résultats de la stratégie de coopération

Mission de la SC 14-17 (finalité):

La Suisse contribue à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus pauvres (prioritairement rurales) et au renforcement de l'État de droit, par l'augmentation de la résilience des populations et de l'environnement ainsi que par la consolidation des institutions.

Indicateurs

Indice de développement humain – IDH ; indice corrigé par les inégalités ; indice genre. (Rapport annuel PNUD)

- IDH 2012 : 0.456 / rang 161 sur 186
- IDH Inégalité 2012 : 0.273 / rang 120
- IDH genre 2012 0.592 / rang 127

Institutionnel / Fragilité

- Proxy : rapport OCDE / New Deal Haïti et suivi annuel (éventuellement via G12+)
- Failed state index (www.fundforpeace.org) : 2013 = Position 8 (de 178) / 105.8 points, détérioration par rapport à 2012; 6 indicateurs (de 12) en alerte (*external intervention; poverty and economic decline; demographic pressure; public services; human flight; uneven development*)

Vulnérabilité environnementale : rapport entre catastrophes naturelles et évolution en % du PIB au niveau du secteur primaire (source combinée BRH et Direction de la Protection Civile)

2008	3 ouragans majeurs	- 7.43%
2009	pas d'événements majeurs	+ 5.22%
2010	(tremblement de terre)	+ 0.03%
2011	pas d'événements majeurs	+ 1.15%
2012	2 ouragans majeurs	- 2.18%

DOMAINE 1 : ÉTAT DE DROIT ET GOUVERNANCE		
Objectif du domaine: Renforcer l'État de droit et une gouvernance inclusive et performante		
(1) Effets directs du portfolio suisse	(2) Contribution du programme suisse (liens entre (1) et (3))	(3) Effets directs de développement et/ou humanitaire au niveau du pays
Effet 1 a. Les capacités de l'État sont renforcées et il assure plus efficacement son rôle de régulateur et fournisseur de services (spécifiquement eau potable et assainissement / EPA et aires protégées / AP) b. La participation de la population concernée à la gestion des systèmes EPA et des AP s'est améliorée Indicateurs 1 Nombre de laboratoires fonctionnels URD du Département du Milieu Rural de la DINEPA (DMR) 2 Dans les zones d'intervention, nombre de CAEPA et de CGAP mis en place de manière participative et selon les principes établis ; % de femmes membres et aux postes clés. 3 Taux de couverture EPA dans les zones d'intervention. Lignes de base 1 0 2 EPA : 4 CAEPA avec statut – 50% de membres féminins ; ANAP : 0 CGAP 3 La Chapelle 65% ; Savanette : 45% ; Verettes 10% Cibles 1a EPA = 11 1b ANAP : 1 plan gestion, 1 plan d'affaires 2a CAEPA = 28 ; CGAP = 100% reconnu (25) 2b 60% EPA, 35% CGAP 3 En 2015: La Chapelle: 82% ; Savanette: 57%; Verettes: 22%; (révision des cibles après 2015 selon PADL / EPA phase VI).	Liens: - La Suisse contribue à la mise en œuvre des politiques nationales sectorielles spécifiques à travers un renforcement de certaines institutions (DINEPA, ANAP) au niveau central et local, par l'augmentation des services de base en eau potable et assainissement et par une meilleure gestion des ressources naturelles, en particulier dans les aires protégées. - La promotion d'une gouvernance locale inclusive et participative permet de fournir une meilleure performance des services et favorise leur pérennité. Suppositions - Des actions pilotes de renforcement institutionnel local avec un accent spécifique sur la prestation de services ont le potentiel d'appuyer le processus de déconcentration / décentralisation Risques, défis - La volonté politique de s'engager dans le processus de déconcentration / décentralisation et de responsabiliser les populations locales dans le développement reste faible - La population est réticente pour contribuer au financement des services - Le faible niveau de ressources des structures déconcentrées / décentralisées et les changements fréquents des personnes responsables	Effet 1 La modernisation de l'administration centrale, de l'administration déconcentrée et la déconcentration / décentralisation mise en marche (PSDH – Refondation institutionnelle de l'État) Indicateurs Général : a. Nombre de services déconcentrés / décentralisés et effectifs dans les arrondissements pilotes de Belle Anse et Bainet (axes 3 et 4 du Programme cadre de réforme de l'État 2012-2017 ; PSDH 4.4 / 4.5) EPA : b. Nombre de CAEPA reconnus ayant mis en place un système de performance et de qualité et encadrés par les URD c. Couverture des besoins (% accès à eau potable et à l'assainissement) : objectifs du millénaire auxquels l'État haïtien a souscrit (horizon 2015, à mettre à jour ensuite) Aires Protégées d. Mise en place du SNAP : formalisation légale de l'ANAP et nombre d'aires protégées légalement confirmées Ligne de base a. 0 b. 54 / 200 CAEPA ont signé un contrat de délégation ; 0 paient des redevances à la DINEPA ; 21 / 80 transmettent les informations SISKLOR c. Eau potable 64% ; assainissement 26% (rapport OMS 2013, données 2011) d. Existence d'une direction des aires protégées au niveau MDE et d'une liste d'identification des aires protégées Cibles¹ a. 3 pôles de développement avec services déconcentrés et décentralisés fonctionnels (PSDH) b. 200 CAEPA sont reconnus et ont signé un contrat de délégation avec la DINEPA c. Eau potable 81% ; assainissement 61% (OMD Haiti 2015) d. En 2015 : 100% des aires protégées prévues sont effectivement mises en place et fonctionnelles (PSDH, cadre de croissance accélérée, 1.2.2) ; autonomisation de l'ANAP

1 Le Gouvernement a défini des valeurs cibles jusqu'à 2015. Il définira les nouvelles cibles en 2015 pour 2017

<p>Effet 2 Les capacités des institutions de promotion et de protection des droits humains sont renforcées et les populations vulnérables sont mieux en mesure de revendiquer leurs droits</p> <p>Indicateurs :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Perception de la population (h/f, catégorie d'âge) d'avoir une meilleure base pour revendiquer leur droit de citoyen(ne) 2. Nombre de détenu(e)s (h/f, jeunes) qui bénéficient d'un processus selon les normes établis ; nombre de cas soutenus par le CICR et des partenaires de droits humains 3. Nombre des femmes qui ont bénéficié d'un appui et d'une assistance légale après avoir été victimes de violence <p>Lignes de base / Cibles Seront précisées dans le cadre de l'élaboration des entrées en matière en 2014</p>	<p>Liens:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La collaboration de la DDC avec les partenaires (nationaux et internationaux) actifs dans la promotion des droits humains favorise une meilleure connaissance des droits et devoirs au niveau des citoyen/nes et améliore le respect des droits fondamentaux <p>Risques, défis:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Volonté politique faible de s'attaquer à des problèmes de fond dans le système juridique et judiciaire - Peu d'institutions spécialisées dans la défense de droits humains - Société civile faible, peu structurée, avec peu de pouvoir revendicatif - Culture de l'impunité 	<p>Effet 2 État de droit renforcé par le biais d'institutions démocratiques nationales fonctionnelles, l'égalité des chances et un meilleur respect des droits humains</p> <p>Indicateurs</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Nombre / % femmes dans le gouvernement, le parlement et les collectivités territoriales b. Office de la protection du citoyen (OPC) : PSDH, 4.2.3 c. Détention préventive (Plan stratégique Min. Justice) d. Deuxième plan national de lutte contre les violences spécifiques faites aux femmes (PSDH 3.9) <p>Lignes de base</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Gouvernement : 8 femmes ministres / 24 postes ; 1 femme secrétaire d'Etat sur 11 postes (juin 2013) ; Chambre des Députés 5 sur 99 ; Sénat 0 sur 30 ; 68 femmes / 420 membres de cartels de mairie ; 13 femmes / 448 membres de cartels de CASEC (source MICT). b. OPC : Loi organique et 9 agents spécialisés dans 14 juridictions des tribunaux de première instance c. 85% de la population en prison sans jugement (Plan stratégique Min. Justice) d. 190 cas de violence envers femmes / filles par mois rapportés, dont 6 meurtres (période avril-juin 2013 ; source PNH / MINUSTAH – protection) <p>Cibles</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Quota genre / constitution 1987 amendée 2012, article 17.1 : 30% b. OPC : Code d'éthique, manuel de procédures existant ; bureaux régionaux construits dans les 12 pôles régionaux de développement c. MJSP plan 2016 : Taux de la détention préventive réduit à moins de 65% à Port au Prince et à moins de 20% dans les régions d. Pas établi
--	---	--

(4) Lignes d'intervention:

Services de base :

Les interventions sont ciblées sur quelques secteurs dans lesquels la performance des institutions

Dans le secteur de l'EPA :

- Poursuivre et renforcer les appuis à la DINEPA pour améliorer les performances et ancrer les activités dans le système institutionnel national.
- Promouvoir et développer les services durables à la population par la conception, la réalisation et la gestion de systèmes d'approvisionnement en eau potable et assainissement (dans 3 communes d'intervention).

Dans le secteur des aires protégées :

- Poursuivre et renforcer les appuis institutionnels à l'ANAP (mécanismes et outils de gestion du SNAP).
- Poursuivre et développer les actions de protection et de gestion de la Forêt des Pins (Unité 2) via des processus participatifs.
- Renforcer les capacités des acteurs compétent de la gestion de la Forêt des Pins (Comité de gestion du parc, autorités locales, population dans et autour de la réserve) dans le domaine de la réduction des risques et désastres (Ø domaine 3)

Approches :

- Dialogue politique régulier et renforcé – de concert avec les principaux PTF – avec les institutions nationales
- Mettre en valeur les expériences / bonnes pratiques développés sur le terrain (capitalisation) en vue de leur réplique
- Encourager le processus de décentralisation et la mise en place d'une gouvernance locale concertée
- Mettre l'accent plus particulièrement sur le renforcement des capacités des acteurs locaux et la responsabilité citoyenne
- En concertation avec d'autres bailleurs, un appui à la réforme de l'État (programme cadre du OMRH) pourra être envisagé

État de droit (ce sous-domaine est à développer) :

Les interventions dans ce domaine seront concentrées sur les droits civiques et les droits humains (avec un accent spécifique en faveur des femmes et des mineurs ainsi que la lutte contre l'impunité / travail sur la mémoire)

- Poursuivre le financement des activités du CICR qui est actif au niveau des centres de détention
- Préparer la contribution / l'appui à des initiatives de lutte contre la violence envers les femmes
- Examiner un appui à des organismes de défense des droits humains (OPC, RNDDH, Centre Œcuménique des Droits Humains, Collectif contre l'impunité ou autre)
- Examiner un appui à l'Office National d'Identification pour la mise en œuvre de son plan directeur
- Examiner une extension de collaboration avec IDEA pour renforcer la représentation féminine dans les structures politiques et la fonction publique
- Examiner un appui à une plateforme de la société civile

Approches :

- Prendre comme orientations les observations et recommandations de l'Examen périodique universel (EPU) et de son adaptation par l'État haïtien (premier EPU fait en octobre 2011; prochain prévu pour octobre 2016)
- Idem concernant les observations et recommandations de l'expert indépendant de l'ONU sur la situation des droits de l'Homme
- Développer des partenariats avec des institutions internationales et surtout nationales (étatiques et de la société civile) et appuyer leurs initiatives tout en étant clairement et fortement associé aux mécanismes de pilotage des actions
- Approfondir la connaissance / compréhension de la problématique et des acteurs pour fixer des priorités pragmatiques sur le moyen terme

(5) Ressources et partenariats:

Moyens financiers : 27 Mio CHF (AH 2 Mio, CR 25 Mio)

Formes de coopération : mandats (projets de services avec focus géographique) et contributions (programmes d'entités nationales / internationales)

Principaux partenaires :

- Ministères spécifiques et organismes affiliés : a) services de base : DINEPA, Min. environnement et ANAP, Min. agriculture, Min. intérieur et collectivités territoriales, CIAT ; b) Etat de droit : ONI, OPC, Min. Justice
- Organismes nationaux : a) autorités locales, communautés ; b) organisations de la société civile (associations, groupements, organisations, ONG)
- PTF ou organisations à caractère international : a) services de base : BID, AECID, GIZ, PNUD-PNUE ; b) Etat de droit : BID, PNUD, ONU-Femmes, OEA, CICR, ACIDI, IDEA, Viva Rio

DOMAINE 2: AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE		
Objectif du domaine: Augmenter la résilience et la sécurité alimentaire des communautés rurales par la diversification et l'adaptation des systèmes de production et par de l'aide alimentaire ciblée, en portant une attention particulière aux besoins spécifiques des femmes		
(1) Effets directs du portfolio suisse	(2) Contribution du programme suisse (liens entre (1) et (3))	(3) Effets directs de développement et/ou humanitaire au niveau du pays
<p>Effet 1 : La sécurité alimentaire et les revenus des exploitations agricoles sont améliorés à travers le développement de filières de production durable (y inclus des actions post-récoltes)</p> <p>Indicateurs : 1. Dans les filières appuyées : % d'augmentation des niveaux de dépenses des familles directement touchées (source : CNSA – ENSA et suivis annuels, analyses spécifiques des données collectées par CNSA) 2. Evolution de la production agricole (filières appuyées) : % d'augmentation de productions agricoles spécifiques (tubercules, autres) dans les communes d'intervention (source : CNSA, évaluation annuelle campagne agricole)</p> <p>Lignes de base 1. Dépenses moyennes mensuelles per capita des ménages : 2'396 HTG (CNSA, ENSA 2011), 2. Production agricole 2012-13 : igname = 298'400 tonnes ; tubercules = 1'136'000 Tonnes ; environ 12% de moins par rapport à 2011-12 (source : CNSA, évaluation campagne agricole 2012)</p> <p>Cibles (à prédire en fonction des actions qui seront effectivement engagées) 1. Progression annuelle au moins 10% 2. Augmentation de 15% d'ici 2016 (PRA 2013-2016)</p>	<p>Liens : - Le renforcement des filières ciblées (produits vivriers et de rente), à travers un accent sur les goulots d'étranglement dans la chaîne de valeur, permet aux exploitations familiales d'améliorer leur sécurité alimentaire et/ou d'augmenter leurs revenus - Des actions spécifiques de développement des compétences professionnelles visant les producteurs agricoles et les artisans ferblantiers (silos) ainsi qu'une logique d'orientation « marché » contribuent à la pérennisation des améliorations</p> <p>Risques, défis : - Faible présence en milieu rural de structures (notamment étatiques mais aussi privées) d'appui au monde paysan et à l'agriculture - Organisations paysannes agricoles peu solides et peu / pas de structures faitières d'organisations de producteurs - Intérêts oligopolistiques contradictoires dans les filières de produits de rente - Tradition d'approche « projet » dans le domaine post-récolte - Risques climatiques (tempête, sécheresse)</p>	<p>Effet 1: a) L'autosuffisance alimentaire et les exportations agricoles ont augmenté par l'accroissement de la productivité agricole et la promotion de l'agro-industrie (PRA 2013-2016) b) Les productions agricoles et pastorales évoluent dans une dynamique ascendante (PSDH, cadre croissance 2013-2015, 2.2.1)</p> <p>Indicateurs (à confirmer en 2014, selon collaboration avec CNSA) A. Proxy : exportations annuelles secteur primaire versus importations produits alimentaires ou parts de ces exportations / importations dans les totaux respectifs (données BRH) B. Proxy : variation annuelle PIB du secteur primaire et part dans le PIB national ou variation annuelle PIB secteur primaire / variation annuelle PIB (données IHSI)</p> <p>Ligne de base A. Juin 2012 : 25,16 Mio USD versus 555,42 Mio USD d'importation des produits alimentaires ou 3.3% des exportations totales versus 20.9% des importations B. 2011-2012 : -2.2% / 22.6% ou -0.78</p> <p>Cibles A. Aucune fixée (indication : en 2016, accroissement des exportations agricoles d'au moins 40% de 38,74 Mio USD de 2009-2011 ; source PRA 2013-2016) B. Aucune fixée (indication : en 2016, augmentation du PIB agricole de 5.6%, (PIB agricole = 26-26.7% du PIB total)</p>

<p>Effet 2 : Dans des régions ciblées, l'Etat accroît ses capacités de prévention et de gestion des crises alimentaires (inclus aide alimentaire) et l'accès de la population rurale aux services agricoles est amélioré.</p> <p>Indicateurs:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Stratégie(s) et mécanismes disponibles au niveau des filières ciblées (igname/ tubercules ; autres) 2. Nombre de fournisseurs de services de crédit et d'assurance agricole ; nombre de personnes (hommes/femmes) qui ont accès au crédit / assurance agricole ; évolution du volume financier des prêts) 3. Pourcentage de la population en situation d'insécurité alimentaire (source CNSA) <p>Ligne de base</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Plan de relance agricole 2013-2016 = 0 pour les tubercules ; 0 pour les huiles essentielles 2. 4 institutions financières, crédit pour 3'800 agriculteurs ; volume financier = 3.3 mio. USD (mars 2013); assurance agricole = 0 (source : SYFAAH) 3. 2013 : Sud : 22%, Sud-Est : 35%, <p>Cibles</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. 2017 : 2 à 3 plans stratégiques 2. 6 institutions financières additionnelles, A préciser en 2014 avec SYFAAH / MARNDR 3. 2017 : < à la moyenne nationale 	<p>Liens: La Coopération suisse contribue au renforcement des services à disposition du monde rural. Les services sont fournis par différents prestataires (étatiques et privés) dans un cadre réglementaire et normatif défini. Ceci permet une bonne adaptation aux contextes locaux et une amélioration sensible de la qualité des prestations en veillant à l'articulation entre l'offre et la demande.</p> <p>Via la CNSA, un monitoring efficace et régulier de la situation alimentaire est réalisé, ce qui améliore la gestion prévisionnelle et immédiate de l'aide alimentaire.</p> <p>Risques, défis:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le MARNDR ne maintient pas sa dynamique actuelle de « relance » (de la production et du ministère) - La récurrence des catastrophes naturelles impacte fortement les productions agricoles - Les appuis externes ne couvrent pas suffisamment les besoins en aide alimentaire - Réticence des institutions au financement du crédit agricole - Catastrophes naturelles et déficit d'expérience dans le système d'assurances 	<p>Effet 2a – Prestations aux agriculteurs Les producteurs et les productrices ont un meilleur accès au conseil agricole, aux matériels et intrants agricoles et au financement (crédit + assurance) (PSDH, cadre de croissance 2013-2015, 2.2.2)</p> <p>Effet 2 b – Gestion des crises alimentaires L'état améliore ses capacités de prévention des crises alimentaires et maintient l'équilibre des prix sur le marché (Commission de stabilisation de prix – Conseil du département économique et social CDES)</p> <p>Indicateurs</p> <ol style="list-style-type: none"> A. Nombre des stratégies nationales et plans opérationnels pour un meilleur accès existants dans les filières identifiées (PSDH, cadre de croissance 2013-2015, 2.2.1 b) B. Système de crédit agricole rénové et avec une base légale (SYFAAH MARNDR/ACDI) C. La stabilité de 5 produits alimentaires de base : riz, maïs, farine, huile de cuisine, haricot (observatoire MARNDR, CNSA) D. Evolution de la prévalence de l'insécurité alimentaire élevée au niveau du pays <p>Ligne de base</p> <ol style="list-style-type: none"> A. A. 0 B. 2013 : phase pilote SYFAAH dans 2 départements (Ouest, Artibonite) ; à mettre à jour ensuite avec phase II du SYFAAH C. Coût réel panier alimentaire 2011-2013 : 450-500 HTG / mois D. A préciser en 2014 selon dernière enquête CNSA) <p>Cibles</p> <ol style="list-style-type: none"> A. 2015 : 15 (PSDH, cadre de croissance, 2.2.1 b) B. SYFAAH : 10 départements (départ. du pays) C. Coût réel panier alimentaire 2011-2013 : < 450 HTG / mois D. Pas de cible spécifique fixée
<p>(4) Lignes d'intervention:</p> <p>Relance agricole et filières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vulgariser des innovations technologiques (à travers des échanges et le réseautage avec des partenaires régionaux; ex. Red SICTA). - Promouvoir le développement de services privés d'appui à l'agriculture (financement, vulgarisation, intrants etc.), avec un accent particulier sur la promotion des micro-entreprises gérées par des femmes - Améliorer le stockage des récoltes par la promotion de technologies simples de conservation des grains (vulgarisation des silos métalliques). - Faciliter la structuration et l'organisation de certaines filières de production agricole de rente de manière équitable (selon les principes du commerce équitable) - Renforcement des capacités des acteurs, en particulier, les femmes impliquées dans les filières <p>Gouvernance du secteur et Sécurité alimentaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consolider le système d'information et de suivi sur la sécurité alimentaire (CNSA). - Renforcer les capacités des instances déconcentrées du ministère de l'agriculture (niveaux communal et départemental). - Participer aux efforts de l'Etat et de la communauté internationale en cas de crise alimentaire aiguë (contribution au PAM, distribution de lait en poudre à travers ONG-CH) <p>Autres (à développer éventuellement durant la période 2014-2017)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui ciblé aux femmes très vulnérables, filières production animale (en coopération avec Fonkoze) - Appui aux innovations techniques du Ministère (p.ex. production de semences – en coopération tripartite avec le Mexique) - Contribuer à aborder le problème foncier 		
<p>(5) Ressources et partenariats :</p> <p>Moyens financiers : 17 mio. CHF (AH 7 mio, CR 10 mio.)</p> <p>Formes de coopération : Contributions (mandats éventuels à développer)</p> <p>Principaux partenaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les organisations de producteurs et leurs filières - le MARNDR et les institutions qui lui sont rattachées, en particulier la CNSA (éventuellement les universités / agronomie) - certains PTF's spécifiques tels la BID, l'ACDI, l'AFD, la FAO, le PAM - le secteur privé (PPDP avec Firmenich) ; indirectement institutions de micro-finance, prestataires de services agricoles - les ONGs nationales prestataires de services aux agriculteurs - les ONG suisses impliquées dans la distribution du lait en poudre 		

DOMAINE 3 : RECONSTRUCTION ET REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES		
Objectif du domaine: Consolider l'effort de reconstruction parasismique et anticyclonique et augmenter la résilience des populations et de l'environnement face aux risques de catastrophes liés aux dangers naturels		
(1) Effets directs du portfolio suisse	(2) Contribution du programme suisse (liens entre (1) et (3))	(3) Effets directs de développement et/ou humanitaire au niveau du pays
<p>Effet 1 : Les institutions nationales sont capables de promouvoir et faire appliquer des normes / standards de construction parasismique et anticyclonique</p> <p>Indicateurs : 1. a) Nombre de plans types d'écoles validés par le MENFP / MTPTC et b) évolution du rôle de la DGS dans l'analyse / approbation des dossiers de construction d'écoles 2. Nombre de salles de classes construites aux normes parasismiques et anticycloniques (selon des plans-types officialisés) par a) DDC b) d'autres acteurs 3. Nombre d'institutions de formation professionnelle officiellement agréées ayant intégré des cours de construction parasismique / maçonnerie chaînée dans leurs programmes et nombre de professionnels (hommes / femmes) ayant suivi les programmes et obtenu un certificat de l'INFP</p> <p>Ligne de base 1. 2013 : a) 3 plans-types validés et b) à préciser en 2014 dans le cadre de PARIS / pilotage II 2. a) 22 salles de classes DDC ; 0 autres acteurs 3. 2013 : 0 centres ayant intégré un cours de maçonnerie chaînée ; 1'000 maçons certifiés (500 directement par CCR/DDC, 500 par autres institutions)</p> <p>Cibles 1. A préciser en 2014 dans le cadre de PARIS / pilotage II 2. 2017 : 101 salles de classes DDC, b) au moins 100 salles de classes externes 3. 2017 : 2 à 4 centres de formation professionnelle accrédités par l'INFP et appuyés par la CR et 10 autres centres accrédités INFP non directement appuyés intègrent des cours de construction parasismique / maçonnerie chaînée dans leurs programmes ; 3'000 maçons ont obtenu un certificat de l'INFP</p>	<p>Liens : - En parallèle à la reconstruction directe d'écoles (prioritairement publiques), des appuis institutionnels spécifiques de la DDC au MENFP renforcent ses capacités de régulation des constructions scolaires ; approche similaire concernant les petits bâtiments (maisons) avec le MTPTC et l'INFP - Des partenariats stratégiques avec des PTF's influents (notamment BID, BM, UN-Habitat) facilitent la prise d'influence sectorielle et les effets leviers - Les appuis aux autorités nationales compétentes dans la vulgarisation des normes et la diffusion d'informations préventives auprès du grand public et/ou des acteurs sectoriels spécifiques contribuent significativement à la mise en application des réglementations (renforcement institutionnel) et à la sensibilisation générale (prévention)</p> <p>Risques, défis : - Faiblesses et/ou inertie des structures étatiques concernées - Faibles mises en application des normes / procédures / réglementations - Mauvaise intégration des nouveautés par les acteurs concernés (lacunes techniques, trop faibles plus values économiques, aspects socioculturels, etc.)</p>	<p>Effet 1 a) Les nouvelles constructions scolaires tiennent compte des normes parasismiques et anticycloniques en vue de réduire les risques liés aux catastrophes naturelles (MENFP, PO 2010-2015, 3.4). b) Les populations ont un meilleur accès aux informations clés pour construire mieux leur logement (MTPTC, stratégie de communication, 2013) c) Dispositif de gouvernance de la formation professionnelle institué avec implication des acteurs sociaux et économiques (PO MENFP 2010-2015, objectif 1)</p> <p>Indicateurs A. Nombre de salles de classe dans le secteur public construites selon les normes et procédures B. Nombre de centres de ressources communautaires diffusant les normes de construction pour les petits bâtiments C. Nouveau cadre d'orientation pour la formation technique et professionnelle (PO MENFP 2010-2015, objectif 1, résultat 1, observation spécifique sur le secteur de la construction)</p> <p>Ligne de base A. 300 salles de classes B. 2013 : 4 centres de ressources communautaires actifs C. Processus d'élaboration d'un nouveau cadre en cours et secteur construction ciblé prioritairement</p> <p>Cibles A. 2015 : 6'170 salles (préscolaire et fondamental) construites (PDSH, 3.2.1, pas de spécification concernant les standards) B. 12 centres de ressources communautaires opérationnels dans 12 communes assurant la diffusion d'informations aux populations (MICT) C. Pas de cible fixée à date</p>

<p>Effet 2 : Dans des zones ciblées, la résilience des populations face aux dangers naturels a augmenté comme résultante du renforcement des acteurs nationaux et locaux</p> <p>Indicateurs</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de partenaires a) stratégiques publics / régulateurs, b) PTF's spécifiques et c) opérationnels non-publics appliquant les outils développés par le CCR+R 2. Part de la population dans les zones d'influence du projet qui applique les outils développés par le CCR+R (différenciation hommes / femmes) 3. Les dégâts liés aux catastrophes naturelles diminuent dans les zones cibles <p>Ligne de base</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. 0 2. 0 3. A préciser en 2014 dans le cadre logique CCR+R <p>Cibles (à confirmer dans le cadre logique CCR+R)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. 1-2 institutions publiques (dont DPC) ; 1-2 PTF's (dont PNUD) ; 4-6 partenaires opérationnels non-publics (dont Helvetas-IC et Fonkoze) 2. 40% de la population cible 3. L'ampleur des dégâts liés aux catastrophes naturelles a diminué d'au moins 20% 	<p>Liens :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le développement de produits spécifiques de sensibilisation / information du grand public, le développement d'outils de travail / méthodologiques appropriés (inclus des logiques de formation) et la recherche de partenariat avec des institutions nationales (DPC p. ex.) / internationales (PNUD p. ex.), la sensibilisation des populations face aux dangers et la qualité des mesures de mitigation sont améliorées et contribuent à limiter les impacts négatifs (humains et, dans une moindre mesure, environnementaux) <p>Risques, défis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Difficultés à trouver / mettre en place des « ancrages institutionnels » constructifs sur le moyen et long terme, faiblesses et/ou inertie des structures étatiques concernées - Conflit potentiel entre logiques résultats de court terme et qualité long terme (ex. cash for work) - La récurrence et la violence des catastrophes naturelles impactent trop fortement les personnes et l'environnement 	<p>Effet 3 : La capacité de composer avec les effets néfastes des pluies et des cyclones a augmenté (PSDH, cadre de croissance accélérée 2013-2015, 1.3.4)</p> <p>Indicateurs</p> <ol style="list-style-type: none"> A. Existence de mesures de mitigation des risques et de réduction de la vulnérabilité (PSDH, cadre de croissance accélérée 2013-2015, 1.3.4) B. Pertes consolidées (victimes, bétail et maisons détruites) vs nombre d'événements désastreux ayant occasionné l'activation du COUN réduites C. Existence d'une base de données à référence spatiale sur le profil des zones à risque (PSDH, 1.1.5) <p>Ligne de base</p> <ol style="list-style-type: none"> A. 2013 : 30% des mesures réalisées B. 2012 : 78 morts, 63 blessés, 23 disparus, 7279 maisons détruites/ 2 phénomènes dont un ouragan et une tempête ayant entraîné l'activation du COUN C. 2013 : 0 <p>Cibles</p> <ol style="list-style-type: none"> A. 2015 : 100% des mesures réalisées (PSDH, 1.1.5) B. Réduction des victimes (pas de cibles quantifiées) C. 2014 : 1 base de données
<p>(4) Lignes d'intervention:</p> <p>Reconstruction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Poursuite de la reconstruction directe d'écoles (prioritairement publiques) accompagnée d'appuis institutionnels spécifiques au Ministère de l'éducation renforçant son rôle de régulateur en la matière - Valorisation et ancrage institutionnel des expériences et compétences accumulées dans les programmes CCR et PARIS - Prolongement / institutionnalisation des actions antérieures en développement des compétences professionnelles (maçonnerie, métiers du gros-œuvre de la construction), et en promotion des bonnes pratiques de construction parasismique et complémentarité / recherche de synergies / prise de relai AH / CR (<i>comprehensive approach</i>) <p>Réduction des risques de catastrophes : (en développement dans la proposition de crédit du CCR+R)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une composante « risques » développée dans le Centre de Compétence Reconstruction de l'AH capitalise sur les acquis méthodologiques et institutionnels antérieurs et via une approche similaire produit des effets systémiques ancrés dans les institutions nationales en matière de prévention des risques de catastrophes liés aux dangers naturels - Le portfolio des projets sera systématiquement analysé en vue d'une intégration de l'aspect RRD là où cela s'avère pertinents. 		
<p>(5) Ressources et partenariats:</p> <p>Moyens financiers : 23 mio. CHF (AH 21 mio. ; CR 2 mio.)</p> <p>Formes de coopération : Projets directs (AH), contributions</p> <p>Principaux partenaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministères spécifiques et organismes affiliés : <ul style="list-style-type: none"> - reconstruction : Min. éducation, Min. travaux publics (et Unité de construction de bâtiments et logements publics) - réduction des risques : SNGRD (en particulier DPC) - les collectivités locales : mairies et conseils d'administration des sections communales - communautés et organisation locales (pour réduction des risques surtout) - certains PTF's spécifiques tels la BID, la BM, le PNUD, UN-Habitat, BIT, OCHA, UNICEF, PAM, ACDI, UE, Norvège 		

Mise en œuvre du programme

OBJECTIF	
Développer et mettre en œuvre le programme de manière efficace, durable et sûre en prenant en compte la fragilité du contexte et des aspects genre.	
Effets	Résultats attendus (indicateurs)
La Suisse contribue à une meilleure coordination et une plus grande efficacité de l'aide dans le pays.	<ul style="list-style-type: none"> • Accord cadre de coopération avec l'Etat haïtien signé • Rôle actif mais pragmatique de la DDC dans le G12+ : prise en compte de la fragilité de manière plus explicite (y inclus promotion du CSPM y du « New Deal on Engagement in Fragile States ») • Participation pragmatique au CAED (ou autre mécanisme de coordination globale de l'aide externe des autorités haïtiennes) : prise en compte des orientations nationales dans les actions appuyées par la DDC, s'assurer que les informations sur le programme DDC sont reflétées correctement et à jour dans les statistiques nationales de l'aide externe • Participation active dans 3 à 5 tables sectorielles thématiques (ou à défaut « groupes sectoriels » PTF's) en lien avec le portfolio ; prise de lead dans l'une d'entre elles à partir de 2015 • MoU avec les ministères sectoriels concernés par les projets mis en œuvre et/ou par des appuis directs • Renforcement des relations avec les ONG suisses : contacts bilatéraux réguliers ; au moins 1 rencontre annuelle (en coopération avec la PFHS)
Le programme est sensible à la fragilité, n'accroît pas les potentiels de conflit et s'assure au mieux de la durabilité des actions.	<ul style="list-style-type: none"> • « Fragility assessment » réalisé de manière pragmatique et en concertation avec le G12+ (ou certains PTF's membres), outil de suivi conjoint de la situation existant et à jour • Ligne d'action Etat de droit / droits humains développée : 1 à 2 entrées en matière en 2014 ; 1 à 2 demandes de crédits (chacune à plusieurs composantes) en 2015 • CSPM : formation du personnel (puis des partenaires), outils et processus stratégiques / opérationnels internes développés et appliqués, prise en compte dans les démarches PCM • Suivi explicite des « scénarios » (voir annexe 1) et mise en cohérence des MERV à réaliser 4 fois par an ; ajustements stratégiques / opérationnels éventuels du cadre de mise en œuvre • Partenariats diversifiés établis et dynamiques (effets leviers, mitigation de risques) : collaborations stratégiques avec 2 à 3 PTF's (BID et 2 autres) formalisées et fonctionnelles ; idem pour des partenariats avec 2 à 3 organisations de la société civile nationale (éventuellement en « tandem » avec des organisations société civile internationale (ex. IDEA) • « Comprehensive approach » : harmonisation et synergies entre les programmes AH et CR ; recherche de prises de relais AH & CR, notamment en matière de développement des compétences professionnelles ; collaborations avec DSH • Stratégie prudente de communication
Le programme est sensible au genre	<ul style="list-style-type: none"> • Point focal et cadrage stratégique genre du programme mis en place ; améliorations des compétences du personnel • Tous les projets fournissent des données différenciées relativement au genre • Action(s) spécifique(s) « genre » (probablement sur la problématique de la violence faite aux femmes) engagées dans la ligne d'action Etat de droit / droits humains
Les conditions internes de travail sont adéquates et motivantes	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité : dispositif de suivi / gestion / prise en charge amélioré (incidents de sécurité et management spécifique) • Sondages annuels internes sur les conditions d'emplois, « évaluation 360 degrés » chaque année pour les membres de la direction de l'Ambassade intégrée ; durées des engagements • Nombre de processus de formation continue des collaborateurs

Annex 6 Données statistiques de base

Tool 121b: Basic Statistical Data		Consultant
Purpose	Compilation of basic information with relevant macro data at country level	
Process (responsibility)	Preparatory phase: Document study, elaborate summary in inception report (Consultant)	
Data sources	See below	

Haïti				
	2000	2005	2010	2015
GDP / capita in PPP terms (USD)	1,380	1,390	1,470	1,762
GDP growth rate	0.875	1.79	-5.5	1.65
Poverty 1.90 USD (PPP) / day (%)	-	55.6 (2001)	-	53.9 (2012)
FDI Flow (inward and outward) US\$ mio	13↓0↑	26↓0↑	178↓0↑	99↓0↑ (2014)
FDI Stock (inward and outward) US\$ mio	- 95↓2↑	- 151↓2↑	- 649↓2↑	- 1209↓2↑ (2014)
ODA / capita (current USD)	24.3	45.9	304	102 (2014)
Swiss aid inflows (mio. CHF)				10,8 (2015)
Unemployment rate (% of labor force)	7.2	7.4	8.1	6.8 (2014)
HDI	0.442	0.455	0.471	0.483 (2014)
Maternal mortality ratio (per 100,000 live births)	505	459	369	359
% of seats held by women in nat. parliament	-	3.6	11.1	4.2
Gini coefficient	59.5 (2001)	-	-	60.8 (2012)
Corruption Perception Index (TI) (0 worst, 10 best)	-	1.8	2.2	1.7
Bertelsmann Transformation Index - Status Index (1 worst, 10 best)* - Management Index (1 worst, 10 best)**	Status Index: 3.4 (2003) Management Index: 2 (2003)	Status Index: 3.28 (2006) Management Index: 2.84 (2006)	Status Index: 4.5 Management Index: 4.8	Status Index: 3.5 (2016) Management Index: 3.4 (2016)
Estimated adult (15 – 49) HIV prevalence (%)	3.2	2.4	2.1	1.9 (2014)

Haïti				
	2000	2005	2010	2015
CO ₂ emission / capita in tons	0.16	0.224	0.212	0.218 (2011)

Les statistiques de base d'Haïti illustrent très clairement l'impact du séisme de 2010. Le taux de croissance du PIB, qui a connu une croissance modeste entre 2000 et 2005, a chuté de plus de 5% en 2010. En 2015, il a augmenté à 1,76%. Le montant de l'APD versée par habitant a aussi augmenté à la suite du séisme, de 45,9 USD par habitant en 2005 à 304 USD par habitant en 2010. En 2014, cette aide est revenue à un niveau de 102 USD par habitant, démontrant l'importance de l'aide humanitaire et reconstruction post-séisme.

Cependant, les données démontrent aussi des améliorations dans le domaine de la santé : la prévalence du VIH a diminué auprès des adultes Haïtiens de 3.2% en 2000 à 1.9% en 2014. En outre, le ratio des décès maternels (pour 100 000 naissances vivantes) a diminué de 505 décès en 2000 à 359 en 2014.

Au niveau de la gouvernance, il y a encore du travail à faire pour lutter contre la corruption : l'indice de perception de la corruption s'est empiré de 1.8 en 2005 à 1.7 en 2015 sur un niveau maximal de 10. De plus, le Bertelsmann Transformation Index (BTI) qui évalue la transformation à la démocratie et l'égalité du marché a diminué suite à la période post-séismique, après avoir augmenté entre 2005 et 2010.

Par ailleurs, le niveau d'inégalité demeure très élevé. Le coefficient de Gini a augmenté légèrement entre 2001 et 2015. Pourtant, le ratio de la population pauvre disposant de moins de \$1,90 par jour (2011 PPA) a légèrement diminué, passant de 55,6% en 2001 à 53,9% en 2012.

Sources:

GDP/capita in PPP terms (USD):

<http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.PP.CD?locations=HT>

GDP growth rate:

<http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=HT&page=4>

Poverty 1 USD (PPP) / day (consumption based):

<http://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.DDAY?locations=HT>

FDI Flow and Stock: <http://unctadstat.unctad.org/TableView/tableView.aspx>

Trade: SECO/OSEC

ODA / capita: <http://data.worldbank.org/indicator/DT.ODA.ODAT.PC.ZS?page=4>

Swiss aid inflow:

<http://www.deza.admin.ch/de/Home/Dokumentation/Publikationen/Jahresberichte/Archiv/Jahresberichte>

Unemployment rate (% of labor force):

<http://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.ZS?page=4>

HDI: <http://hdr.undp.org/en/data>

Maternal mortality ratio: <http://data.worldbank.org/indicator/SH.STA.MMRT>

% of seats held by women in nat. parliament:

<http://data.worldbank.org/indicator/SG.GEN.PARL.ZS?locations=HT>

Ginicoefficient: <http://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI?locations=HT>

Corruption Perception Index: <http://www.transparency.org/research/cpi/>

Bertelsmann Transformation Index: <http://www.bti-project.org/en/reports/country-reports/detail/itc/hti/ity/2010/itr/lac/> + http://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2006/pdf/BTI_2006_Haïti.pdf

+http://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2006/pdf/BTI_2003_Haïti.pdf

HIV prevalence: <http://data.worldbank.org/indicator/SH.DYN.AIDS.ZS?locations=HT>

CO₂ emissions / capita:

<http://data.worldbank.org/indicator/EN.ATM.CO2E.PC?locations=HT>

Annex 7 Synthèse des résultats par domaine

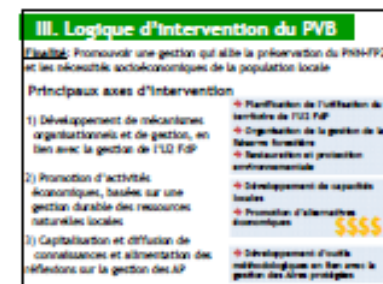
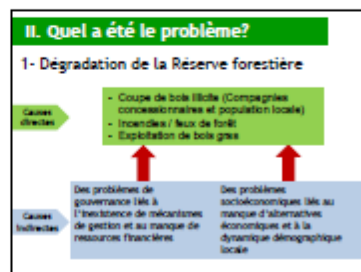
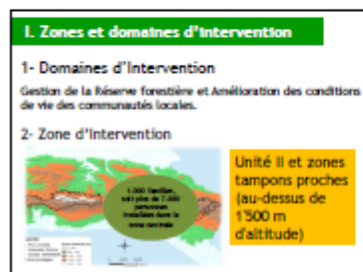
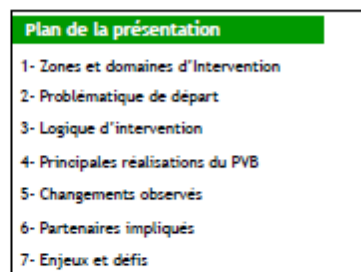
Synthèse des résultats au cours des années de la STRACOH – Domaine1

DOMAINE1: État de droit et gouvernance	2014	<p><u>Capacité de l'État renforcée</u> : la DINEPA reste fragile, dépendante et centralisée. Le niveau de financement par le trésor public est faible mais en augmentation (1.5 → 40 Mio CHF 2013 → 2014) et des premières redevances internes commencent à se matérialiser au niveau local. Le MDE et l'ANAP ont renforcé leur prise en charge institutionnelle dans l'Unité 2 de la Forêt des pins : nouvelles limites (14'000 ha), nouveau statut (parc national) formalisés par arrêté gouvernemental, installation d'un Directeur de Parc.</p> <p><u>Participation de la population</u> : nouvelle dynamique de collaboration constatée dans les relations entre URD / TEPAC / CAEPA ↔ autorités locales ↔ usagers dans le secteur EPA ; l'accès à une eau de qualité s'est amélioré en milieu rural. Aires protégées : la majorité de la population adopte les alternatives de revenus proposés par le PVB, abandonnent les pratiques destructrices de la forêt et manifestent leur engagement à accompagner le MDE/ANAP dans la gestion participative de l'Unité 2 de la Forêt des Pins.</p> <p><u>Droits humains et citoyenneté</u> : processus interne en retard, note de cadrage en finalisation. Premiers pas dans la problématique de la détention préventive via le financement multilatéral au CICR.</p>
	2015	<p><u>Aires protégées</u> : L'autorité nationale en charge des aires protégées (ANAP) renforce progressivement ses capacités techniques et de prise en charge du système national des aires protégées. Des processus de délimitation, légalisation et de mise en place des structures de gestion sont en cours dans plus de 20 aires protégées du pays. Basé sur l'expérience du PVB et avec l'appui technique des cubains (cofinancé par la coopération suisse), des référentiels méthodologiques nationaux sont en cours de finalisation sur la gestion participative des aires protégées. Le PVB a mis en place des structures de gestion qui semblent efficaces et l'élaboration du plan de gestion de l'aire où intervient le programme (U2 FDP) est en cours. Le processus de transfert de la gestion par Helvetas aux structures décentralisées est engagé. Toutefois, l'autonomisation de l'ANAP avance timidement et la prise en charge financière des structures de gestion par le Ministère de l'environnement n'est pas encore effective.</p> <p><u>Eau potable et Assainissement</u> : D'octobre 2014 à date, presque 18'000 nouveaux usagers sont approvisionnés en eau potable dans les trois communes d'intervention. 36 comités locaux (CAEPA) sont renforcés sur la gestion locale de l'eau. Le taux de recouvrement des cotisations des usagers est passé de 40% en 2014 à 56% en 2015. Helvetas a accompagné le transfert de la gestion de 21 systèmes d'eau (SAEP) aux autorités locales et structures déconcentrées de la direction nationale de l'eau (DINEPA). La DINEPA renforce ses capacités de contrôle de la qualité de l'eau dans le pays. La structure centrale de la DINEPA commence à mieux se positionner comme régulateur et laisse le rôle opérationnel et de gestion aux structures déconcentrées.</p> <p><u>Droits humains et citoyenneté</u> : Ce volet est en plein développement avec la validation de la note de cadrage et le démarrage de deux premières actions exploratoires sur « accès à la justice et lutte contre l'impunité » et « citoyenneté et décentralisation ». Les capacités des acteurs nationaux se renforcent dans la lutte contre la détention préventive prolongée, sur l'amélioration du système national d'identification et la gouvernance locale. Une action sur les droits des femmes (violences basées sur le genre) a été engagée pour renforcer le portage par le Ministère de la condition féminine sur cette problématique en renforçant, entre autres, sa collaboration avec les associations des femmes.</p>

Synthèse des résultats au cours des années de la SC– Domaine 1

DOMAINE1 : État de droit et gouvernance	2016	<p>Aires protégées: Le Projet de Valorisation de la Biodiversité arrive à sa fin et permet désormais de récupérer, avec les populations locales, 75% de la forêt et d'établir les mécanismes participatifs de gestion qui servent de modèle au niveau national. Le transfert des acquis au Ministère de l'environnement est engagé et l'agence nationale des aires protégées renforce ses capacités de prise en charge et de coordination du système nationale des Aires protégées.</p> <p>Eau potable et assainissement: Depuis le début du PADL (2012), 40 000 nouveaux usagers sont approvisionnés en eau potable dans les trois communes d'intervention (+3 000 en 2016). Le taux de recouvrement des cotisations des usagers a atteint le 59% (40% en 2014, 56% en 2015). En 2016, le projet a mis en place les conditions de fonctionnement autonome des 36 comités de gestion (CAEPA), en vue du retrait du projet. D'octobre 2015 à mai 2016, 30 nouveau SAEP ont été renforcés par l'installation de dispositifs de chloration de l'eau pourtant ainsi à 250 le nombre total de SAEP appuyés par le PAISEP-MIR. Néanmoins, le PAISED-MIR n'a pas permis de pérenniser la qualité de l'eau, qui est interrompu avec la fin du projet, de même que l'utilisation des laboratoires départementaux.</p> <p>Droits humains et citoyenneté: Un Partenariat a été initié dans six communes (Sud-est et Sud) et trois regroupements d'organisations de la société civile pour la mise en place d'une planification participative et l'adoption de pratiques de reddition de comptes. Le volet de la gouvernance locale en Haïti progresse de manière opportune au gré de l'adhésion de nouveaux maires élus à des pratiques de consultation et élaboration de politiques plus inclusives et participatives.</p>
---	------	--

Présentation du bilan "Projet de Préservation de Valorisation de la Biodiversité (PVB)"



IV. Principales réalisations du PVB

Au niveau de la gestion de l'Unité 2 Forêt des Pins

1) Établissement des limites officielles et bornage de l'Unité 2.

Unité présidentielle 2014 portant actualisation des bornes du PNN-FP2: 14.900 ha.

2) Mécanismes de gestion participative du Parc National Naturel Forêt des Pins (PNN-FP2) [Cora](#), [PNN-FP2](#)

Cellule de gestion du Parc: Direction + Conseil de Gestion




IV. Principales réalisations du PVB

Au niveau de la gestion de l'Unité 2 Forêt des Pins

3) Restauration Environnementale (plus de 600 hectares de clairières régénérées)








IV. Principales réalisations du PVB

Au niveau de l'amélioration des conditions de vie

1.500 familles ont amélioré et sécurisé leurs revenus

1.500 familles appuyées dans le développement du maraîchage

300 familles ont amélioré la condition de leur cheptel, en développant des banques de fourrage, en faisant vacciner les animaux, ...

IV. Principales réalisations du PVB

Au niveau de l'amélioration des conditions de vie

Développement de capacités locales pour la valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux, trouvés dans la forêt




IV. Principales réalisations du PVB

Au niveau de la gestion de l'Unité 2 Forêt des Pins


5) Organisation des acteurs locaux pour la surveillance de la réserve, sous supervision de l'ANAP (Corps de 10 agents déployés dans le Parc)




IV. Principales réalisations du PVB

Au niveau de la gestion de l'Unité 2 Forêt des Pins

6) Activités d'Éducation Relative à l'Environnement avec une dizaine d'écoles de la zone. Augmentation de la conscience autour des services fournis par la forêt.



7) Elaboration du Plan de gestion du Parc National Naturel Forêt des Pins

Orientations pour la gestion du Parc pour le quinquennat 2016-2021:

- 1) Sauvegarde
- 2) Conservation
- 3) Développement durable

IV. Principales réalisations du PVB

Au niveau de l'amélioration des conditions de vie

D'autres sources de revenus temporaires ont été créées, en lien avec la restauration environnementale et des mesures de réduction des risques.




V. Changement observés

→ Vision plus large de l'utilité de la forêt

→ Retrait de certaines pratiques jugées nuisibles de la Forêt

→ Identification de la forêt et amélioration de la connectivité entre différentes parties

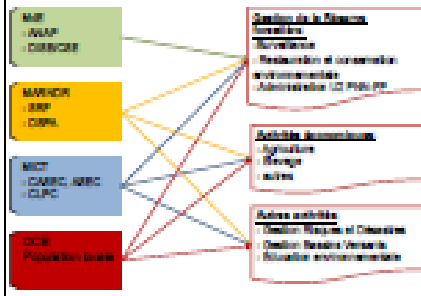
→ La majorité des familles touchées ont changé de pratiques d'exploitation

	Bongres	Chaus	Plancher	Agriculture
2000	80%	15%	10%	70%
2014	9%	2%	8%	9%

Figure 4. Taux de régression des pratiques nuisibles dans la réserve naturelle de 2000-2014

→ Changement dans la structure de revenus des gens

VI. Partenaires Impliqués



VII. Perspectives et défis

Décembre 2016: Recrut de l'équipe PNB/HEXTEAS

Janvier - Juin 2017: -Accompagnement du Conseil de gestion
-Finalisation des exercices de capitalisation
-Évaluation du programme
-Diffusion des connaissances ANAP autres partenaires AP

Respect des engagements financiers pris par les partenaires (MCDGAP), pour maintenir les dynamiques existantes

-Assurer le financement de l'Unité de Gestion du Parc National Naturel Forêt des Pins	<ul style="list-style-type: none"> 1) Direction du Parc 2) Conseil de Gestion 3) Structure de Surveillance Environnementale 	Budget pour une gestion minimale -150.000.000 à mobiliser par l'ANAP
---	--	--

VII. Enjeux et défis

-Mobiliser des fonds pour une gestion intégrale du Parc, suivant les orientations du plan de Gestion

1) Restauration environnementale: près de 4.000 ha de terres à restaurer
([Plan d'urgence 2017](#))
2) Développement socioéconomique: Alternatives économiques et services sociaux de base pour la population locale

-Inscrire la gestion du PNB-PP2, dans un cadre plus large de protection du Massif de la Selle, la 1^{re} Réserve de Biosphère d'Haïti



Synthèse des résultats au cours des années de la SC– Domaine2

DOMAINE 2: Agriculture et sécurité alimentaire	2014	Le domaine est en plein développement avec l'approbation d'une 1ère Entrée en matière en juin 2014 et l'approbation par la Division de la proposition de crédit phase 1 du Programme d'appui à la production agricole en Haïti (PAPAH). Le PPDP Vétiver durable progresse lentement (prolongation de l'Entrée en matière de près de 3 ans) ; Des questions clés comme les rôles et l'engagement des partenaires ainsi que les principaux axes d'intervention ont été clarifiés mais les ambitions DDC ont été revues à la baisse.
	2015	<p>Au niveau national, la tendance à l'augmentation des importations des produits alimentaires et la stagnation voire la baisse de la production agricole nationale persiste. En 2015, une baisse d'environ 50% de la production vivrière est attendue à cause de la longue sécheresse qui a touché l'ensemble du pays. Les prix des produits alimentaires sont à la hausse (+1.4% par mois). La disponibilité et l'accessibilité aux aliments de base risquent de s'aggraver dans le pays et en particulier dans le milieu rural.</p> <p>Production agricole : Le domaine « Agriculture et Sécurité alimentaire » est en cours de développement avec le démarrage effectif du programme d'Appui à la production agricole en Haïti (PAPAH) et l'élaboration en cours d'un nouveau programme sur la gouvernance et l'innovation agricole. Le PAPAH a démarré fin 2014 avec 3 sous-programmes permettant l'accès au crédit agricole à plus de 3'000 producteurs-trices (20% de femmes), le renforcement des capacités d'organisation, de production et de commercialisation de 1'100 producteurs-trices dans la filière cacao et l'initiation de 1'400 femmes pauvres dans un processus de développement d'activités productives et économiques stables. Les extrants obtenus et les processus engagés sont satisfaisants, mais vu le stade actuel de mise en œuvre du programme, les effets sont encore faibles en termes d'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des familles paysannes. Une bonne collaboration est établie avec les différents partenaires stratégiques et institutionnels (Canada sur le financement agricole, BID sur la filière cacao, l'IMF Fonkoze sur l'assistance aux vulnérables). Les partenaires de mise en œuvre manifestent un grand professionnalisme dans la gestion de la mise en œuvre des activités. Le Ministère de l'agriculture (MAG) est présent, mais de manière passive dans le pilotage du programme. L'élaboration de la sous-composante= « développement de la filière igname » progresse timidement à cause du manque de dynamisme du MAGÉ.</p>
	2016	<p>Production agricole: Le PAPAH, après une année de mise en œuvre, produit des résultats prometteurs en termes de renforcement de l'accès au crédit agricole de plus de 14'000 producteurs agricoles (24% de femmes). L'intérêt et l'engagement des institutions financières du pays sont renforcées et l'offre spécialisée et professionnelle de crédit agricole a augmenté de plus de 30% depuis 2012. Dans le cadre du projet Fonkoze, plus de 800 femmes pauvres ont amélioré la sécurité alimentaire de leurs familles et entamé un processus de capitalisation pour sortir définitivement de l'extrême pauvreté. Dans le domaine des filières agricoles, plus de 3000 producteurs et productrices de 12 coopératives agricoles ont amélioré leur rendement et leurs revenus, mais l'ouragan Matthew est venu ravager les plantations de cacao des départements du Sud-est, de Grande Anse et des Nippes. Le projet de la filière Igname a progressé avec lenteur et sera finalisé en 2017.</p> <p>Organisations paysannes: le Programme de gouvernance agricole (PAGAI) est toujours en montage mais le choix de travailler en appui aux organisations paysannes (OP) semble conforté par le dynamisme que ces dernières ont su démontrer dans la réponse à l'ouragan Matthew. Les OP sont désormais placées au centre de la composante agricole de la "phase unique post-Matthew".</p> <p>Crédit rural: la DDC a décidé d'intégrer le Plan de travail 2016-2018 du projet SYFAAG pour accompagner de petites institutions financières proches de petites institutions financières proches des petits producteurs pour développer leur portefeuille de crédit agricole. Dans le suivi du projet, il est prévu que le Ministère de l'Économie et des Finances intègre les Conseillers techniques en gestion formés par le projet dans leur nouveau programme d'appui à l'agribusiness.</p>

Synthèse des résultats au cours des années de la SC– Domaine3

DOMAINE3 : Reconstruction et RRC	2014	<p>Effet institutionnel / structurant significatif dans le secteur de la construction scolaire découlant d'actions directes de la DDC : la normalisation par le MENFP se formalise (décret ministériel validant 3 plans-types développés à l'initiative et avec les ressources de la DDC) ; la régulation progresse (premières bases d'un espace formel de concertation / coordination autour des infrastructures scolaires, développement et diffusion de procédures / d'outils de travail standards issus des expériences du PARIS) ; des acteurs tiers utilisent les propositions (BID, ONG, etc.).</p> <p>Effet de levier en formation professionnelle / construction parasismique par la facilitation de partenariats institutionnels entre des partenaires (PNUD et CR FR) et l'INFP.</p> <p>Nouvelle dynamique engagée en termes de RRC, visant des effets institutionnels structurants en matière de standardisation d'analyse de risques et d'outils pour y parvenir grâce à l'alliance interinstitutionnelle entre PTFs (DDC, PNUD, DFID), ONGs, institutions étatiques et société civile.</p>
	2015	<p>Reconstruction/construction : En dépit de l'instabilité institutionnelle, la construction des écoles selon les normes est considérée comme prioritaire par le Ministère de l'Éducation. Nombreux projets de construction d'écoles (42 sous financement BID, probablement 60 avec la BM) progressent et sont pour la plupart conçus selon les plans types élaborés avec l'appui de la DDC. Ceci constitue un effet multiplicateur important du travail initié par la Suisse. L'expert suisse mis à disposition de la BID a joué un rôle central dans l'institutionnalisation des plans types et la mobilisation des partenaires financiers.</p> <p>En 2015, les 4 écoles (28 salles de classe) construites par la DDC ont favorisé l'accès à l'éducation à 1'700 écoliers (environ 50% filles). Au total, 6 écoles (61 salles de classe, 3'910 écoliers dont 50% de filles) sont déjà construites. Ces constructions permettent aux écoliers d'apprendre dans des bâtiments confortables et sûrs.</p> <p>Formation en construction : Les engagements de la DDC commencent à produire des effets institutionnels. Un nouveau programme de formation-construction harmonisant les contenus développés par les différents acteurs est élaboré. Ceci est dû à la conjugaison des efforts des acteurs sous le lead DDC-INFP. 21 centres de formation professionnelle (CFP) appuyés ont permis de former 667 techniciens. La coordination et le partenariat DDC-PNUD-INFP-Ministère des travaux publics ont permis de couvrir toute la région Nord d'Haïti (11 CFP, 200 techniciens formés). Finalement, la transmission des acquis de l'AH au CR est en voie de clarification pour un engagement de la CR sur la formation professionnelle.</p> <p>Réduction des risques de catastrophes : Le projet de la DDC est très récent (2015), mais il a néanmoins permis des premiers résultats: initier la création d'un pool de 12 spécialistes nationaux (dont 3 femmes) en analyses multirisques, permettre aux communautés cibles d'avoir une meilleure connaissance des risques et de développer un partenariat solide DDC-institutions étatiques sur la thématique. Elles ont permis de tester le guide méthodologique standard. L'alliance entre les PTF et les institutions étatiques a permis de coordonner les efforts pouvant favoriser des effets institutionnels.</p>

Synthèse des résultats au cours des années de la SC– Domaine3

DOMAINE3 : Reconstruction et RRC	2016	<p>Reconstruction/construction :En 2016, 31 salles de classes (3 écoles) construites ont permis à 2380 écoles (52% de filles) d'accéder à l'éducation dans le confort et la sécurité par rapport aux aléas sismiques et cycloniques. L'objectif de la stratégie de coopération suisse d'avoir 101 classes construites en 2017 est en voie de réalisation avec 71 salles construites (6 écoles pour 4990 écoliers) depuis 2014.Les plans types (au total de 3) officialisés par l'État haïtien constituent désormais le standard dans la construction d'écoles.</p> <p>Formation en construction: En 2016, l'Institut National de Formation Professionnelle (INFP) a validé officiellement le nouveau programme de perfectionnement (formation continue) en maçonnerie chaînée (MC) et bonnes pratiques de construction (BPC), dont l'utilisation a été rendue obligatoire dans les centres de formation professionnelle (CFP). Désormais, ces cours sont enseignés par 29 CFP sur un total de 45 (actifs dans la construction) dans 5 des 10 départements du pays et 6 universités.</p> <p>Réduction des risques de catastrophes: Le programme de la DDC a facilité la création d'un pool de 22 spécialistes (4 femmes) des institutions nationales et le développement de 3 guides pour l'analyse des risques d'inondation, de sécheresse et de mouvement de terrain avec la participation des communautés. Les apprentissages du terrain ont permis de valoriser les retours d'expériences pour l'amélioration du « Guide Méthodologique National Standard ».</p>
----------------------------------	------	---

Ministère de l'Éducation
Conseil scolaire
Conseil scolaire
Conseil scolaire

Direction du développement
et de la coopération
et de la coopération

PARIS : Programme d'Appui à la Reconstruction des Infrastructures Scolaires



Ministère de l'Éducation
Conseil scolaire
Conseil scolaire
Conseil scolaire

Direction du développement
et de la coopération
et de la coopération

PARIS : Programme d'Appui à la Reconstruction des Infrastructures Scolaires

- Objectif:
Supporter les efforts dans la reconstruction des écoles publiques et renforcer les capacités du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP).
- Stratégie:
 - Concevoir et développer des prototypes d'écoles
 - Construire un nombre limité d'écoles (→ 12)
 - Renforcer les capacités du MENFP
 - Formation (CCR)
 - Secondement BID

Ministère de l'Éducation
Conseil scolaire
Conseil scolaire
Conseil scolaire

Direction du développement
et de la coopération
et de la coopération

PARIS

Développement des plans types:




Type béton armé (BA):
Zones urbaines et périurbaines
Terrains exigus
Accessibles par camions
Concept structurel: voiles ductiles
validé le 8.7.2013 par DGS et MTPTC

Ministère de l'Éducation
Conseil scolaire
Conseil scolaire
Conseil scolaire

Direction du développement
et de la coopération
et de la coopération

PARIS

L'exécution des plans types (BA):






EN de Dessources
EN et EFACAP Sacré-Cœur
EN de Berquin (Annexes en MC)
EN de République du Canada
EN Guillaume Manigat
EN République du Canada
EFACAP de Chalon
EN République des États-Unis
EN Louverture (Annexes en MC) (En construction)
EN Congrégation Jean XXIII (Annexes en MC) (En construction)
EN Cécile Lilaovis (Annexe en MC) (En construction)

Ministère de l'Éducation
Conseil scolaire
Conseil scolaire
Conseil scolaire

Direction du développement
et de la coopération
et de la coopération

PARIS

Développement des plans types:



Type maçonnerie chaînée (M/C):
Bâtiments à un seul niveau
Zones accessibles par voie carrossable
Terrains non exigus
Concept structurel: hybride
validé le 8.7.2013 par DGS et MTPTC

Ministère de l'Éducation
Conseil scolaire
Conseil scolaire
Conseil scolaire

Direction du développement
et de la coopération
et de la coopération

PARIS

L'exécution des plans types (MC):

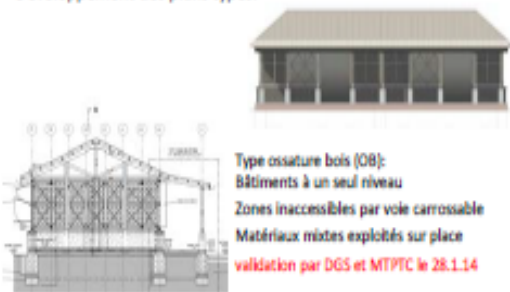
- EN de Lindor (Nippes) (En construction)





PARIS

Développement des plans types:



Type ossature bois (OB):
Bâtiments à un seul niveau
Zones inaccessibles par voie carrossable
Matériaux mixtes exploités sur place
validation par DGS et MTPPC le 28.1.14

PARIS

L'exécution des plans types (OB):
• EN de Taifer (Ouest)



PARIS

Objectifs 2016/2017

Hard:

- ✓ Terminer les chantiers Lindor (Fin 2016)
- ✓ Terminer les chantiers Lilavois / Jean XXIII / Louverture (Juillet 2017)

PARIS

Objectifs 2016/2017

SOFT:

Formation MC sur le chantier EN l'ouverture (Centre des Formations (CCR))




PARIS

Objectifs 2016/2017

SOFT:

Finalisation et remise du dossier «Plans-Types» au MENFP (Novembre)



PARIS

Objectifs 2016/2017

SOFT:

Promotion «Dossier Plan Types» au niveau national

- ✓ Campagne de Presse
- ✓ Niveau Départementale
- ✓ Niveau Mairies
- ✓ Niveau Entreprises
- ✓ Niveau Organisations
- ✓ Formation adapté aux différents niveaux




 Université de Capesouth
 Confédération des écoles
 Confédération des écoles
 Confédération des écoles

Direction du développement
 et de la coopération SDC

PARIS


Objectives 2016/2017

SOFT:

Contribution au système assurance qualité des écoles/développement du parc scolaire (MENFP/BM/BID)

➤ Pilier «Entretien»




 Université de Capesouth
 Confédération des écoles
 Confédération des écoles
 Confédération des écoles

Direction du développement
 et de la coopération SDC

PARIS

Les 5 piliers du système entretien

1. Eau / Hygiène / Assainissement
2. Nettoyage et traitement des déchets
3. Maintenance structurelle
4. Maintenance mobiliers
5. Procédures en cas d'urgence et catastrophes


 Université de Capesouth
 Confédération des écoles
 Confédération des écoles
 Confédération des écoles

Direction du développement
 et de la coopération SDC

PARIS

Objectives 2016/2017

SOFT:

- ✓ Accès Teau
- ✓ L'air de jeux pour les préscolaires
- ✓ Révision des salles informatiques (Setup – Equipment)



Ministère d'Éducation, de la Culture et de la Jeunesse
Ministère de l'Énergie, de l'Eau et de l'Électricité
Ministère de l'Équipement et des Transports




Ministère de l'Équipement et des Transports
Ministère de l'Énergie, de l'Eau et de l'Électricité
Ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Jeunesse

CCR - Centre de Compétences Reconstruction 2010-2017

Formation		Information	Appui Technique
			
			

OBJECTIF (Soft)

Promotion des bonnes pratiques de construction

Amener Nouvelles Compétences	Changer les mentalités	Appuyer le processus de reconstruction
		
INFP	MTPTC	ONG/MENFP PARIS

		
Appui Technique		

DDC (Ecoles)
Concept Structurels des Ecoles
Contrôle Qualité sur chantier

Externe (Chaîne Bonheur)
Appui ONG (40 évaluations, 20 ONG)
Appui Institutions Nationales

Appui Promotion Plans-Types (PARIS)
Formation: In situ pour firmes/ingénieurs départementaux
Information: mise en œuvre des plans-types

INFORMATION

DEVELOPPEMENT DE MATERIEL VISUEL

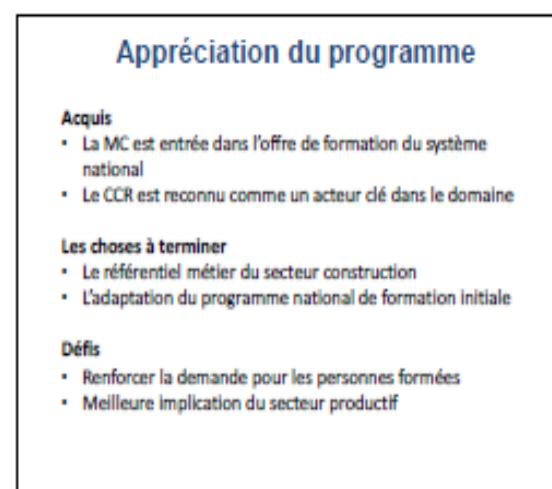
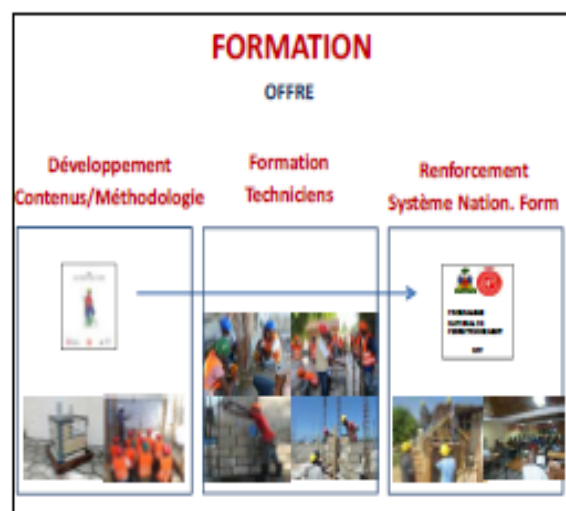


PARTICIPATION À DES EVENEMENTS

Initiative externe	Chantiers d'écoles DDC
	
	

APPUI A DES PARTENAIRES
PARTICIPANTS À DES EVENEMENTS DE SENSIBILISATION



Perspectives

Le CCR se désintègre fin 2017

- Vers le programme de RRC
- Vers le programme de FP de la CS
- Possiblement vers le programme de construction d'écoles avec les fonds Duvalier

LES FORMATIONS EN CHIFFRE

Public Cible	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total	Personnes	Certifiés INFP CFP
Formateurs		29	21	45	25	30	150	11	55
Maîtres	220	128	171	56	220	79	857	33	687
Placements des CFP			24	191	52	107	374	23	14
Instituteurs			87	56	41	100	284	17	
Maîtres sur place-types MC				53	19	0	72	0	
TOTAL	220	157	253	161	167	110	1'069	94	756

En rouge les formations dispensées par les formateurs formés par le CCR

LES INSTITUTIONS APPUYEES

	CFP	UNIVERSITES
OUEST	8	5
NORD	10	
SUD EST	3	
PLATEAU CENTRAL	1	
SUD	7	1
TOTAL	29	6

QUESTIONS / DISCUSSION

Results Framework per Domain

Information provenant de la Stratégie de coopération

Objectif du domaine 1:

Renforcer l'État de droit et une gouvernance inclusive et performante

DOMAINE 1: ÉTAT DE DROIT ET GOUVERNANCE	Outcome / Effet 1 portfolio CHF	a. Les capacités de l'État sont renforcées et il assure plus efficacement son rôle de régulateur et fournisseur de services (spécifiquement eau potable et assainissement / EPA et aires protégées / AP).
		b. La participation de la population concernée à la gestion des systèmes EPA et des AP s'est améliorée.
	Outcome / Effet 2 portfolio CHF	Les capacités des institutions de promotion et de protection des droits humains sont renforcées et les populations vulnérables sont mieux en mesure de revendiquer leurs droits.
	Lignes d'intervention: Services de base	Les interventions sont ciblées sur quelques secteurs dans lesquels la performance des institutions .
	Lignes d'intervention: Dans le secteur de l'EPA	Poursuivre et renforcer les Appuis à la DINEPA pour améliorer les performances et ancrer les activités dans le système institutionnel national.
		Promouvoir et développer les services durables à la population par la conception, la réalisation et la gestion de systèmes d'approvisionnement en eau potable et assainissement (dans 3 communes d'intervention).
	Lignes d'intervention: Dans le secteur des aires protégées	Poursuivre et renforcer les Appuis institutionnels à l'ANAP (mécanismes et outils de gestion du SNAP).
		Poursuivre et développer les actions de protection et de gestion de la Forêt des Pins (Unité 2) via des processus participatifs.
		Renforcer les capacités des acteurs compétent de la gestion de la Forêt des Pins (Comité de gestion du parc, autorités locales, population dans et autour de la réserve) dans le domaine de la réduction des risques de catastrophes (domaine 3).
	Lignes d'intervention État de droit	Poursuivre le financement des activités du CICR qui est actif au niveau des centres de détention.
		Préparer la contribution / l'Appui à des initiatives de lutte contre la violence envers les femmes.
		Examiner un Appui à des organismes de défense des droits humains (OPC, RNDDH, Centre œcuménique des Droits Humains, Collectif contre l'impunité ou autre).
		Examiner un Appui à l'Office National d'Identification pour la mise en œuvre de son plan directeur.
		Examiner une extension de collaboration avec IDEA pour renforcer la représentation féminine dans les structures politiques et la fonction publique.
		Examiner un Appui à une plateforme de la société civile.

Results Framework per Domain

Information provenant de la Stratégie de coopération

Objectif du domaine 2:

Augmenter la résilience et la sécurité alimentaire des communautés rurales par la diversification et l'adaptation des systèmes de production et par de l'aide alimentaire ciblée, en portant une attention particulière aux besoins spécifiques des femmes.

DOMAINE 2: AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE	Outcome 1 portfolio CHF	La sécurité alimentaire et les revenus des exploitations agricoles sont améliorés à travers le développement de filières de production durable (y inclus des actions post-récoltes).
	Outcome 2 portfolio CHF	Dans des régions ciblées, l'État accroît ses capacités de prévention et de gestion des crises alimentaires (inclus aide alimentaire) et l'accès de la population rurale aux services agricoles est amélioré.
	Lignes d'intervention: Relance agricole et filières	Vulgariser des innovations technologiques (à travers des échanges et le réseautage avec des partenaires régionaux; ex. Red SICTA).
		Promouvoir le développement de services privés d'Appui à l'agriculture (financement, vulgarisation, intrants etc.), avec un accent particulier sur la promotion des micro-entreprises gérées par des femmes.
		Améliorer le stockage des récoltes par la promotion de technologies simples de conservation des grains (vulgarisation des silos métalliques).
		Faciliter la structuration et l'organisation de certaines filières de production agricole de rente de manière équitable (selon les principes du commerce équitable).
		Renforcement des capacités des acteurs, en particulier, les femmes impliquées dans les filières
	Lignes d'intervention: Gouvernance du secteur et Sécurité alimentaire	Consolider le système d'information et de suivi sur la sécurité alimentaire (CNSA).
		Renforcer les capacités des instances déconcentrées du ministère de l'agriculture (niveaux communal et départemental).
		Participer aux efforts de l'État et de la communauté internationale en cas de crise alimentaire aigüe (contribution au PAM, distribution de lait en poudre à travers ONG-CH).
	Lignes d'intervention: Autres (à développer éventuellement durant la période 2014-2017)	Appui ciblé aux femmes très vulnérables, filières production animale (en coopération avec Fonkoze).
		Appui aux innovations techniques du Ministère (p. ex. production de semences – en coopération tripartite avec le Mexique).
		Contribuer à aborder le problème foncier.

Results Framework per Domain

information provenant de la stratégie de coopération

Objectif du domaine 3:

Consolider l'effort de reconstruction parasismique et anticyclonique et augmenter la résilience des populations et de l'environnement face aux risques de catastrophes liés aux dangers naturels

DOMAINE 3: RECONSTRUCTION ET RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES	Outcome / Effet 1 portfolio CHF	Les institutions nationales sont capables de promouvoir et faire appliquer des normes / standards de construction parasismique et anti-cyclonique.
	Outcome 2 portfolio CHF	Dans des zones ciblées, la résilience des populations face aux dangers naturels a augmenté comme résultante du renforcement des acteurs nationaux et locaux.
	Lignes d'intervention: Reconstruction	Poursuite de la reconstruction directe d'écoles (prioritairement publiques) accompagnée d'Appuis institutionnels spécifiques au Ministère de l'éducation renforçant son rôle de régulateur en la matière.
		Valorisation et ancrage institutionnel des expériences et compétences accumulées dans les programmes CCR et PARIS
		Prolongement / institutionnalisation des actions antérieures en développement des compétences professionnelles (maçonnerie, métiers du gros-œuvre de la construction), et en promotion des bonnes pratiques de construction parasismique et complémentarité / recherche de synergies / prise de relai AH / CR (<i>Comprehensive approach</i>).
	Lignes d'intervention: Réduction des risques de catastrophes	Une composante « risques » développée dans le Centre de Compétence Reconstruction de l'AH capitalise sur les acquis méthodologiques et institutionnels antérieurs et via une approche similaire produit des effets systémiques ancrés dans les institutions nationales en matière de prévention des risques de catastrophes liés aux dangers naturels.
		Le portfolio des projets sera systématiquement analysé en vue d'une intégration de l'aspect RRC là où cela s'avère pertinents.

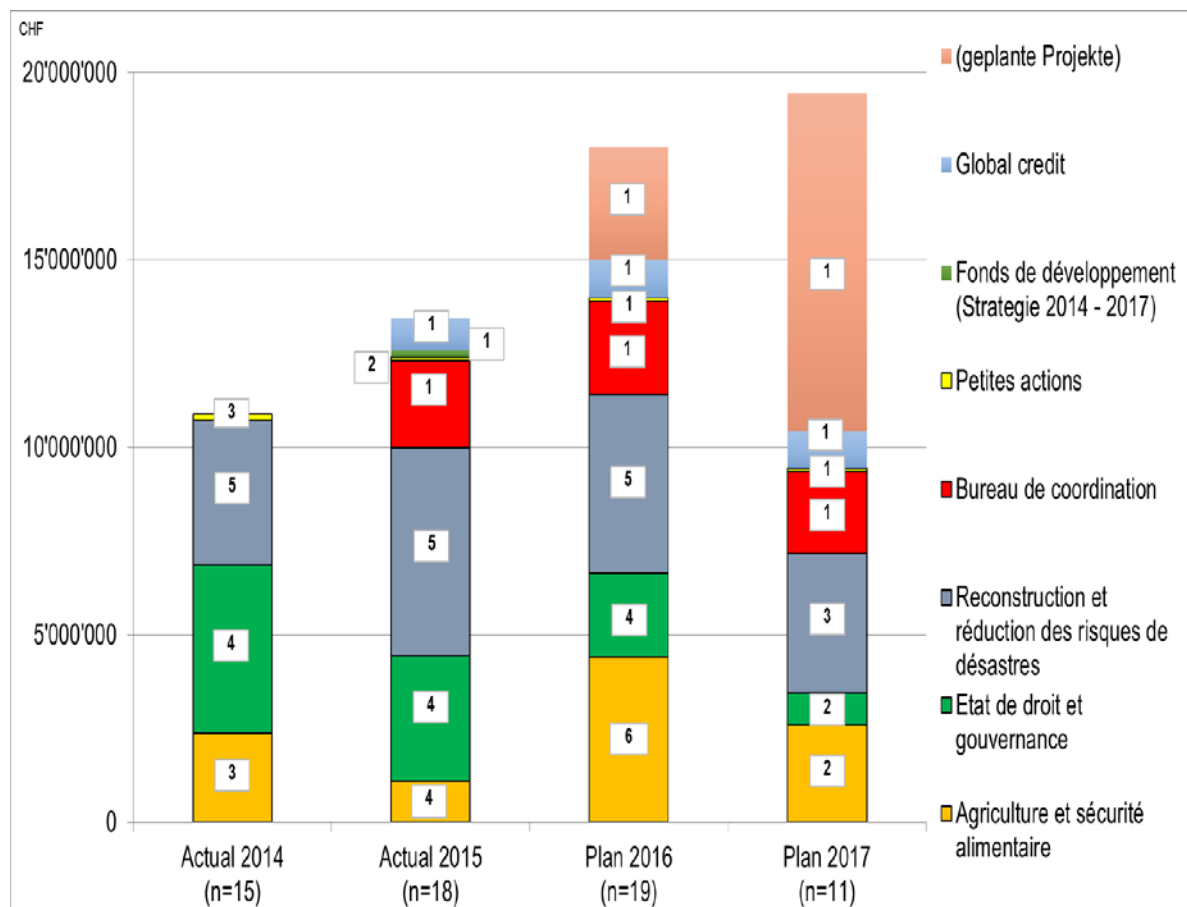
Annex 8 Durée des projets

Domain Agriculture et sécurité alimentaire													
Project Name	Project Start	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Project End
Heilsarmee - Milchprodukte	2000			Phase 26	Phase 29	Phase 30							2016
Terre des Hommes Genf - Milchprodukte	2000			Phase 27	Phase 29	Phase 31							2017
WFP Multibeträge Abteilung AA	2009			Phase 28 Phase 27	Phase 32	Phase 36	Phase 39						2016
RéseauEntrepr.Solidaires - Milchprodukte	2009		Phase 9	Phase 11	Phase 15	Phase 19							2017
HT 24 Sustainable Vetiver PPDP Firmenich	2012				Phase 1								2022
HT 32 Progr. d'appui prod. agric. PAPA	2014						Phase 1						2025
PAGAI (gouvernance agricole inclusive)	2016									Phase 1			2029
Domain Etat de droit et gouvernance													
Project Name	Project Start	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Project End
IKRK - Programmebeiträge/Nothilfe	2013				Phase 6	Phase 21	Phase 37						2016
HT 18 REP:REGIE EAU POTABLE,HAITI	1996			Phase 5		Phase 6							2015
LAS 03/757G HAITI: VALORISATION DE LA BI	2003		Phase 3		Phase 4								2017
HT 20 Rechtshilfeunterstützung Duvalier	2008		Phase 1										2014
DINEPA - Qualité d'eau (Cholera resp.)	2010				Phase 1								2016
HT 31 Appui ONI (election 2014)	2013					Phase 1							2016
Prog de Renf de la Gestion Locale Eau	2017							Phase 1					2033
Domain Reconstruction et réduction des risques de désastres													
Project Name	Project Start	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Project End
HT: Competence Center for Reconstruction	2010		Phase 2		Phase 3		Phase 4						2017
HT: PARIS-Constructions (pilot schools)	2010		Phase 1		Phase 2		Phase 3						2018
Caritas Contribution School Reconstr	2010		Phase 1										2014
HT: PARIS - Etude et pilotage	2011		Phase 1		Phase 2								2016
HT: BID Secondment	2012		Phase 1		Phase 2								2016
(*) HT: Actions DRR/GRD	2012		Phase 1										2013
*JHT: OCHA secondm. post Sandy Hurricane	2013		Phase 1										2013
OCHA Programmebeiträge HH	2013			Phase 2	Phase 5								2020
HT: CCR + Risk	2013			Phase 1									2017
HT: Réduction de risques de catastrophes	2016						Phase 1						2017
HT 28: Gestion de centres INFP	2012				Phase 1								2015

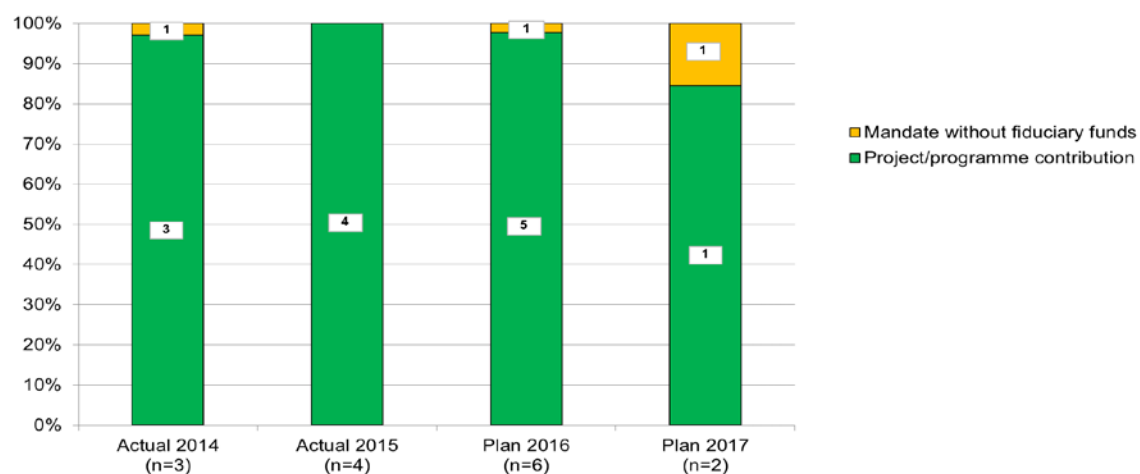
Domain Bureau de coordination													
Project Name	Project Start	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Project End
Haiti: Admin.Kredit HH-Koordination	2005		Phase 6										2013
HT22 Haiti Kooperationsbüro RK	2011	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 6	Phase 7					2017
Domain Petites actions													
Project Name	Project Start	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Project End
Haiti, Petites actions	2006		Phase 1		Phase 2		Phase 3						2017
HT 23 Micro-actions Port-au-Prince	2011		Phase 1		Phase 2								2017
LA 29 Globalkredit Abt. Lateinamerika	2012			Phase 1									2017
HT27 Fonds culturel Ambas. et BuCo Haïti	2012				Phase 1								2016
Domain Fonds de développement (Strategie 2014 - 2017)													
Project Name	Project Start	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Project End
HT26 Fonds développem.portfolio CR Haïti	2012				Phase 1								2016
Domain Global credit													
Project Name	Project Start	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Project End
HT33 Credit Global 2014-2016	2014					Phase 1		Phase 2					2019
Domain (Geplante Projekte)													
Project Name	Project Start	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Project End
PROGRAMME BLEU HAITI	2002						Phase 1						2025

Annex 9 Répartition des projets par type d'Appui

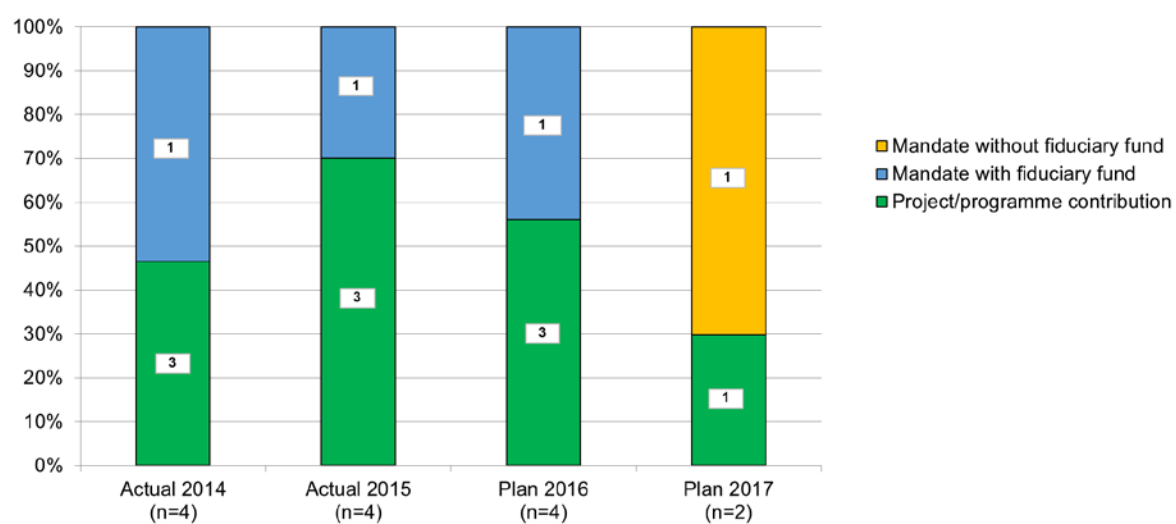
Aperçu général



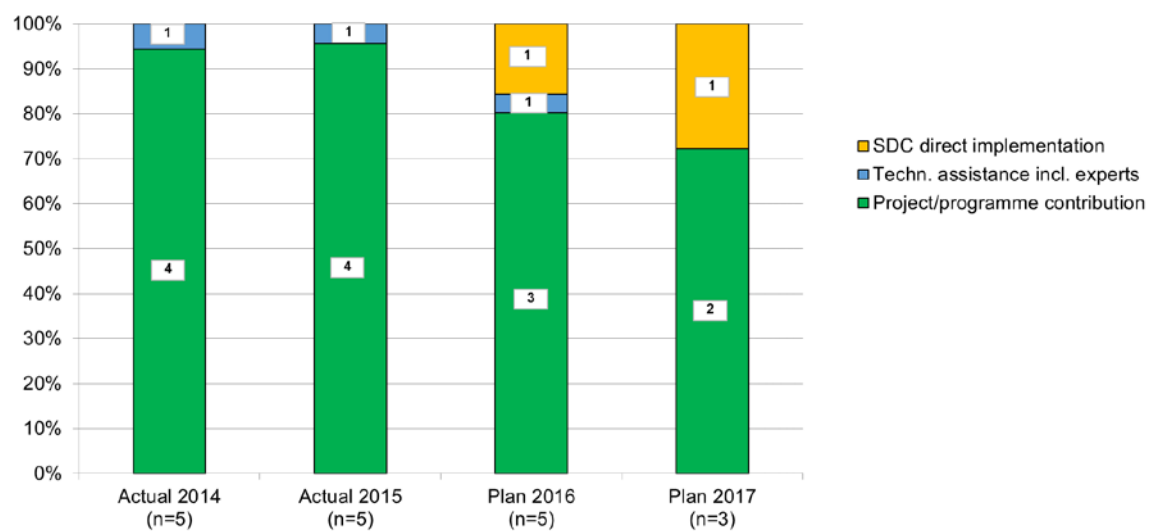
Agriculture et sécurité alimentaire



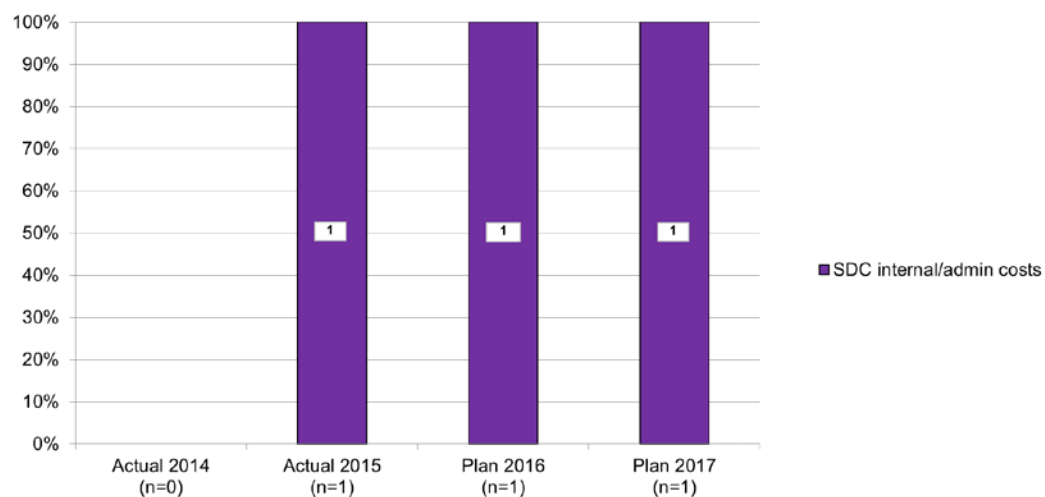
État de droit et gouvernance



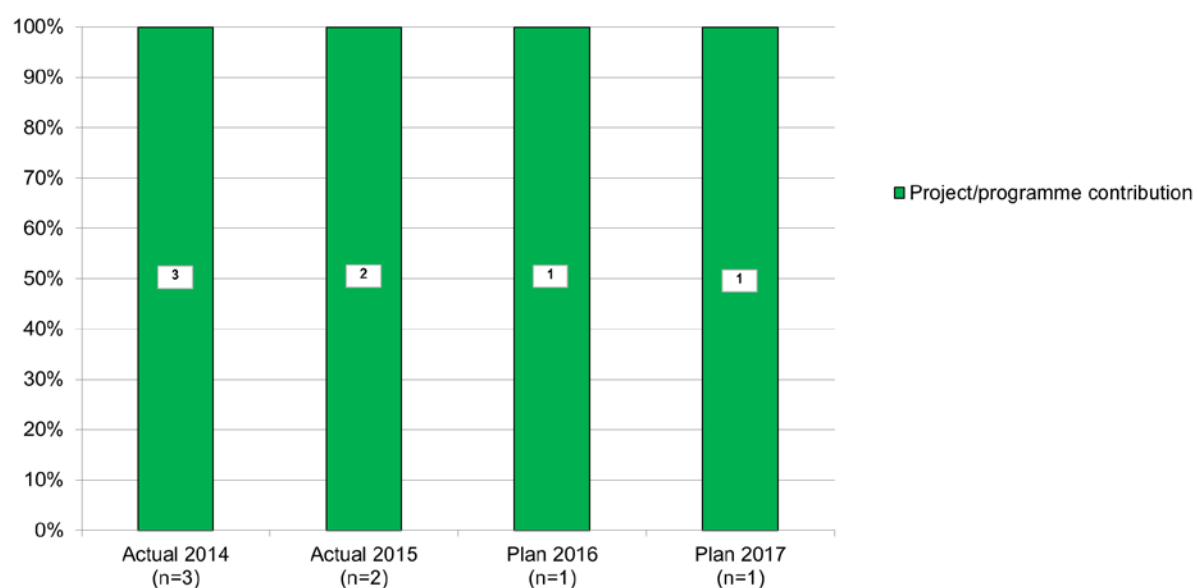
Reconstruction et réduction des risques de catastrophes



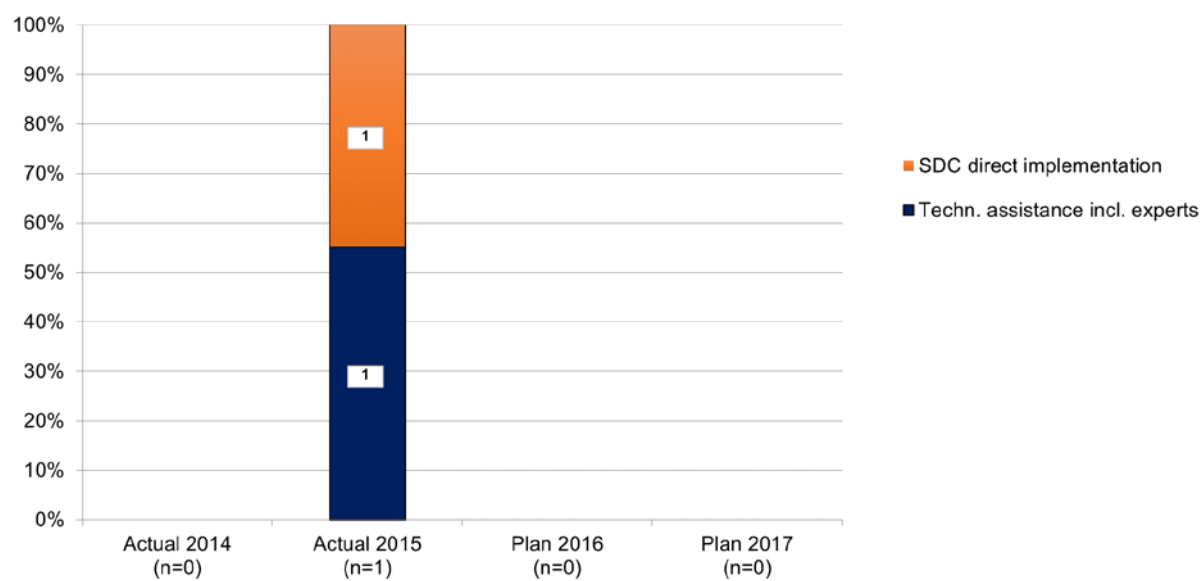
Bureau de coordination



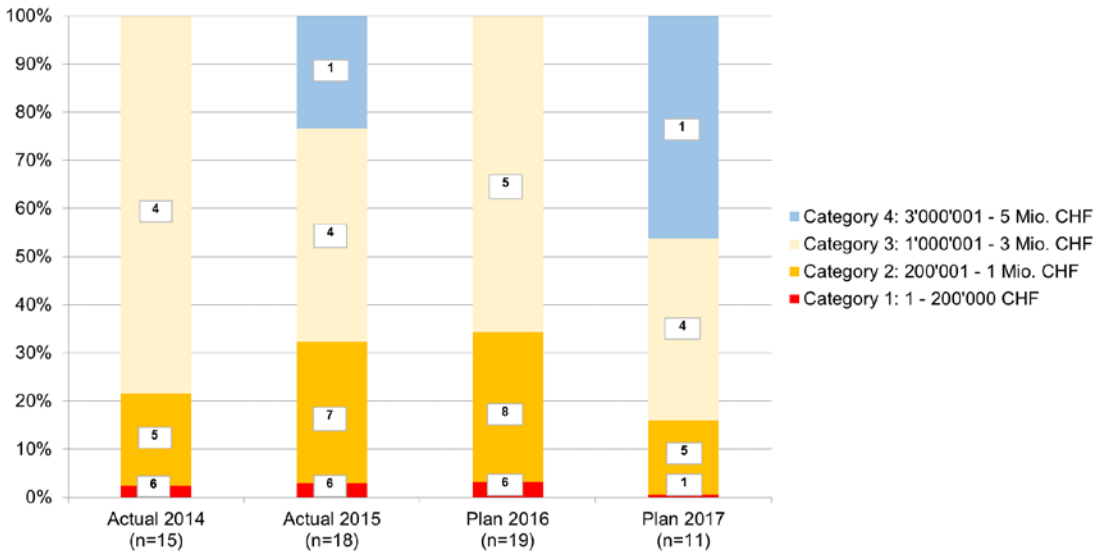
Petites actions



Fonds de développement (Stratégie 2014-2017)



Taille des projets



Annex 10 Composition du personnel : nombre de personnels suisse et total du personnel au niveau du BuCo⁷⁰

Bureau suisse et personnel de projet en nombre (EPT = équivalents plein temps) -- <i>financé par DDC</i>
--


Personnel additionnel Ambassade Intégrée

Fonction	A la fin de l'année				A la fin de l'année				Planifié				A la fin de l'année en cours, mis à jour			
	2014				2015				2016				2016			
	CH/expat		Local		CH/expat		Local		CH/expat		Local		CH/expat		Local	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
Gestion Bureau (DC, DC suppl., DC ass.)	1	3				3				3				3		
Gestion des programmes (NPO et autres)			2	3	1		3	3	1		3	3	1		4	3
CFA, BwB, Finances (y c. comp-ta.)		1	2	1		1	3	1		1	3	1		1	2	2
Administration (Secr., TI, RP, et autres, à l'excl. des Finances)			1	2			2	1			2	2			2	1
Services internes (soutien, chauffeur, nettoyage, etc.)			6	11			4	7			4	7			3	7
Affaires consulaires																
Sous-totaux bureau	1	4	11	17	1	4	12	12	1	4	12	13	1	4	11	13
Effectif total bureau selon proposition de crédit BuCo*	33,0				29,0				30,0				29,0			
Taux de rotation (personnel local)**	10%				6%				0%				8%			

A la fin de l'année en cours, mis à jour			
2017			
CH/Expat		Local	
F	M	F	M
		1	3
0	0	1	3
4,0			

⁷⁰Données partagées par la Direction administrative du BUCO, Nov. 2016.

Fonction	A la fin de l'année				A la fin de l'année				Planifié				A la fin de l'année en cours, mis à jour			
	2014				2015				2016				2016			
	CH/expat		Local		CH/expat		Local		CH/expat		Local		CH/expat		Local	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
Personnel de projet sur effectif bureau (régie propre; exclu du proposition de crédit Buco)		4	3	21		3	4	26		3	4	26		3	8	25
Total personnel de PROJET	28,0				33,0				33,0				36,0			
Effectif total	61,0				62,0				63,0				65,0			

A la fin de l'année en cours, mis à jour			
2017			
CH/Expat		Local	
F	M	F	M
			
69,0			

Composition du personnel Années 2013 – 2014

Bureau suisse et personnel de projet en nombre (EPT = équivalents plein temps)

Fonction	A la fin de l'année précédente				A la fin de l'année en cours, programmé *				A la fin de l'année en cours, mis à jour				A la fin de l'année suivante, programmé			
	2013				2014				2014				2015			
	CH/expat		Local		CH/expat		Local		CH/expat		Local		CH/expat		Local	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
Gestion Bureau (DC, DC suppl., DC ass.)	1	3			1	3			1	3			1	3		
Gestion des programmes (NPO et autres)				3			2	3			2	3			3	3
CFA, BwB, Finances (y c. compta.)		1	1	1		1	2	1		1	2	1		1	2	1
Administration (Secr., TI, RP, et autres, à l'excl. des Finances)			4	2			3	2			1	2			2	2
Services internes (soutien, chauffeur, nettoyage, etc.)			4	8			4	10			6	11			6	11
Affaires consulaires																
Sous-totaux bureau	1	4	9	14	1	4	11	16	1	4	11	17	1	4	13	17
Effectif total bureau	28,0				32,0				33,0				35,0			
Taux de rotation (personnel local)**	5%				0%				10%				0%			
Personnel de projet sur effectif bureau (régie propre)		5	5	17	0	4	3	21	0	4	3	21	0	4	5	18
Total personnel de PROJET	27,0				28,0				28,0				27,0			
Effectif total	55,0				60,0				61,0				62,0			
* selon proposition de crédit																
** nombre de EPT ayant quittés pendant l'année (y.c. retraite) en % du nombre total de EPT au début de l'année																

Imprint

Editeurs:

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Direction du développement et de la coopération DDC

3003 Berne

www.eda.admin.ch/sdc

Photo:

© Coof Haïti

Commande:

Courriel: deza@eda.admin.ch

Contact:

Direction du développement et de la coopération DDC

Section Evaluation et Contrôle de Gestion

Freiburgstrasse 130, 3003 Berne

sektion.evaluation-controlling@eda.admin.ch

Cette publication est disponible sur les sites de la DDC :

[SDC's Evaluation](#)

Berne, Juin 2017